

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

La Réforme de la Loi Française sur la Nationalité

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(Sciences Politiques et Economiques)

Présentée et soutenue le 21 Novembre 1928, à 14 heures

PAR

André PICOT

Diplômé H. E. C.

Président : M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE.

Suffragants } M. BARTIN.
M. LE FUR.

LIBRAIRIE PICART

59, BOULEVARD SAINT-MICHEL, 59

PARIS

1928

Hiervoor geen ander
exemplaar kunnen bemachtigen

LA RÉFORME DE LA LOI FRANÇAISE
SUR LA NATIONALITÉ

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

La Réforme de la Loi Française sur la Nationalité

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(Sciences Politiques et Economiques)

Présentée et soutenue le 21 Novembre 1928, à 14 heures

PAR

André PICOT

Diplômé H. E. C.

Président : M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE.

Suffragants { M. BARTIN.
M. LE FUR.

LIBRAIRIE PICART
59, BOULEVARD SAINT-MICHEL, 59

PARIS

1928

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Peu de matières sur lesquelles l'influence des circonstances soit plus considérable que sur la nationalité. Suivant ses besoins sociaux, un pays invoque à son profit le « jus soli » ou le « jus sanguinis », ou même l'un et l'autre en vue de satisfaire ses intérêts particuliers. La législation française, depuis la grande loi de 1889, n'a pu échapper à ces fluctuations et les projets et propositions ne se peuvent comprendre qu'en les situant dans le temps et l'espace.

La substance de la loi du 10 août 1927 est caractéristique de notre époque, inquiète de la rareté des naissances, de l'immigration croissante, tourmentée du désir de franciser le plus rapidement possible ces éléments étrangers, susceptibles de former dans notre pays, jusqu'ici si uni, des ilots de minorités nationales.

Néanmoins cette loi a tenu compte des justes craintes qu'inspire une naturalisation par trop hâtive ; des dispositions heureuses ont été prises, afin d'écarter les indésirables et ceux qui semblent vouloir renoncer à toute idée de rattachement à notre pays.

Comme le fait remarquer M. le sénateur LISBONNE, rapporteur au Sénat, cette loi est « la synthèse » de propo-

sitions ou projets en chantier depuis 14 ans ; sans doute, cette longue gestation a-t-elle pu porter quelque préjudice à des intérêts légitimes ; mais aussi a-t-elle heureusement permis de traverser des périodes fort dissemblables les unes des autres et d'en recevoir l'empreinte sans toutefois en subir l'emprise.

PREMIÈRE PARTIE

APERÇU HISTORIQUE SUR LE « JUS SOLI »

« Toute nation a le droit et le devoir de construire le système de ses lois internes d'après ses propres nécessités ». Ainsi s'exprimait, en 1868, l'Américain Banks devant la Commission des Affaires étrangères de son pays. La loi du 10 août 1927 répond en France à la satisfaction de besoins éminemment nationaux. Le retour au « droit du sol », si nettement marqué lors de la réforme de 1889, s'affirme dans notre nouveau code sur la nationalité. Avant d'étudier les nouvelles dispositions législatives, il nous semble utile de tracer un rapide historique de ce « jus soli », et de montrer comment ses bases se sont élargies pour se mettre en harmonie avec les nécessités politiques et économiques.

Dans le droit antique, l'Etat est la réunion de quelques familles ; la filiation seule détermine le statut de l'individu. En Grèce, le jeune Athénien dans son serment civique, jure « de défendre les lois et d'honorer la religion de ses pères » ; le droit de cité est héréditaire et un étranger se fait-il naturalisé, il est inscrit dans une famille désignée

par le sort. Le sol n'a aucune action, car l'idéal des constitutions est de limiter le nombre des citoyens.

Néanmoins dès l'époque romaine le principe du sol se glisse parfois dans la constitution des municipes, mais il faut arriver au droit franco-mérovingien pour le voir s'affirmer dans toute son ampleur. Au sol natal appartient maintenant l'influence qui jadis était retenue par le sang. Mais ce droit du sol ne revêt pas encore l'aspect brutal qu'il aura au Moyen-Age ; la simple naissance sur un territoire ne suffit pas pour conférer une nationalité ; la majorité des textes exige des parents une résidence de durée variable. Après la chute de l'Empire romain, le principe territorial s'étend. Les individus ressentent la nécessité de se grouper pour défendre le territoire contre l'étranger ; et par étranger il faut entendre tout voisin qui peut venir voler le bétail et s'emparer des richesses acquises.

Les collectivités obligées de se suffire à elles-mêmes devaient montrer à son égard des sentiments de franche hostilité. L'homme devient l'accessoire du sol et il doit en recevoir une patrie ; le droit d'aubaine s'exerce dans toute sa rigueur. Dans l'Europe occidentale la loi du sang s'est effacée ; en Angleterre quiconque est né dans le royaume est soumis à l'allégeance ; en Italie les chartes des cités sont particulièrement nettes et la notion de race a complètement disparu ; il en est de même dans les pays de langue allemande.

Le « jus soli » intégral, par suite de nouvelles néces-

sités pratiques, ne pouvait continuer à s'appliquer. Si au début du Moyen-Age nous voyons les relations économiques réduites au plus strict minimum, il n'en est plus de même à mesure que le pouvoir central augmente son champ d'action. Le commerce entre régions devient plus intense et les commerçants sortent de chez eux à la recherche de nouveaux débouchés.

L'étranger n'est plus considéré comme un être nuisible mais au contraire comme un élément utile. Aussi l'opinion s'émue-t-elle de la triste condition. Vouloir supprimer le droit d'aubaine, c'était se heurter à des intérêts trop puissants et il n'y fallait pas songer. La seule solution possible pour éviter de trop grandes injustices consistait à multiplier les modes d'acquérir la nationalité d'origine. En tempérant le droit du sol par le droit du sang, les enfants nés de nationaux mais hors des frontières, pourraient venir au partage de la succession de leurs parents. M. Geouffre de Lapradelle dans son livre (1) « De la Nationalité d'origine » montre que cette réaction contre le *jus soli* s'est produite en Angleterre dès 1350 : « Les ravages de la peste avaient contraint un grand nombre de familles à quitter momentanément le pays. Beaucoup de femmes avaient ainsi mis au monde, de l'autre côté du détroit, des enfants, parmi lesquels les héritiers des grandes fortunes et des grands noms du royaume. Le fils du roi lui-même en était.

(1) Cf. p. 16.

Strictement appliquée, la règle en vigueur conduisait à décider que le trône n'avait pas d'héritier ; de même les familles, dont la postérité avait vu le jour à l'étranger, n'avaient, à moins de descendants nés en Angleterre, personne pour recueillir leur héritage et soutenir l'éclat du nom. Un tel résultat était inadmissible. La règle territoriale ne pouvait se retourner contre ceux autour desquels gravitait le monde féodal. Tant qu'il s'harmonisait avec l'esprit général de la féodalité, le jus soli devait prendre en elle un point d'appui solide. Du jour où il entra en lutte avec elle, en menaçant la perpétuité de la famille et de la dynastie, il devait forcément s'abolir, dans la mesure où les circonstances l'exigeaient. Telle était cependant la puissance du sol qu'il y eut de longues hésitations avant d'apporter à la règle l'exception que les événements commandaient ».

C'est donc un simple motif successoral qui a orienté la politique anglaise vers l'adoption partielle du jus sanguinis.

En Italie deux ordres de citoyenneté sont créés : l'une plus élevée qui conduit aux charges publiques, l'autre qui donne la seule jouissance des droits civils. Or, pour obtenir la première la filiation doit se combiner au sol ; pour obtenir la deuxième la naissance sur le sol est suffisante. En Belgique, l'avènement du « jus sanguinis » est dû au désir d'accroître les revenus du droit dit d'issue ou d'escart ; celui-ci consistait dans le privilège reconnu aux villes de

prélever un dixième des biens de ceux qui abdiquaient leur qualité de bourgeois. Or, en adoptant le principe du jus sanguinis, on pouvait maintenir le droit d'issue sur la même famille pendant plusieurs générations.

Enfin, parmi les causes vraiment déterminantes du retour au « jus sanguinis », il faut mentionner le renforcement dans tous les pays occidentaux du pouvoir central. Les nations commencent à prendre conscience de leur force et au vieil idéal des constitutions antiques, elles substituent celui du nombre, facteur essentiel de l'accroissement territorial. Pour atteindre ce but, il paraît nécessaire de tempérer le jus soli pour conserver les éléments qui s'expatrient. En Angleterre surtout cette considération fut une des principales causes de la généralisation du principe du droit du sang ; c'est ainsi que sans Georges III la jurisprudence en arrive à considérer Anglais de plein droit le fils d'un Anglais rebelle à l'époque de la naissance ; de plus elle considère la transmission de nationalité comme s'opérant un infinitum.

En France au début du XVI^e siècle, le sol et le sang sont simultanément requis. Mais ce droit sévère s'adoucit dans un sentiment de révolte contre les excessives prétentions du fisc. La rigueur de l'aubaine apparut lorsque certains membres de la famille royale quittèrent le territoire national sans esprit de retour.

Les priver de tout droit de succession apparut comme profondément injuste et pour remédier à une telle situa-

tion le roi accorda des lettres de naturalité. Ces mesures de faveur d'abord personnelles devaient par la suite s'étendre aux descendants qui naîtraient en dehors du royaume. La qualité devenait dès lors un titre héréditaire. A partir de quelle époque ce régime d'exception s'est-il généralisé ? M. G. de Lapradelle cite l'arrêt de l'Anglesse du 7 septembre 1576 dans lequel était reconnue Française une femme Marie Mabile, née en Angleterre d'un père français. « Ainsi, conclut-il, ce n'est pas au XVIII^e siècle, mais dès la fin du XVI^e, que pour les fils de Français nés à l'étranger, le jus sanguinis fit sa première apparition ».

Mais quelles sont donc les causes de cette apparition ? Si l'on se reporte aux décisions judiciaires qui consacrent à ses débuts le principe du jus sanguinis, on voit que seules les nécessités du moment expliquent ce retour au droit du sang. L'opinion réagit contre l'application de l'aubaine ; dans l'arrêt de 1576, les juges attribuent à Marie Mabile la qualité de naturelle non parce qu'elle tient de son père, soit l'amour de la France, soit un sang français, mais parce qu'il est juste qu'elle succède. Les juges n'invoquent donc pas de grands principes à l'appui de leur décision, ils se contentent de parler d'équité, de justice. Il en est ainsi dans tous les arrêts de la même époque. Aussi, a-t-on dit, que le jus sanguinis n'est pas consacré pour lui-même mais pour l'application successorale qu'il détermine.

(1) G. de Lapr. op. cité p. 133.

Encore ce jus sanguinis ne s'applique-t-il que lorsqu'il s'agit de nationaux ; pour les enfants des étrangers le jus soli sera invoqué, toujours dans le but de satisfaire à l'idée de justice.

Avec la Révolution le droit d'aubaine est proclamé aboli ; la constitution de septembre 1791 au titre II art. 2, dit : « Sont citoyens français ceux qui sont nés en France d'un père français ; ceux qui, nés en France d'un père étranger, ont fixé leur résidence dans le royaume ; ceux qui, nés en pays étranger d'un père français, sont venus s'établir en France et ont prêté le serment civique ». Les deux principes sont donc juxtaposés sans que le législateur indique ses préférences. Il n'en est plus de même lorsque le Code civil vient en discussion ; le projet rejette catégoriquement le jus soli. Mais le Premier Consul, désireux de prodiguer le plus largement possible le titre de Français, demande le retour à l'ancien droit. Il se heurte à la volonté contraire du Tribunat ; mais celui-ci doit composer avec le Conseil d'Etat pour demeurer dans le cadre de la Constitution. L'enfant né en France de parents étrangers n'est plus Français dès sa naissance, mais seulement à l'âge de 21 ans ; l'idée territoriale n'a donc d'effet que dans la limite où la Constitution l'exige. Les paroles suivantes de Treilhard prononcées devant le Tribunat sont caractéristiques de la tendance très nette à l'adoption du jus sanguinis : « Le fils a l'état du père ; il est donc Français quand son père est Français. Peu importe le lieu où il est né,

si son père n'a pas perdu cette qualité ; quant au fils de l'étranger, qui reçoit accidentellement le jour en France, on ne peut pas dire qu'il ne soit pas étranger ».

Si à cette époque personne ne critique le principe de jus sanguinis, néanmoins quelques voix s'élèvent pour signaler qu'il est de notre intérêt d'en admettre la limitation. C'est seulement à partir de 1849 que les abus signalés prennent réellement de l'importance et que des amendements sont proposés pour saisir de la nationalité française certains éléments étrangers. En effet, sur nos frontières et même à l'intérieur un grand nombre d'étrangers vivait sans réclamer notre nationalité. Ainsi ils échappaient au service militaire mais profitaient des mêmes droits que les Français. La loi de 1851 marque son but en laissant à l'étranger né en France d'un étranger qui lui-même y est né, le droit de répudier à sa majorité la qualité de Français. La loi de 1874 revêt une utilité pratique en exigeant de cet individu qui répudie notre statut national la preuve qu'il a conservé une nationalité. C'est bien là un léger retour au jus soli, retour inspiré uniquement par les circonstances. Le recensement de 1886 jette l'alarme dans l'opinion ; les journalistes s'inquiètent du nombre vraiment impressionnant d'étrangers qui vivent chez nous ; la lecture des journaux de cette époque est instructive car les arguments employés sont à peu près les mêmes que ceux que nous avons vus invoquer après la Grande-Guerre.

On comprend combien il est vain de vouloir fermer

nos frontières à ces éléments qui viennent chez nous chercher du travail ; comme le dit M. Gide, ce sont des enfants tout faits et qui ne nous coûteront rien. Absorber les étrangers, voilà la seule politique nationale. Aussi, sans que des controverses doctrinales ne s'élèvent, le *jus soli* redevient susceptible d'attribuer à l'individu sa nationalité d'origine. L'article 9 du Code civil est rétabli ; l'enfant mineur pourra bénéficier de ses dispositions ; l'enfant né en France d'un étranger qui lui-même y est né ne peut répudier notre nationalité.

Cette fois le retour au *jus soli* se manifeste clairement ; ce n'est pas certes de gaieté de cœur, le Sénat restant attaché au principe du sang. Mais devant les nécessités du moment, il fait taire ses préférences pour n'avoir en vue qu'un seul but : solutionner une situation qui s'annonce pour le pays de jour en jour plus périlleuse.

Arrivons maintenant à la loi de 1889. M. G. de Lapradelle s'exprime ainsi :

« La loi du 26 juin 1889 rétrécit le *jus sanguinis* ; mais elle s'attache, par une série d'analyses souvent très fines, à en perfectionner le système. La conception de la nationalité d'origine comme un effet de l'éducation, c'est-à-dire comme un attribut de la puissance paternelle, pénètre à peine, par lueurs rapides et fugitives, dans la théorie du Code civil. Elle domine, d'une façon très sensible, la loi

(1) Cf. G. de Lapr. op. cité p. 154.

nouvelle. Plusieurs solutions s'y rattachent qui, jadis douteuses, sont maintenant presque certaines parce qu'elle leur apporte l'appui d'arguments nouveaux, d'autres inconnues autrefois sont aujourd'hui posées par un texte formel. Quoiqu'il soit encore en maint endroit limité, le principe spiritualiste de la puissance paternelle tend à remplacer le principe grossier de la race. Le droit conçoit de plus en plus la transmission de la nationalité comme une œuvre morale et non pas physique ».

L'article 12, paragraphe 3, de la loi de 1889, traduit nettement cette orientation nouvelle. Il déclare Français les enfants mineurs d'une mère survivante qui se fait naturaliser Française. Puisqu'il est désormais admis que la nationalité d'origine se détermine par l'éducation reçue dans la famille, la mort du père occasionnant un changement de direction, la mère survivante aura toutes les prérogatives de la puissance paternelle ; ses enfants mineurs prendront donc son statut national.

Le principe de l'éducation par la famille s'affirme encore dans l'article 8, 1^o, paragraphe 2 : « L'enfant naturel, dont la filiation est établie pendant la minorité, par reconnaissance ou par jugement suit la nationalité de celui des parents à l'égard duquel la preuve a d'abord été faite ».

C'est donc l'ascendant qui se montre le plus vigilant qui confère à l'enfant sa nationalité. L'application du principe du sang aurait conduit à attribuer à l'enfant le

statut de la mère ; car hors mariage la maternité seule est sûre et la paternité demeure bien incertaine.

La légitimation peut aboutir à renverser l'ordre des prépondérances ; c'est ce qui se produit lorsque c'est la mère qui la première a reconnu l'enfant naturel. Logiquement, pour demeurer conforme au principe de l'éducation, l'enfant doit suivre la condition de son père, devenu le détenteur de la puissance paternelle. La loi de 89 est muette sur les effets de la légitimation, mais la jurisprudence, s'inspirant de l'esprit des textes devait adapter le système qui ne fut légalement consacré que par la loi du 1^{er} août 1927. Nous voyons donc, de 1848 à 1889, le législateur retourner par étapes successives à l'ancienne constitution de la nationalité par le territoire. Mais les vieux arguments, jadis employés pour légitimer un tel système, ne sont plus reproduits. Acculé devant des nécessités impérieuses, le législateur a voulu parer au danger grandissant d'une invasion pacifique et sans souci de raisonnements plus ou moins subtils il s'est ingénié à découvrir les éléments étrangers susceptibles d'être assimilés. Le sol lui a paru le signe extérieur d'une éducation française ; alors qu'autrefois le fait brutal de la naissance en France entraînait l'attribution de la qualité de Français, il devient désormais simple présomption d'attachement à notre pays. Si au bout de deux générations les étrangers nés en France sont déclarés Français c'est parce que l'on a compté sur l'action du milieu ; ce sont des Français de fait qu'il n'y a plus qu'à recon-

naître officiellement comme tels. Le commissaire du Gouvernement au Sénat (1), demandait de conférer notre nationalité à l'étranger qui a été instruit, élevé au milieu de nous et dont la jeunesse passée en France constitue le meilleur des stages. Cette opinion est celle que l'on voit reproduite à la Chambre et au Sénat par tous les orateurs qui s'efforcent de faire aboutir la réforme tant désirée.

La loi de 1889 déclare Français tout individu né en France de parents inconnus ou dont la nationalité est inconnue ; c'est la consécration d'une jurisprudence qui avait suppléé en cette matière à l'insuffisance du Code civil. Cette disposition est conforme aux nouveaux principes admis, l'enfant étant soumis pour toujours à notre influence.

D'après le Code civil l'enfant né en France de parents qui n'y sont pas nés pouvait réclamer à sa majorité notre statut national. Le législateur comprit qu'il convenait d'envisager le cas où d'autres éléments venaient se joindre au simple fait de la naissance sur le territoire. L'étranger était-il domicilié sur notre territoire lors de sa majorité, son attaché avec notre pays ne faisait plus de doute ; aussi de plein droit il sera Français. M. Weiss dans son traité reproduit un passage fort caractéristique du rapporteur au Sénat, M. Delsol (2). Celui-ci explique les raisons de la mesure qu'il propose : présomption d'habitation depuis la naissance, d'où éducation nécessairement française ; lutte

(1) Cf. Sénat 13 nov. 1886, Débats Parlem. p. 1182.

(2) Cf. Weiss 2^e éd., p. 186 à 188.

contre l'heimathlosat ; danger de voir les nationaux privés d'emplois réservés aux étrangers non soumis aux obligations militaires.

L'article 8 n° 3 du code civil, tel qu'il fut rédigé en 1889, devait susciter d'énergiques protestations diplomatiques. « Est Français tout individu né en France d'un étranger qui lui-même y est né » ; c'était par suite de la forme générale du texte, viser à la fois le père et la mère. Le législateur permettait ainsi l'avènement de situations vraiment délicates et profondément regrettables. En effet, deux accouchements successifs de mères étrangères sur notre sol, ne prouvent pas l'attachement de la famille à la France ; ce ne peut être que l'effet du hasard, ou bien la conséquence d'un séjour dans une de nos villes d'eaux ou dans une de nos stations hivernales de la côte d'Azur. Puis l'idée d'éducation qui semblait déclancher l'octroi de notre nationalité, apparaît quelque peu oubliée. La puissance paternelle appartient au père qui est le représentant, le centre de la famille ; c'est autour de lui que gravitent les intérêts de ce petit groupement. Dès lors qu'importe cette double naissance en France, si le père n'est pas né sur notre territoire et s'il vit hors de nos frontières. Les enfants, selon toute vraisemblance, seront élevés, éduqués dans ce pays étranger et notre influence sur eux sera inexistante.

Un projet de loi déposé par le Gouvernement devant la loi du 22 juillet 1893 (1), désormais l'enfant devenait Fran-

(1) Cf. Gruffy, *Revue Politique et Parlementaire* 1919, p. 48-49.

çais, mais il acquérait le droit dans l'année de sa majorité de répudier notre nationalité.

La loi du 10 août 1927 va encore étendre l'application du jus soli ; les résultats obtenus justifient pleinement une telle mesure. Mais le jus soli se combine au jus sanguinis ; à eux deux, ces droits forment une présomption d'attachement à notre pays, présomption suffisante pour conférer la nationalité française. Alors que le code civil ne prenait jamais en considération la nationalité de la mère, l'article premier de la nouvelle loi déclare Français d'origine l'individu né en France d'une mère française. Le cas est appelé à se présenter fréquemment puisque la Française qui épouse un étranger peut désormais conserver son statut national. La guerre de 1914-18, avec les 1.500.000 hommes qu'elle nous a coûté, a été la cause d'une immigration très forte d'étrangers, venus pour combler le déficit de notre main-d'œuvre. Les mariages entre Françaises et ces étrangers étaient nombreux ; on pouvait aisément prévoir que la grosse majorité des immigrants, attachés au sol de France par le double lien du travail et de la famille, demeurerait à jamais sur notre territoire. Les enfants issus de telles unions recevaient une éducation essentiellement française et l'influence de la mère, dans un milieu uniquement national, était seule à pouvoir s'exercer. Le législateur a été heureusement inspiré en reconnaissant à ces enfants la nationalité française.

Ce rapide historique du jus soli nous montre qu'un

peuple adapte aux nécessités du moment sa législation sur la nationalité.

Ce peuple est-il un pays en voie de développement rapide, un pays à très forte natalité, ses lois viseront à maintenir dans l'allégeance ceux qui s'expatrient.

Quoi de plus logique que de consacrer dès lors le principe du jus sanguinis. Ce sera la manière la plus sûre de conserver les éléments qui s'en vont chercher au loin le travail que leur pays surpeuplé ne peut leur procurer.

Il est profondément humiliant pour une nation de constater qu'elle est obligée d'exporter tous les ans un grand nombre de ses citoyens, et que ceux-ci fournissent aux voisins la main-d'œuvre nécessaire pour la concurrence sur le terrain politique et économique. Un pays d'immigration intense adopte nécessairement le principe du droit du sol ; ses efforts doivent tendre à s'assimiler le plus rapidement possible ces étrangers qui vivent de sa vie nationale sans en assumer toutes les charges.

La France a de tout temps été un pays à assimilation rapide, et il faut espérer que la loi du 10 août 1927 qui allie heureusement le droit du sol et le droit du sang lui permettra de demeurer la plus homogène des nations.

CHAPITRE PREMIER

Projet de 1913

Il est bon, avant d'étudier la loi nouvelle, de connaître les origines du mouvement modificateur. A la veille de la guerre, en 1913, malgré la menace d'un conflit, la France demeure résolument pacifiste et elle ne peut ou ne veut croire à la réalisation du risque grandissant. La crise de la natalité apparaît à tous comme grave, et sa solution devient plus urgente en face du péril extérieur.

Aussi le Gouvernement songe-t-il à modifier et compléter certaines dispositions du Code. Certes, il ne veut pas bouleverser la législation antérieure ; il proclame au contraire l'excellence des lois codifiées de 89, 93 et 1909 qui nous ont valu de nombreuses naturalisations ; mais il veut ouvrir plus largement encore l'accès à la nationalité française. Voici les principales innovations :

L'individu, né en France d'une mère étrangère, qui elle-même y est née, ne peut décliner la qualité de Français lorsque l'un de ses parents a été naturalisé ou réintégré pendant sa minorité ; exception est faite à l'égard des enfants des agents diplomatiques et consulaires de carrière,

qui ne sont pas déclarés Français pour le fait de cette double naissance sur notre sol et qui peuvent réclamer la qualité de Français au cours de leur 22^e année.

Puis nous trouvons une heureuse disposition, dont le but est de mettre fin à une divergence regrettable qui existait entre les Chambres civiles et criminelles de la Cour de Cassation : l'individu né en France d'un étranger et qui y est domicilié à sa majorité ne sera pas déclaré Français s'il a été pris contre lui un arrêté d'expulsion ; c'est l'adoption de la solution admise par la Chambre criminelle, d'ailleurs toute de bon sens.

La naturalisation ne pourra être accordée qu'après l'âge de 21 ans ; le cas de la naturalisation du mineur n'est pas encore envisagé. Il est précisé que le service militaire accompli en Algérie donne à ceux qui sollicitent la naturalisation de faveur les mêmes avantages que le service militaire accompli dans les colonies ou les protectorats.

Le fait de s'être soumis aux opérations de recrutement ne confère plus la nationalité française.

La femme majeure ou mineure pourra obtenir sa naturalisation sans stage, lorsque son mari sera devenu Français par application de l'art. 8, § 4 ; la même faculté est accordée à la femme et aux enfants majeurs quand le mari et père aura été naturalisé en vertu des articles 9 et 10.

Deviennent Français les enfants mineurs dont l'auteur survivant acquiert la nationalité française ; de même les enfants naturels deviennent Français avec l'auteur dont

ils doivent suivre la nationalité. Dans ce dernier cas, il est fait exception pour les mineurs qui ont contracté mariage ou pris du service à l'étranger, ces actes montrant leur peu d'attachement à la France, faculté leur est laissée de réclamer sans condition de stage la nationalité française au cours de leur 22^e année.

La perte de la qualité de Français est subordonnée à l'autorisation du Gouvernement tant que l'intéressé est dans la réserve de l'armée active ; il en est de même quant aux Français naturalisés à l'étranger sans manifestation de volonté. Le paragraphe 4 de l'art. 17 est supprimé ; plus de déchéance pour le seul fait d'avoir pris du service militaire à l'étranger. Suppression de la faculté de décliner la qualité de Français pour les enfants mineurs de père et mère réintégrés. Si, en cas de mort de son mari étranger, la femme d'origine française obtient sa réintégration, les enfants mineurs deviennent Français et les enfants majeurs peuvent être naturalisés par le décret de réintégration.

Enfin, abrogation de l'art. 21 : le Français qui aurait pris du service militaire à l'étranger sans autorisation du Gouvernement ne se verrait plus imposer la naturalisation ordinaire.

Voilà dans leur ensemble les modifications apportées par ce projet aux dispositions en vigueur. Elles sont intéressantes parce qu'elles montrent très nettement le désir du législateur d'étendre les possibilités de naturalisation, et aussi le très juste souci d'écarter les indésirables.

CHAPITRE II

Projet de 1916

Puis vint la Grande Guerre. Le sentiment traditionnel de méfiance à l'égard de l'étranger restait plus vivace que jamais ; c'est avec une émotion bien compréhensible que le peuple de France garde le souvenir des ces nombreux Allemands qui, avant 1914, s'étaient fixés chez nous, avaient reçu une trop bienveillante hospitalité, permettant un espionnage de toute sécurité. Cette invasion pacifique ne doit plus être possible ; aussi, des mesures de garantie s'imposent-elles :

La procédure de naturalisation comporte une enquête sur la moralité et l'attachement de l'individu à sa nationalité ; publication au Journal Officiel, avec un délai d'attente de trois mois ; non recevabilité lorsque la Législation du pays d'origine permet de conserver la nationalité antérieure (loi Delbrück).

De plus, le nouveau naturalisé se voit imposer un stage civique ; il est en effet écarté pendant 10 ans des fonctions électives et des fonctions publiques rétribuées. Seule une catégorie d'étrangers est nettement favorisée ; elle com-

prend ceux qui ont combattu dans les rangs de l'armée française ou d'une armée alliée.

Suppression du paragraphe 4 de l'article 8, l'attachement à notre pays ne résultant pas du fait d'être domicilié en France au jour de la majorité, et de l'art. 10, qui permettait à l'individu né de parents dont l'un a perdu la qualité de Français de devenir Français sur sa simple réclamation.

Ce projet s'efforce en outre de simplifier certaines dispositions du Code : n'est pas maintenue la faculté de décliner la nationalité française pour ceux qui étaient mineurs quand leur auteur survivant a été naturalisé ou réintégré ; de nouvelles facilités sont offertes à la femme et aux enfants majeurs pour bénéficier du changement de nationalité du chef de famille, et cela dans le but de réaliser l'unité de statut.

Désormais la séparation de corps ouvre le même droit que le divorce à la réintégration de la Française qui avait épousé un étranger.

A noter enfin la limitation à l'âge minimum de 16 ans, sauf assistance des parents ou du tuteur, et à l'âge maximum de 23 ans de la faculté pour l'individu né en France d'étrangers de réclamer la qualité de Français à la condition qu'il justifie de 10 années de domicile, et qu'il n'ait pas été l'objet d'un arrêté d'expulsion.

CHAPITRE III

Projet de 1922 ⁽¹⁾ ou projet Lhopiteau

Ce projet va s'inspirer directement des deux précédents. M. Gustave Lhopiteau étudie successivement les articles du Code Civil qui sont appelés à subir des modifications. C'est seulement plus tard que, par suite d'amendements nouveaux, le législateur songera à reprendre entièrement la matière de la nationalité et à présenter des articles plus concis et plus clairs.

Etudes des modifications proposées

ART. 8. — Le rapporteur demande de mettre fin à une controverse née au sujet de l'enfant légitimé, de spécifier qu'il a la nationalité de son père. Le Code est muet, en effet, sur les conséquences de la légitimation : la jurisprudence et la Chancellerie décidaient que la légitimation ne pouvait influencer sur la nationalité de l'enfant. La loi fran-

(1) Cf. Sénat, année 1922, session ordinaire, annexe au procès-verbal de la séance du 24 janvier 1922.

çaise seule déterminera ce qu'il faudra entendre par enfant légitime.

La 1^{re} modification proposée porte sur le 3^o de l'art. 8 ; le texte dit : « Est Français : tout individu né en France de parents étrangers, dont l'un y est lui-même né, sauf la faculté pour lui, si c'est la mère qui est née en France, de décliner dans l'année qui suivra sa majorité la qualité de Français, en se conformant aux dispositions du paragraphe 4 ci-après ». L'addition suivante est proposée : « Cette faculté cesse si le père ou la mère survivant a été naturalisé ou réintégré durant la minorité de l'enfant ». Pourquoi, en effet, maintenir dans ces hypothèses la faculté de répudiation ? L'enfant apparaît comme définitivement Français et il y va sans doute de son propre intérêt.

Enfin le 3^o de l'article 8 se termine par une disposition nouvelle, qui confirme d'ailleurs la pratique suivie par la Chancellerie : « Ces dispositions ne sont pas applicables aux enfants, nés en France, des agents diplomatiques et des consuls de carrière de nationalité étrangère qui, s'ils y sont domiciliés, auront la faculté, dans le cours de leur 22^e année, de réclamer la qualité de Français aux conditions fixées à l'article 9 ».

Reproduisant la disposition déjà contenue dans le projet de 1913, le législateur allonge l'alinéa 4 de l'article 8 de ces quelques mots fort utiles : « Cette disposition n'est pas applicable à l'individu contre lequel a été pris un arrêté d'expulsion ». Je rappelle seulement que l'ancienne rédac-

tion, d'une portée trop générale, permettait à des expulsés, c'est-à-dire à des indésirables, d'arguer de leur nationalité française à l'encontre des mesures de police prises contre eux.

Le rapporteur étudie ensuite les conditions de la naturalisation qui doivent à son avis être modifiées. Comme dans les textes précédents, 21 ans est l'âge à partir duquel l'étranger peut solliciter la qualité de Français.

Quant à la naturalisation de faveur, en bénéficient, selon le Code Civil, après un an d'admission à domicile, ceux qui ont rendu des services importants, ou qui ont été attachés, à un titre quelconque, au service militaire dans les colonies ou les protectorats français. Le projet substitue à ces derniers mots les suivants : « dans les armées françaises » ; désormais cette expression plus large ne laissera subsister aucun cas embarrassant.

Par suite de la suppression de l'article 10, le 4° du 5° alinéa de l'art. 8 sera ainsi complété : « Peut être naturalisé..... l'étranger qui a épousé une Française et celui qui est né de parents dont l'un a perdu la qualité de Français, après une année de domicile autorisée ». Cette sorte de compensation est raisonnable et de juste mesure.

Mais l'intérêt principal de ce 4° est la longue addition qui vise directement les lois étrangères, genre « Loi Delbrück », et qui concerne la forme de la naturalisation :

« La naturalisation sera accordée par décret rendu en

la forme des règlements d'administration publique après une enquête faite par le Gouvernement sur la moralité de l'étranger et sur le point de savoir si au cours de son stage il s'est abstenu de tout acte impliquant de sa part la persistance de son attachement à sa nationalité antérieure.

Toute demande de naturalisation devra, dans les 15 jours qui suivront son enregistrement au Ministère de la Justice être publiée au Journal Officiel. L'insertion sera ensuite, par les soins de la partie intéressée, reproduite dans un des journaux désignés pour recevoir les insertions légales dans l'arrondissement de son domicile et affichée à la porte de la mairie de ce domicile et à la porte de la Préfecture du département. Il devra s'écouler un délai minimum de trois mois entre l'accomplissement de la dernière de ces formalités et le décret de naturalisation. Si ce décret n'est pas intervenu dans l'année de l'enregistrement de la demande au Ministère de la Justice, cette demande sera considérée comme nulle et non avenue. Sera non recevable toute demande de naturalisation ou toute demande quelconque d'acquisition de la qualité de Français, lorsque la législation du pays d'origine du demandeur ou du pays dans lequel il a été antérieurement naturalisé lui permet de se faire autoriser à conserver sa nationalité antérieure tout en en acquérant une nouvelle ».

Ce texte a un double but : augmenter les garanties : décret rendu en la forme des règlements d'administration publique et publication très complète ; éviter que la de-

mande de naturalisation reste en suspens pendant un temps indéterminé.

ART. 9. — Le législateur conserve les deux propositions nouvelles contenues dans le projet de 1916. Le mineur de plus de 16 ans né en France d'un étranger pourra, jusqu'à 23 ans, réclamer la nationalité française, avec l'autorisation de ses représentants légaux et à la condition de justifier de 10 années de domicile.

L'article 9 se termine ainsi : « Ces dispositions ne sont pas applicables à l'individu contre lequel a été pris un arrêté d'expulsion ». Cette addition, dont j'ai parlé plus haut, complète heureusement cet article.

ART. 10. — Sous son vocable figurera simplement un paragraphe pris dans le projet de 1916 : « La demande de naturalisation concernant un mineur est faite par son représentant légal, tel qu'il est déterminé dans l'article 9, s'il est âgé de moins de 16 ans, et par le mineur lui-même, et avec l'autorisation de son représentant légal, s'il est âgé de plus de 16 ans.

Cette suppression se conçoit fort bien, d'autant qu'une compensation est accordée à l'article 8, comme je l'ai déjà fait remarquer.

Rien, en effet, ne justifiait la faveur accordée ; la perte de la nationalité française par l'un des parents était une indication très nette du détachement de notre pays.

ART. 12. — Je vais citer cet article in extenso, car seul le premier paragraphe demeure intact : « L'étrangère qui

aura épousé un Français suivra la condition de son mari. La femme majeure ou mineure mariée à un étranger qui se fait naturaliser français pourra, si elle le demande, obtenir la qualité de Française, sans condition de stage, par le décret qui confère cette qualité à son mari. Devient Français les enfants mineurs d'un père ou d'une mère qui se fait naturaliser Français.

« Les dispositions des deux précédents alinéas ne sont pas applicables aux individus qui, âgés de moins de 21 ans, auraient contracté mariage, ou serviraient ou auraient servi sous les drapeaux de leur pays d'origine. Toutefois, ces individus auront la faculté de solliciter la naturalisation française, sans condition de stage, dans le cours de leur 22^e année ».

Le deuxième paragraphe ne mentionne plus les enfants majeurs ; pourquoi ceux-ci jouiraient-ils de mesures aussi favorables, alors que généralement ils se seront créés une vie spéciale sans dépendance avec l'autorité paternelle.

Le 3^e paragraphe enlève aux enfants mineurs la faculté de répudiation accordée dans l'article 12 du Code Civil ; le même principe guide ici le législateur, à savoir : l'idée d'attachement à la France ; et dans la plupart des cas, les mineurs vivant avec leurs parents ont intérêt à suivre définitivement leur condition.

ART. 17. — Le 2^e paragraphe devient paragraphe 3, par suite d'un décalage dû à l'addition d'un autre paragraphe entre les n^{os} 1 et 2 du Code Civil : « Perd la qualité

de Français..... le Français qui, ayant acquis par l'effet de la loi, sans manifestation de volonté de sa part, une nationalité étrangère, est autorisé sur sa demande par le Gouvernement français à la conserver ».

Disposition rationnelle, qui permet à la France de ne pas se plier aux exigences des législations étrangères et lui réserve toute liberté d'appréciation.

Enfin, on substitue au dernier paragraphe, dont les effets obtenus étaient inverses de ceux attendus, le texte suivant : « Perd la qualité de Française..... la femme étrangère devenue Française par son mariage avec un Français, qui, veuve ou divorcée, transporte sa résidence à l'étranger et y recouvre sa nationalité d'origine ».

ART. 18. — Cet article est conservé, simplement amputé de son dernier paragraphe. La faculté de répudiation est enlevée aux enfants mineurs du réintégré.

Cette solution est plus simple et ne distingue pas, comme dans le projet de 1916, suivant que la perte de la qualité de Français s'est produite avec ou sans l'autorisation du Gouvernement.

ART. 19. — Nous avons vu que dans les deux projets de 1913 et de 1916, cet article n'avait pas été modifié dans son essence. L'assimilation de la séparation de corps ou divorce, les mineurs devenant Français par le fait même de la réintégration de leur mère, la faculté pour les majeurs de demander leur inscription dans le décret, telles sont les innovations de second plan.

Mais, depuis 1916, une proposition de M. L. Martin avait montré qu'à ces timides essais de réforme le législateur devait substituer des mesures plus hardies, en harmonie avec la tendance moderne de l'égalité des droits pour les deux sexes. Désormais, la femme française qui épouserait un étranger serait autorisée à conserver sa nationalité par simple déclaration insérée dans l'acte de mariage. La substance de l'article 19 disparaît dès lors, et on la remplace par une autre, inspirée de principes directement opposés.

La théorie classique proclame comme un dogme la nécessité de l'unité dans la composition et la direction de la famille ; la nationalité doit être la même pour tous ses membres. Les partisans de la proposition nouvelle font une distinction entre l'intérêt matériel et l'intérêt moral. S'il est indispensable pour le fonctionnement normal de l'association conjugale de conserver ses pouvoirs au mari, il n'en est plus de même dans le domaine de la pensée ou de la conscience. Pourquoi donc vouloir imposer à la Française la nationalité étrangère de son époux ? Ne va-t-on pas ainsi froisser ses sentiments personnels les plus respectables au profit d'une prétendue unité du statut familial et créer des causes futures de discorde encore plus redoutables ?... Celles-ci apparaîtront lors de l'ouverture des successions auxquelles la femme sera appelée, lors de la dissolution du mariage, en un mot toutes les fois qu'il s'agira de séparer leurs intérêts. De plus, la femme demeure

rant Française, gardera des relations plus faciles avec son pays ; le sentiment national en sera avivé et elle élèvera ses enfants dans l'amour de la France.

Aussi, cette transformation si radicale, après un rapide examen, ne semble plus compliquer mais plutôt simplifier les rapports entre époux.

Certains de la vieille école, de proposer que le texte actuel de l'art. 19 reste le droit commun et que seule une exception expresse puisse permettre à la femme de conserver sa nationalité d'origine. Une telle exception annihile en partie l'effet de la loi nouvelle ; par le fait même de l'obligation pour la femme de prendre parti dans l'acte de mariage pour la nationalité française, l'on s'exposait à créer ainsi une opposition immédiate entre les époux. Avec la solution contraire, n'exigeant aucune option pour conserver son état juridique actuel, la femme restera Française passivement, sans aucune manifestation de volonté : d'où, pas de heurts, pas de froissements. C'est cette dernière solution qui est admise par le législateur de 1922, reprenant d'ailleurs la proposition de 1918 de MM. Honnorat et Landry.

Sous le noble prétexte de l'intérêt national, il fut proposé de faire rétroagir la loi. Il serait, disait-on, profondément injuste de ne pas accorder la faculté d'option aux femmes mariées à un étranger depuis 2, 3 ou 5 ans. Théoriquement, rien de plus légitime ; en fait, dit M. Lhopiteau, il est impossible d'envisager le retour à un statut antérieur ;

la femme a joui pendant un certain temps d'un statut nouveau ; elle a été mêlée à des affaires commerciales, à des partages, à nombre d'autres opérations judiciaires ; vraisemblablement même, certaines de ces affaires sont encore en cours, et l'on voudrait maintenant qu'elle puisse revenir à un état antérieur, qui peut très bien ne pas s'accorder avec l'autre.

Aussi, la rédaction définitive est-elle la suivante : « La femme française qui épouse un étranger conserve sa nationalité, à moins qu'elle ne déclare expressément, dans l'acte de mariage, vouloir acquérir la nationalité de son mari ».

ART. 20. — Il est modifié dans le sens d'une portée plus générale, par suite de la suppression des exceptions admises dans le Code : « Les individus qui acquerront la qualité de Français ne pourront s'en prévaloir que pour les droits ouverts à leur profit depuis cette époque ».

ART. 21. — Les deux projets de loi antérieurs le suppriment. J'ai expliqué plus haut comment les dispositions de cet article à caractère pénal devenaient au contraire pour l'individu un véritable avantage.

Le rapporteur propose de reprendre ici les mesures envisagées dans le projet de 1916, qui prescrivent l'enregistrement au Ministère de la Justice des déclarations faites en vue de réclamer ou de décliner la qualité de Français.

C'est là une garantie supplémentaire, montrant le désir sans cesse affirmé du législateur, d'écarter de nous les indésirables.

« Toute déclaration faite en vue de réclamer, soit en vue de décliner la qualité de Français sera à peine de nullité enregistrée au Ministère de la Justice. Elle devra, après enregistrement, être publiée au Journal Officiel et au Bulletin des Lois. Néanmoins, l'omission de cette formalité ne pourra préjudicier aux droits du déclarant. L'enregistrement sera refusé, s'il résulte des pièces produites que le déclarant n'est pas dans les conditions requises par la loi, sauf à lui à se pourvoir devant les tribunaux civils, dans les formes prescrites par les articles 855 et suivants du Code de procédure civile. La notification motivée du refus devra être faite au réclamant dans le délai de 2 mois à partir de sa déclaration. A défaut de la notification ci-dessus visée dans le délai sus-indiqué, et à son expiration, le Ministre de la Justice remettra au déclarant, sur sa demande, une copie de sa déclaration revêtue de la mention de l'enregistrement. La déclaration produira ses effets du jour où elle aura été faite, sauf l'annulation qui pourra résulter du défaut d'enregistrement ».

ARTICLES NOUVEAUX. — Enfin, il reste à signaler quelques articles nouveaux empruntés au projet de 1916. Le premier impose à l'étranger un stage avant de pouvoir exercer de fonctions électives, le texte proposé est le suivant : « L'étranger naturalisé ne pourra exercer de fonctions électives que 10 ans après le décret de naturalisation. Il ne pourra remplir de fonctions publiques que 10 ans après le décret de naturalisation. Toutefois, il pourra être

dérogé à la règle ci-dessus pour motifs graves, par décret rendu sur un rapport motivé du Garde des Sceaux. Le rapport et le décret seront insérés au Journal Officiel ».

Le projet de 1916 était plus sévère, puisque le naturalisé n'était éligible que 10 ans après l'âge d'éligibilité des Français d'origine. Cette condition supplémentaire a paru trop rigoureuse pour être conservée. L'article 6 porte abrogation de la loi du 15 décembre 1790. L'article 7 étend le domaine d'application de la loi à l'Algérie et aux anciennes colonies.

Si ce projet renferme des innovations et des modifications heureuses, ses imperfections ne devaient pas tarder à apparaître au législateur. Le plus grave reproche qui lui fut fait fut son manque de concision et de clarté. Pourquoi se maintenir dans le cadre vraiment trop étroit de quelques articles du Code Civil, et ne pas s'efforcer de grouper des dispositions qui jusqu'ici ne présentent entre elles aucune solution de continuité. Aussi, en 1924 et 1925, les rapporteurs à la Chambre et au Sénat ont-ils proposé de réunir tous les textes traitant de la nationalité en un petit code méthodique, relativement clair et concis ; c'est là une imitation louable de nombre de pays étrangers. Il ne faut pas croire à une refonte totale du projet de 1922, mais à une forme législative nouvelle, avec néanmoins quelques retouches importantes. Le Sénat a pu voter un texte cohérent en 15 articles, intitulé : « Projet de loi sur la nationalité ».

CHAPITRE IV

Projet de 1925

(1) L'article 1^{er} vise les individus français dès leur naissance auxquels n'appartient aucune faculté d'option.

« Sont Français :

1°) Tout enfant légitime né d'un Français en France ou à l'étranger ;

2°) Tout enfant légitime né en France d'un père qui lui-même y est né ;

3°) Tout enfant légitime né en France d'une mère française ;

4°) Tout enfant naturel dont la filiation est établie pendant la minorité par reconnaissance ou par jugement lorsque celui des parents à l'égard duquel la preuve a d'abord été faite est Français.

Si la filiation résulte à l'égard du père et de la mère du même acte ou du même jugement, l'enfant suit la nationalité de son père.

(1) Cf. Documents Parlementaires. Sénat, annexe n° 500, séance du 5 novembre 1925.

La légitimation d'un enfant mineur lui donne, s'il ne l'a déjà, la nationalité de son père, lorsque celui-ci est Français.

5°) Tout enfant naturel, né en France, lorsque celui de ses père et mère dont il devrait suivre la nationalité, aux termes du paragraphe 4, premier alinéa, est lui-même né en France ;

6°) Tout enfant naturel, né en France, lorsque celui de ses parents dont il ne doit pas suivre la nationalité, aux termes de la disposition précitée, est Français ;

7°) Tout individu né en France de parents inconnus ou dont la nationalité est inconnue ».

Cet article groupe toutes les situations qui permettent de conclure directement à la qualité de Français. Les n° 1, 2, 4, 5 et 7 reproduisent des cas prévus à l'article 8 du Code Civil. Toutefois, il est bon de noter, au 4° de l'article 1, l'addition qui met fin à une controverse au sujet de l'enfant légitimé mineur.

Le Sénat apporte une modification importante au texte voté par la Chambre en 1924. Sans doute, dans le précédent projet, on reconnaît à la femme française le droit de garder sa nationalité, lors de son union à un étranger ; mais les enfants légitimes nés en France de cette mère française conservaient la faculté de décliner la qualité de Français dans l'année qui suivait leur majorité. Cette option n'a plus sa raison d'être, puisque désormais aucune analogie ne demeure possible avec l'article 8, 3° du Code

Civil ; un double lien du sang et du sol unit l'enfant au pays, et le Sénat a logiquement admis cet individu comme définitivement Français.

La même solution doit être adoptée pour l'enfant naturel, né en France, lorsque celui de ses père et mère dont il ne doit pas suivre la nationalité est Français.

Les arguments en faveur de la suppression de la faculté d'option sont ici encore plus forts ; le lien du sang a pour l'enfant naturel une importance accrue, car il est le seul élément qui le rattache à ses parents.

Qu'arrive-t-il souvent ? Un étranger venu en France a un enfant d'une Française ; il le reconnaît, puis, plus tard, quitte à jamais notre sol pour retourner dans son pays d'origine ; l'enfant sera élevé par sa mère, dans des sentiments d'attachement à la France ; il est bien évident que la reconnaissance juridique du père ne doit pas prévaloir, et que la solution indiquée plus haut s'impose d'elle-même.

ART. 2. — « Sont Français, sauf la faculté de répudier cette qualité dans l'année qui suivra leur majorité telle qu'elle est réglée par la loi française :

1°) Tout enfant légitime, né en France, d'une mère étrangère qui y est elle-même née ;

2°) Tout enfant naturel né en France de parents étrangers lorsque celui dont il ne devrait pas suivre la nationalité, aux termes de l'article premier est lui-même né en France.

Pour être admis à répudier la qualité de Français, l'étranger devra prouver, par une attestation en dûe forme de son Gouvernement annexée à sa déclaration, qu'il a conservé la nationalité de ses parents ; le cas échéant, il devra produire en outre un certificat constatant qu'il a satisfait à la loi militaire dans son pays, sauf les exceptions prévues aux traités.

La faculté de répudiation cesse :

a) Si, au cours de la minorité de l'enfant, le père ou la mère survivant de l'enfant légitime, le parent survivant de l'enfant naturel ou le parent dont ce dernier suit la nationalité ont été naturalisés ou réintégrés ;

b) Si une déclaration a été souscrite, suivant les formes prévues à l'article 5, en vue de renoncer à cette faculté, soit par le mineur âgé de plus de 16 ans, habilité dans les conditions déterminées à l'article 3 alinéa 2, soit en son nom avant cet âge ;

c) Si le mineur a participé volontairement aux opérations du recrutement, en conformité des dispositions des lois militaires.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux enfants nés en France des agents diplomatiques et des consuls de carrière de nationalité étrangère, qui, s'ils y sont domiciliés, auront la faculté à partir de l'âge de 16 ans jusqu'à l'âge de 22 ans accomplis de réclamer la qualité de Français aux conditions fixées par l'article 3 ».

D'une façon générale, le Sénat a conservé les solutions

admises en 1924 ; seule, comme dans l'article premier, la forme varie, et les textes sont groupés.

La faculté d'option est maintenue à l'enfant légitime d'étrangers, né en France, d'une mère qui elle-même y est née, de même qu'à l'enfant naturel né en France de parents étrangers, lorsque celui dont il ne doit pas suivre la nationalité est lui-même né en France.

Lors de la discussion au Sénat (3 décembre 1925), M. Louis Martin s'élevait contre la faculté de répudiation conservée dans le 1^{er} cas : « Le texte adopté par la Commission, dit-il, propose que tout enfant légitime, né en France d'une mère étrangère, née elle-même en France, devienne Français, sauf faculté de répudiation par lui de cette qualité. J'aurais désiré que la Commission allât plus loin ; il me semble que cet enfant devrait naître irrévocablement Français ».

Des trois cas où cesse la faculté de répudiation, un seul est vraiment nouveau, c'est le premier ; si lors de la minorité de l'enfant, le père ou la mère survivant de l'enfant légitime, le parent survivant de l'enfant naturel, ou le parent dont celui-ci suit la nationalité ont été naturalisés ou réintégrés, la possibilité d'opter n'existe plus. Le Code est muet sur de telles hypothèses, et cette solution est bien une innovation du législateur. Elle se comprend certes, car il est normal de considérer l'enfant mineur comme lié par la manifestation de volonté de ceux qui l'éduquent et le gardent, les intérêts de l'enfant demandent une telle me-

sure, qui évitera nombre de difficultés lors de l'ouverture de la succession de ses parents. Le mineur habilité pourra, dit le b) de l'article 2, faire dès l'âge de 16 ans, valablement et de façon irrévocable, connaître sa volonté d'être Français ; au-dessous de cet âge, ses parents ou ses représentants légaux se feront avec le même résultat ses interprètes.

Enfin, le 3° cas de renonciation est identique sous une forme nouvelle à celui qui est admis dans la loi sur le recrutement de 1923.

Ces dispositions sont inspirées par la même idée : étendre le domaine possible des naturalisations, et l'étendre dans une direction sûre, qui nous amène des éléments profitables.

Faciliter au jeune étranger, né chez nous, une naturalisation prompte et à tout âge, alors qu'il veut préparer une grande école ou briguer quelque emploi dans la carrière administrative, n'est-ce pas s'assimiler un individu dont le désir sincère est de devenir des nôtres, de demeurer chez nous, et d'y créer un foyer ?

ART. 3 et 4. — ART. 3. — « Peut, jusqu'à l'âge de 21 ans accomplis, devenir Français, tout individu né en France d'un étranger, et domicilié en France, qui déclare réclamer la qualité de Français.

S'il est âgé de plus de 16 ans, le déclarant doit être autorisé par le parent investi de la puissance paternelle ou, le cas échéant, par son tuteur, après avis conforme du Con-

seil de famille. S'il est âgé de moins de 16 ans, la déclaration peut être souscrite en son nom par son représentant légal déterminé comme ci-dessus.

L'enregistrement de la déclaration, souscrite conformément à l'art. 5 ci-après, peut être refusé pour cause d'indignité. En ce cas, il est statué par décret, rendu sur avis conforme du Conseil d'Etat. Le déclarant, dûment appelé, a la faculté de produire des pièces et mémoires. La décision doit intervenir six mois au plus après la déclaration ou, si la régularité de celle-ci a été contestée, six mois au plus après le jour où le jugement qui en a admis la régularité est devenu définitif.

La participation volontaire aux opérations de recrutement dans les conditions déterminées par les lois militaires pour les fils d'étrangers nés en France et, sous réserve de l'habitation prévue à l'alinéa 2, tient lieu de la déclaration visée à l'alinéa 1^{er}. L'inscription sur les listes de recensement peut être refusée par le préfet, pour cause d'indignité, sur avis conforme émis par le Conseil d'Etat.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables à l'individu contre lequel a été pris un arrêté d'expulsion, dont les effets n'ont pas été suspendus.

ART. 4. — « Devient Français à l'âge de 21 ans, s'il est domicilié en France, tout individu né en France d'un étranger, à moins que, dans l'année qui suit sa majorité, il n'ait décliné la qualité de Français en se conformant aux prescriptions de l'art. 2.

Cette disposition n'est pas applicable :

a) Aux enfants nés en France des agents diplomatiques et consulaires de carrière de nationalité étrangère, qui auront la faculté de réclamer la qualité de Français aux conditions fixées à l'art. 3 ;

b) A l'individu contre lequel a été pris un arrêté d'expulsion dont les effets n'ont pas été suspendus. »

Dans ces deux articles, on voit un meilleur groupement des différents cas du « jus soli » pur, concernant les enfants nés en France de parents qui sont l'un et l'autre étrangers et nés hors de France, lorsqu'existe l'élément d'un domicile en France.

Le premier article envisage le cas de l'étranger qui, né et domicilié en France, peut jusqu'à 21 ans accomplis se réclamer de la qualité de Français, en faisant une déclaration, soit en son propre nom s'il est âgé de plus de 16 ans, soit par l'intermédiaire de son représentant légal s'il a moins de 16 ans.

Le Gouvernement est armé d'une double garantie : refus possible d'enregistrer la déclaration pour cause d'indignité ; maintien des effets d'un arrêté d'expulsion.

Quant à l'art. 4, M. Lisbonne ne spécifie pas le sens qu'il y a lieu d'attribuer au mot domicile ; dès lors, l'interprétation singulièrement extensive donnée en jurisprudence doit être conservée. Il n'y a plus, en effet, les mêmes inconvénients que jadis à se montrer aussi libéral dans cette traduction : sous l'empire du Code Civil, le principal dan-

ger ne consiste-t-il pas à permettre aux individus, expulsés du territoire français durant leur minorité, de rentrer en France le jour de leur majorité, et de pouvoir ainsi se réclamer de la qualité de Français ! Une telle crainte n'a plus sa raison d'être, le cas envisagé étant formellement prévu et tranché par l'art. 4.

ART. 5. — La lecture de l'art. 5 nous montre que l'art. 9 du Code Civil n'est reproduit que partiellement ; le cas de l'individu, né en France de parents étrangers et non domicilié sur notre sol à sa majorité, n'est pas envisagé ; le Code Civil lui attribuait la faculté de réclamer la qualité de Français jusqu'à l'âge de 22 ans, après avoir fait sa soumission de fixer en France son domicile. Dès 1924, il fut proposé d'abandonner cette disposition et la Chambre en admit la suppression. M. Liauville s'exprimait ainsi : « Pourquoi donner cette faveur à un individu que rien n'attache à notre pays, sinon le hasard de sa naissance, qui a pu n'y jamais résider, qui n'y a puisé aucune des sources de sa culture, ne lui a donné aucune preuve d'attachement, et qui, pour une raison d'intérêt matériel quelconque, viendrait tout-à-coup à prétendre à la qualité de Français, sans se soumettre à aucun contrôle préalable. Quelle garantie offre-t-il au point de vue de l'intérêt français ?

La Chambre n'admit aucune faveur à l'égard de cet étranger qui, s'il désirait devenir des nôtres, n'avait qu'à demander la naturalisation.

Néanmoins, M. Lisbonne a trouvé cette solution un

peu trop catégorique ; il n'est pas niable que la naissance d'un enfant, hors du pays d'origine de ses parents, ne soit pas souvent le pur fait du hasard ; des intérêts matériels ou des liens de famille l'ont permise en ce lieu. Devenu majeur, si cet individu s'installe dans notre pays, pourquoi ne pas lui faciliter sa naturalisation, tout en restant armé à son égard des garanties nécessaires ? Le Sénat (A. 6, 2° in fine) adopte cette idée et classe cet individu dans la catégorie des étrangers admis à la naturalisation après une seule année de résidence en France.

Texte de l'art. 5 : « Toute déclaration souscrite, soit en vue d'acquérir, soit en vue d'acquérir, soit en vue de répudier la qualité de Français, est recue par le juge de paix du canton dans lequel le déclarant a son domicile, ou à défaut sa résidence. En cas de résidence à l'étranger, elle est souscrite devant les agents diplomatiques et consulaires.

Elle est, à peine de nullité, enregistrée au Ministère de la Justice. Elle doit après l'enregistrement être insérée au Bulletin des Lois. Néanmoins, l'omission de cette formalité ne peut préjudicier aux droits du déclarant.

L'enregistrement est refusé s'il résulte des pièces produites que le déclarant n'est pas dans les conditions requises par la loi, sauf à lui à se pourvoir devant les tribunaux civils dans les formes prescrites par les art. 855 et suivants du Code de procédure civile.

La notification motivée du refus doit être faite au déclarant dans le délai de trois mois à partir de sa déclaration.

A défaut de cette notification, et lorsque de délai ci-dessus sera expiré, le Ministre de la Justice doit, à moins qu'il ne conteste la déclaration pour cause d'indignité, remettre au déclarant, sur sa demande, une copie de sa déclaration, avec mention d'enregistrement.

La déclaration produit ses effets du jour où elle a été faite, sauf l'annulation qui peut résulter du défaut d'enregistrement. »

M. Jeanneney, lors de l'adoption de l'art. 5, apporte dans la rédaction du texte quelques variantes. L'insertion au Bulletin des Lois n'y est plus mentionnée.

Les règles de procédure sont sensiblement les mêmes, mais sous une forme un peu différente, que celles envisagées dans le projet de 1922. Dans ce dernier, la notification motivée du refus devait être faite au déclarant dans le délai de 2 mois. Ce délai est porté à 3 mois. Le législateur craignait qu'un temps d'examen trop court ne vienne fausser les résultats espérés.

ART. 6. — « Acquièrent la qualité de Français les étrangers naturalisés.

La naturalisation est accordée par décret rendu après enquête sur l'étranger.

Peuvent être naturalisés, après l'âge de 18 ans, sous réserve d'autorisation expresse du mineur par son représentant légal dans les termes de l'article 3, alinéa 2 :

1°) Les étrangers qui peuvent justifier d'une résidence non interrompue pendant trois années en France.

Est assimilé à la résidence en France le séjour en pays étranger pour l'exercice d'une fonction conférée par le Gouvernement français, ou le séjour dans un pays en union douanière avec la France.

2°) Les étrangers, après une année de résidence ininterrompue en France ou dans les conditions d'assimilation ci-après déterminées : s'ils y ont rendu des services importants à la France, s'ils y ont apporté des talents distingués, s'ils y ont introduit soit une industrie, soit des inventions utiles, s'ils y ont créé soit des établissements industriels ou autres, soit des exploitations agricoles, s'ils ont servi dans les armées françaises ou alliées, s'ils ont épousé une personne de nationalité française ou si nés en France, ils y ont établi leur domicile à une date postérieure à leur majorité ;

3°) Tout individu né à l'étranger, soit d'un Français dont, en conformité des dispositions de l'article 1, paragraphe 4, alinéa 1^{er}, il ne suit pas la nationalité, soit d'un Français né en France ou à l'étranger, de parents dont l'un a perdu la qualité de Français, et ce à tout âge et sans condition de stage, pourvu qu'il soit domicilié en France ; il en est de même des descendants des familles proscrites lors de la révocation de l'Edit de Nantes.

Si la demande de naturalisation concerne un mineur, elle est faite par son représentant légal, tel qu'il est déter-

miné dans l'article 3, alinéa 2, s'il est âgé de moins de 16 ans, ou avec son autorisation, par l'intéressé lui-même, s'il est âgé de plus de 16 ans.

L'étranger naturalisé ne peut exercer de fonctions électives que 10 ans après le décret de naturalisation, à moins qu'il n'ait accompli les obligations militaires du service actif dans l'armée française, ou bien que pour services exceptionnels ce délai n'ait été abrogé, soit par une loi, soit par un décret rendu sur un rapport motivé du Garde des Sceaux ».

Les mesures nouvelles témoignent du désir du législateur de faciliter les naturalisations. Le rapporteur s'exprime ainsi (1) : « Chaque année, l'immigration étrangère en France devient plus intense, et les conditions économiques ou démographiques des différents pays du Monde tendent à accentuer ce mouvement ; près de trois millions d'étrangers résident actuellement dans notre pays ; ce nombre augmentera encore, tandis que notre natalité diminue effroyablement ; n'est-ce point l'heure de puiser abondamment dans ce réservoir tous les éléments sains qu'il renferme, en favorisant largement la naturalisation ?... L'urgence n'est plus à démontrer, la prospérité, la sécurité, la vie même de la Nation sont liées à ce problème ».

Cet article 6 débute par une disposition excellente qui ramène de 21 ans à 18 ans l'âge à partir duquel l'étranger

(1) Cf. Documents Parlementaires, Sénat, année 1925, p. 1211.

peut demander à être naturalisé. Sous l'empire du Code Civil, l'individu ne peut obtenir la qualité de Français avant 21 ans ; dès lors, obligé de satisfaire à ses devoirs militaires il ne pouvait suivre sa classe ; retarder ainsi l'appel sous les drapeaux pouvait être fort préjudiciable, les jeunes gens ayant intérêt à se libérer le plus rapidement possible de telles charges. Désormais, sous réserve de l'habilitation de son représentant légal, le mineur de plus de 18 ans pourra solliciter notre nationalité.

La naturalisation est accordée par décret rendu après enquête sur l'étranger. Nous voici loin des projets de 1922 et 1924, qui adoptaient une procédure compliquée : publicité de la demande par insertions et affiches, avis nécessaires d'une Commission consultative, enquête dont les détails étaient précisés ; une telle réglementation ne pouvait que nuire à l'initiative des recherches entreprises par le Gouvernement, et l'étranger, devant ces formalités administratives se serait découragé et aurait peut-être hésité à demander sa naturalisation. Le nouvel article laisse au contraire toute liberté dans la conduite de l'instruction de l'enquête et supprime les formalités gênantes.

De plus, le législateur désire réduire les délais de stage beaucoup trop longs ou dans certains cas les supprimer. La Commission s'est tout d'abord attaquée à l'admission à domicile ; ses membres furent d'avis d'abandonner ce classement des étrangers en deux groupes : d'une part, les admis à domicile, d'autre part les non admis, les premiers

jouissant des droits privés sans être soumis à aucune charge. D'ailleurs, il n'est pas du tout certain que cette sorte de première phase de la naturalisation serve à atteindre le but pour lequel elle a été créée ; l'étranger, après épuisement de cette phase, est mis en demeure de demander sa naturalisation ; ses intérêts ne sont peut-être pas encore suffisamment fixés et par suite sa volonté est-elle indécise ; aussi est-il à craindre qu'il renonce à un projet que plus tard il eût pu réaliser à son heure.

Malgré son désir de se montrer plus large, plus accueillant, le législateur veut néanmoins conserver les avantages inhérents à l'ancien système. A cet effet, il gradue la durée du stage, suivant que l'individu semble devoir être plus ou moins attaché à notre pays. Ce degré d'attachement se mesure à la situation personnelle de l'intéressé, aux titres dont il peut se prévaloir, aux services rendus. M. Lisbonne signale dans son rapport la nécessité de faire disparaître la divergence qui existe entre les délais fixés pour la naturalisation de l'étranger aux colonies et en France. La Commission, sur sa demande, unifie les législations métropolitaine et coloniale, réduit à trois ans le stage de tous ceux qui ne peuvent se prévaloir que de leur résidence sur le sol français, ou sur le sol étranger s'ils exerçaient en ce lieu une fonction conférée par le Gouvernement français, ou enfin sur les territoires de la Sarre et de Monaco, pays en unions douanières avec la France.

Le stage de résidence est réduit à une seule année pour

les étrangers qui ont rendu des services importants à la France, qui ont de diverses manières contribué à son développement économique ou intellectuel, qui ont servi dans les armées françaises ou alliées, qui ont épousé un Français ou une Française ou qui nés en France y ont établi leur domicile à une date postérieure à leur majorité.

M. Maurice Ordinaire signale au Sénat le cas de l'étranger qui a fait ses études en France, « ce séjour, dit-il, a pu durer plusieurs années, accompli dans les meilleures conditions pour s'assimiler la culture française, présente une valeur particulière et mérite la plus grande considération ». Le Sénat admet l'addition suivante à l'article 6, n° 2, celle-ci placée à la fin de l'énumération des conditions qui permettent la naturalisation de faveur : « s'ils ont acquis des diplômes délivrés par les facultés françaises... »

En ce qui concerne l'individu né à l'étranger, soit d'une Française, soit d'un Français dont il ne suit pas la nationalité et l'individu né en France de parents dont l'un a perdu la qualité de Français, le Sénat admit la suppression de tout stage, jugeant ces situations particulièrement favorables à une rapide naturalisation.

A tout âge ils pourront requérir la nationalité française, à condition de fixer leur domicile sur le territoire national. L'ensemble de ces dispositions élargit donc considérablement les facilités données aux étrangers pour devenir Français. Ce libéralisme n'est point aveugle et des mesures sont prises pour s'assurer de la valeur de ceux qui sollicitent

leur naturalisation : « ce n'est pas seulement sur la durée matérielle d'une résidence de fait qu'on peut se baser pour supputer l'attachement qu'un individu éprouve à l'égard d'un pays et pour apprécier l'intérêt qu'il y a à l'admettre parmi les nationaux. D'autres facteurs, d'ordre moral, intellectuel, économique, sont certainement plus importants ». Aussi pouvons-nous dire que l'étranger naturalisé ne peut exercer de fonctions électives que 10 ans après le décret de naturalisation. Si l'on se reporte aux projets votés par le Sénat en 1922 et par la Chambre en 1924, on constate une autre restriction temporaire : le naturalisé ne peut remplir de fonctions publiques que 10 ans après le décret de naturalisation, sauf dans le cas où il aurait intégralement accompli les obligations du service actif dans l'armée française.

Cette limitation à l'exercice des droits n'existe plus dans le texte de 1925, et le rapporteur ne s'explique pas à ce sujet ; il a dû considérer cette disposition comme excessive un peu humiliante pour le nouveau Français. Mais permettre à des éléments étrangers de la veille d'exercer des fonctions électives aussitôt après leur naturalisation apparut au contraire comme un danger politique susceptible de se réaliser dans ces régions où l'intensité de l'immigration commande la plus grande vigilance. Cette restriction n'est pas apposable aux naturalisés qui ont accompli les obligations militaires du service actif dans l'armée française ; d'autre part, à raison de services exceptionnels,

le délai de 10 ans peut être abrégé, soit par une loi, soit par un décret rendu sur rapport du garde des Sceaux.

Je n'insiste pas ici sur les autres garanties, je les envisagerai en étudiant l'article 9 relatif à la perte de la qualité de Français pour le jeune Français qui viendrait à faillir à ses devoirs envers son pays d'adoption.

ART. 7. — « Peuvent, s'ils le demandent, obtenir la qualité de Français sans condition de stage : la femme majeure ou mineure, mariée à un étranger, qui acquiert postérieurement au mariage la nationalité française et les enfants majeurs de cet étranger. Deviennent Français les enfants mineurs légitimes ou légitimés, non mariés, d'un père ou d'une mère survivant qui se fait naturaliser Français ou acquiert la nationalité française par application des articles 3 et 4.

Deviennent Français les enfants naturels mineurs, non mariés, quand le parent qui se fait naturaliser Français ou acquiert la nationalité française conformément aux dispositions des articles visés à l'alinéa précédent est celui dont ils devraient, aux termes de l'article premier, paragraphe 4, premier alinéa, suivre la nationalité.

Les dispositions des deux précédents alinéas ne sont pas applicables aux individus qui, âgés de moins de 21 ans, auraient fait l'objet d'un arrêté d'expulsion dont les effets n'ont pas été suspendus ou qui serviraient ou auraient servi dans les armées de leur pays d'origine. Toutefois, ces derniers — ainsi que les mineurs mariés — ont la faculté de

solliciter la naturalisation française sans condition de stage après leur majorité ».

Nous voyons ici l'étendue des effets collectifs de la naturalisation. La première disposition met heureusement fin à la controverse qu'avait soulevée l'interprétation de l'article 12 du Code civil au sujet de l'application de l'article 9 qu'il vise : quel que soit l'âge des intéressés, ils pourront sans stage spécial et au moment voulu demander la qualité de Français.

Quant aux enfants mineurs, nous constatons une double distinction ; pour les mineurs non mariés la naturalisation du père ou de la mère survivant entraîne également la leur ; c'est la solution classique et logique du Code civil. L'enfant naturel devient Français si l'auteur devenu Français est celui dont il doit suivre la nationalité. Mais reprenant les projets de 1924, le législateur supprime la faculté de décliner la qualité de Français ; le but poursuivi est d'éviter que ces options ne viennent rompre l'unité du statut familial et ne détachent de nous des éléments aisément assimilables ; — « l'état de notre natalité, dit M. Lisbonne, exige cette conception de l'acquisition de la qualité de Français, envisagée comme un mode d'assimilation dans une même famille, bien plus qu'en tant que faveur individuelle ».

Si les enfants mineurs sont mariés, il est évident que le législateur ne peut agir à leur égard avec la même liberté ; l'enfant ne suit plus la condition matérielle et

sociale de ses parents : il forme maintenant une unité spéciale, une nouvelle famille, et sa seule volonté n'est pas souveraine.

Permettre à cet individu de solliciter sa naturalisation sans exigence d'aucun stage, telle est la solution admise dans cet article ; l'accession à la nationalité française lui est facilitée dans les mêmes conditions qu'aux mineurs non mariés, qui ont fait leur service militaire à l'étranger.

ART. 8. — Dans la plupart des législations modernes, le changement de nationalité de la femme par l'effet du mariage est soumis à une règle uniforme, que ce mariage ait lieu entre une étrangère et un habitant du pays ou bien entre une femme du pays et un étranger.

Quelle solution adopter ?... Celle de l'article 12 du Code civil qui donne à la femme le statut du mari, ou faut-il reprendre la proposition de loi de M. Louis Martin qui fait de la nationalité un attribut personnel avec faculté pour l'intéressée d'opter pour la solution traditionnelle ?... Je ne reviens pas sur les longues discussions qui ont fini par faire triompher les idées nouvelles (voir art. 19 du projet de 1916).

Texte de l'art. 8. — « Conservent leur nationalité :

1°) la femme étrangère qui épouse un Français. Toutefois, elle acquiert la qualité de Française sur sa demande formulée dans l'acte de mariage ou si, en conformité des dispositions de sa loi nationale, elle suit nécessairement la condition de son mari ;

2°) la femme française qui épouse un étranger, à moins qu'elle ne déclare expressément dans l'acte de mariage vouloir acquérir, en conformité des dispositions de la loi nationale du mari, la nationalité de ce dernier. Elle perd la qualité de Française si le domicile des époux est fixé hors de France lors de la célébration du mariage et si elle acquiert nécessairement la nationalité du mari en vertu de la loi nationale de ce dernier ».

La situation de la femme française qui a épousé un étranger antérieurement à la mise en vigueur de la loi ainsi projetée est réglée par l'article 14 (A) du projet ; il lui est permis avec l'autorisation de son mari, à la condition que le domicile conjugal soit fixé en France et que l'intéressée réside depuis 2 ans au moins en territoire français, de recouvrer la nationalité française par une déclaration faite devant le juge de paix de son domicile, dans l'année de la promulgation de la loi. En cas d'absence, de disparition, d'incapacité légale du mari ou en cas de séparation de corps, l'intéressée pourra souscrire cette déclaration sans aucune autorisation. Après le délai d'un an ou en l'absence des conditions de domicile et de résidence indiquées, la femme qui a perdu la qualité de Française par suite de son mariage avec un étranger ne pourra être réintégrée que par décret et suivant les conditions fixées par l'article 11.

La nécessité de l'autorisation maritale permet de respecter l'autorité du chef de famille et évite les dissentiments

qui sur ce sujet auraient pu s'élever entre les époux. Le cas de la femme veuve ou divorcée est ici passé sous silence et seule leur est ouverte la procédure de réintégration par décret. Cette lacune sera comblée par la Chambre, comme je le montrerai en étudiant les dispositions nouvelles du projet de 1927.

ART. 9. — Il vise les cas de perte de la qualité de Français traités dans le code civil à l'article 17.

« Perdent la qualité de Français :

1°) le Français naturalisé à l'étranger ou celui qui acquiert sur sa demande une nationalité étrangère par l'effet de la loi, après l'âge de 21 ans. Toutefois, jusqu'à l'expiration d'un délai de 10 ans à partir, soit de l'incorporation dans l'armée active, soit de l'inscription sur les tableaux de recensement en cas de dispense du service actif, l'acquisition de la nationalité étrangère ne fait perdre la qualité de Français que si elle a été autorisée par le Gouvernement français ;

2°) le Français qui a répudié la nationalité française dans le cas prévu à l'article 2 ;

3°) le Français qui, ayant accepté un emploi dans un service public, le conserve, nonobstant l'injonction de le résigner dans un délai déterminé, qui lui aura été faite par le Gouvernement français.

La déchéance ne sera étendue à la femme et aux enfants mineurs du sus-nommé qu'en vertu d'un décret rendu sur avis conforme du Conseil d'Etat.

4°) le Français même mineur qui, ayant acquis par l'effet de la loi, sans manifestation de volonté de sa part, une nationalité étrangère, est autorisé sur sa demande, par le Gouvernement français, à la conserver ;

5°) le Français qui, ayant acquis sur sa demande ou celle de ses représentants légaux, la nationalité française, est déclaré déchu de ladite nationalité par jugement.

Cette déchéance peut être encourue :

a) Pour avoir accompli des actes contraires à la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat français ;

b) Pour s'être livré, dans l'intérêt de son pays d'origine ou de tout autre pays étranger, à des actes incompatibles avec la qualité de citoyen français ;

c) Pour s'être soustrait aux obligations résultant pour lui des lois de recrutement ».

La perte de la qualité de Français par l'acquisition d'une nationalité étrangère ne sera effective qu'après l'âge de 21 ans, dit l'alinéa 1, paragraphe 1^{er} ; c'est la consécration d'une jurisprudence bien nettement fixée en ce sens. Quant au majeur qui devient étranger sur sa demande, par naturalisation ou par le bienfait de la loi il ne perd pas la qualité de Français pendant un délai de 10 ans à partir de l'incorporation dans l'armée active ou de l'inscription sur les tableaux de recensement en cas de dispense du service actif, que si l'acquisition de cette nationalité a été autorisée par le Gouvernement français. C'est, dit le rapporteur, une juste conciliation entre les intérêts de la

défense nationale et le droit pour tout Français, une fois libéré des principales obligations militaires, de changer librement de nationalité.

Le paragraphe 3 élargit le cadre des anciennes dispositions ; il ne s'agit plus simplement d'avoir accepté à l'étranger une fonction publique proprement dite, mais tout emploi dans un service public, fût-il rétribué par une société privée ; le droit de contrôle du Gouvernement est donc fortement accru. L'alinéa 2 affirme le caractère personnel de la déchéance, sans extension à la femme et aux enfants mineurs nécessitant un décret rendu sur avis conforme du Conseil d'Etat.

En 1924, la Chambre avait supprimé le cas de déchéance, admis par le Code civil, qui résultait de la prise de service militaire à l'étranger. La Chancellerie avait, en effet, signalé que cette disposition profitait au Français qui avait ses intérêts hors des frontières ; celui-ci pouvait reculer devant les formalités de sa naturalisation à l'étranger, et l'on s'ingéniait à faciliter son évasion en conditionnant de l'accomplissement du service militaire dans un autre pays sa déchéance de la qualité de Français. A titre de mesure transitoire, l'article 14 (B) dispose que la prise de service militaire à l'étranger antérieure à la promulgation de la loi ne peut entraîner la déchéance, à moins que celle-ci n'ait été constatée par une décision de justice passée en force de chose jugée.

Un cas nouveau se substitue à celui que le législateur

vient de supprimer ; c'est celui du mineur qui a acquis par l'effet de la loi, sans aucune manifestation de volonté de sa part, une nationalité étrangère et est autorisé sur sa demande par le Gouvernement français à la conserver. Ainsi il sera possible de résoudre de fréquents conflits de nationalité qui jusqu'ici demeuraient théoriquement insolubles.

Le paragraphe 5 traite de la dénaturalisation ; il est intéressant de comparer ce texte et celui voté en 1924 par la Chambre ; tandis que dans ce dernier le législateur emploie une vague formule : « actes incompatibles avec la qualité de citoyen français », dans le projet de 1925 il s'efforce au contraire de préciser sa pensée et admet trois cas de déchéance. Deux sentiments contraires s'entrechoquaient et rendaient laborieuse la rédaction de ce paragraphe ; fallait-il en effet conserver la procédure admise par la loi de 1917, modifiée en 1919 ou l'abolir en se fondant sur cette considération qu'elle avait eu ses nécessités au cours des hostilités et qu'en temps de paix elle ne pouvait cadrer avec une législation fondée sur le droit des gens ? Pourquoi vouloir créer des « heimathlosen » alors que des sanctions pénales et civiles seraient dans chaque pays beaucoup plus efficaces et permettraient souvent, grâce à la menace de telles mesures, de conserver nombre d'hésitants.

« Votre Commission, dit M. Lisbonne, n'a pas méconnu ces graves considérations et si, tant pour remédier à de regrettables erreurs du passé que pour demeurer armé

à l'égard de celles que pourrait exercer l'avenir, elle a cru devoir se rallier à cette procédure, elle s'est toutefois efforcé de l'entourer de plus sérieuses garanties ». Ces garanties consistent dans la précision des cas dans lesquels le tribunal civil « peut » prononcer la déchéance, puis dans la limitation à 10 ans, à partir de l'acquisition de la qualité de Français, de la période pendant laquelle l'action en déchéance pourra être exercée ; la procédure à suivre est nettement indiquée dans l'article 10 ; désormais l'action se déroulera devant le tribunal civil et s'il y a lieu à enquête, le juge commis devra se conformer aux prescriptions de l'instruction criminelle de la loi de 1897 ; enfin, le caractère personnel de la déchéance est formellement reconnu.

ART. 10. — « L'action en déchéance doit être exercée dans un délai de 10 ans à partir de l'acquisition de la qualité de Français, délai qui court seulement à dater de la promulgation de la présente loi, si l'acquisition de cette qualité est antérieure à sa mise en vigueur.

Elle est intentée sur la demande du Ministre de la Justice, par le ministère public, devant le tribunal civil du domicile ou, à défaut, de la résidence de l'intéressé.

Lorsque son domicile et sa résidence sont inconnus ou se trouvent en pays étranger, l'action est intentée devant le tribunal du dernier domicile ou de la dernière résidence connus.

La procédure, les voies de recours et les frais de l'instance ainsi que les effets de la décision définitive sont ré-

glés suivant les formes prévues par les articles 2 à 12 inclus de la loi du 18 juin 1917, exception faite de l'alinéa 2 de l'art. 11 de ladite loi ; toutefois, le juge commis, s'il y a lieu, par le tribunal aux fins d'enquête, doit, à peine de nullité de l'acte et de la procédure ultérieure, se conformer aux articles 3, 9 et 10 de la loi du 8 décembre 1897 ».

ART. 11. — « Le Français qui a perdu sa qualité de Français peut la recouvrer par décret, pourvu qu'il réside en France ; dans ce cas, il acquiert immédiatement tous les droits civils et politiques. La qualité de Français peut être accordée à la femme et aux enfants majeurs, s'ils en font la demande. Les enfants mineurs non mariés du père ou de la mère survivant réintégré deviennent Français, à moins qu'ils ne tombent sous le coup de la disposition de l'article 7, alinéa 4.

Les enfants naturels non mariés deviennent Français aux conditions fixées par l'article 7, alinéa 3, et sauf les dispositions de l'article 7, alinéa 4 ».

Cet article traite donc des possibilités de recouvrer la qualité de Français. Tout d'abord, il y a similitude de solutions avec l'article 18 du code civil au sujet des effets individuels de la réintégration ; mais il y a divergence quant à l'étendue des effets collectifs. Désormais, soit par le même décret, soit ultérieurement, la femme et les enfants majeurs du réintégré peuvent, sur leur demande, obtenir la qualité de Français ; les enfants mineurs non mariés se voient supprimer la faculté de répudiation que sous l'em-

pire du code civil ils pouvaient exercer dans l'année de leur majorité.

ART. 12. — Il est la reproduction de l'article 20 du code civil, premier alinéa ; par conséquent, il concerne le point de départ des effets de l'acquisition de notre nationalité.

« Les individus qui acquièrent la qualité de Français dans les cas prévus par les articles 3 et 4 ou qui la recouvrent dans le cas prévu par l'article 11 ne peuvent s'en prévaloir que pour les droits ouverts à leur profit depuis cette époque ».

ART. 13. — Article énumératif des dispositions abrogées : « l'article 8 du code civil, à partir des mots : sont Français, et les articles 9, 10, 12, 13, 17, 18, 19, 20 et 21 du même code, ainsi que la loi du 26 juin 1889 sont abrogés. Les dispositions de l'article 7, alinéa 2, de la loi du 3 juillet 1917 sont abrogées en ce qui concerne les individus ayant servi dans les armées françaises ou alliées durant la période légale des hostilités ».

L'abrogation de l'article 7, alinéa 2, de la loi du 3 juillet 1917 était nécessaire ; cette disposition interdisait, en effet, l'acquisition de la nationalité française aux fils d'étrangers nés en France, qui, ayant décliné la qualité de Français à l'âge de 18 ans, ont cependant servi au cours de la guerre dans les armées françaises et alliées.

Dispositions transitoires : L'article 14 règle les cas de la femme française mariée à un étranger avant la mise en

vigueur de la loi projetée et le cas du Français qui a pris du service militaire à l'étranger ; nous avons examiné ces dispositions lors de l'étude des articles 7 et 9.

ART. 14. — « A. — Toute Française qui aura épousé un étranger antérieurement à la mise en vigueur de la présente loi peut, avec l'autorisation maritale, si le domicile matrimonial est fixé en France et si l'intéressée réside depuis deux ans au moins en territoire français, recouvrer la nationalité française par une déclaration faite devant le juge de paix de son domicile dans l'année de la promulgation de la présente loi.

En cas d'absence, de disparition, d'incapacité légale du mari ou de séparation de corps, l'intéressée peut, sans aucune autorisation, souscrire cette déclaration.

Après l'expiration du délai sus-visé ou en l'absence des conditions précitées de résidence, la femme ayant perdu la qualité de Française par suite de son mariage avec un étranger ne peut être réintégrée que dans les termes de l'article 11 du code civil.

B. — La prise de service militaire à l'étranger, même antérieure à la promulgation de la présente loi, ne peut entraîner la déchéance de la qualité de Français, à moins que cette déchéance n'ait été constatée par une décision de justice passée en force de chose jugée ».

ART. 15. — Cet article détermine le champ d'application de la loi et précise en ce qui touche l'Algérie. En effet, en Algérie, le sénatus-consulte du 14 juillet 1865 pose pour la

naturalisation des règles spéciales. C'est ainsi que l'étranger pouvant justifier de trois années de résidence en ce pays peut, sur sa demande, être admis à jouir des droits du citoyen français. Ce sénatus-consulte est seulement applicable à l'Algérie, déclare expressément la loi de 1889. Un tel libéralisme exprimé dès cette époque s'explique par l'affluence sans cesse croissante en cette colonie d'Italiens, d'Espagnols et autres étrangers ; la procédure compliquée de l'admission à domicile était donc éliminée. Mais, avec la nouvelle législation, aucune raison plausible de conserver pour l'Algérie des textes spéciaux, puisque le législateur venait de généraliser pour la métropole ces textes d'exception.

Néanmoins, les indigènes algériens qui sont de nationalité française bénéficiaient de textes très spéciaux et que l'on ne pouvait étendre. Ainsi pour le mariage, la paternité, les successions, leur condition juridique est au point de vue personnel très particulière ; elle est mixte, empruntant ses caractères à notre propre législation et aux usages en vigueur parmi ces populations.

De plus, des dispositions leur permettaient d'accéder à la qualité de citoyens français et les conditions étaient facilement remplies. Le législateur a heureusement maintenu à leur égard ces bénéfices auxquels ils étaient habitués.

Texte de l'art. 15 : « La présente loi est applicable à l'Algérie ainsi qu'aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion. Continueront toutefois à re-

cevoir leur application le Sénatus-Consulte du 14 juillet 1865 et la loi du 4 février 1919, spéciaux à la naturalisation et à l'admission aux droits du citoyen en Algérie ».

Tel est le projet de 1925 ; il s'inspire, dit en terminant M. Lisbonne, du souci de remédier au péril de notre dépopulation, en incorporant dans le statut national et en aussi grand nombre que possible les éléments sains de l'immigration étrangère ; la Commission a voulu que la France ne soit pas, suivant la forte expression de M. de Monzie, « terra clausa », une terre fermée à ceux qui ne demandent qu'à être annexés à la plus complète, à la plus célèbre, à la plus parée des civilisations.

CHAPITRE V

Projet de loi de 1927

M. André Mallarmé, dans son rapport devant la Chambre des Députés (1), rappelle brièvement les diverses phases de ce projet, et il insiste tout particulièrement sur le projet de 1925, dont les 5 articles, dit-il, répondent successivement aux questions que pose chaque étape de la vie d'un individu au regard du statut national.

Puis le rapporteur étudie les circonstances politiques et démographiques dans lesquelles les divers projets ont été votés. En 1889, il y avait en France un grand nombre d'étrangers attirés par la douceur du climat, par les ressources intellectuelles et les richesses artistiques de notre pays ; la loi sur le recrutement allait être modifiée par l'adoption du service de 3 ans ; il était juste de soumettre à ces obligations tous les individus vivant sur notre sol. En 1927, nous nous trouvons dans une situation à peu près identique : rareté des naissances, affluence d'éléments étrangers au lendemain d'une guerre qui nous a privés de la partie

(1) Cf Documents Parlementaires — session de 1927 — Annexe au procès-verbal de la séance du 18 mars n° 4.167.

la plus saine de la population et de la plus apte au travail ; refonte de notre loi de recrutement et application dans le projet Boncour de l'utilisation de toutes les forces vives du pays. Cette idée de la Nation sous les armes va influencer le législateur dans le sens d'une assimilation plus rapide de tous ceux qui profitent des bienfaits de la vie nationale.

« Il n'est pas mauvais, conclut M. Mallarmé, que les événements aient eu le temps de se fixer et que nous puissions, avec la claire vision d'une observation rétrospective, nous rendre mieux compte à la fois, des appoints que nous devons demander à la législation sur la nationalité pour corriger la défaillance de notre natalité, et des précautions que nous devons prendre pour éviter qu'au point de vue politique comme au point de vue moral, l'intégrité de notre race puisse se trouver en péril ».

Nous ne retiendrons que les dispositions nouvelles ou les quelques modifications qui sont apportées. L'article 5 est mieux conçu ; l'insertion au Bulletin des Lois n'y est plus mentionnée ; les alinéas 2 et 3 sont ainsi rédigés : « La déclaration doit à peine d'être non avenue être enregistrée au Ministère de la Justice. Cet enregistrement est refusé si le déclarant n'est pas dans les conditions requises par la loi. Ce refus et ses motifs sont dans le délai de 3 mois, à partir de la déclaration, notifiés au déclarant qui a droit de se pourvoir devant les tribunaux civils, conformément aux art. 855 et suivants du Code de procédure civile... ».

Dans les projets votés en 1922 et en 1924, nous avons constaté une double restriction aux droits du naturalisé : d'une part il ne pouvait remplir de fonctions publiques que 10 ans après le décret de naturalisation, exception faite lors de l'accomplissement intégral du service actif dans l'armée française ; d'autre part, il ne pouvait pendant le même laps de temps exercer de mandats électifs.

Mais en 1925, le Sénat a supprimé la première limitation, qui lui semblait une marque de défiance excessive à l'égard du naturalisé. M. Mallarmé admet cette suppression ; par contre, il étend la deuxième limitation à toutes les assemblées élues. Ainsi, les nouveaux Français seraient exclus pendant 10 ans, non seulement des Assemblées législatives, Sénat et Chambre, mais aussi des Assemblées départementales et communales.

Pour comprendre ces précautions assez rigoureuses, il faut envisager la situation démographique actuelle de certaines régions frontalières : l'élément étranger s'y est installé et peuple des localités entières ; il a ses églises, ses prêtres et s'efforce de vivre sa vie nationale à l'intérieur même de notre pays. Certains de ces étrangers auraient pu demander leur naturalisation, puis briguer des sièges aux assemblées communales et départementales et leur politique eût facilité l'éclosion chez nous de minorités nationales.

Alors que dans l'article 7 voté en 1925, la faculté de solliciter la naturalisation sans condition de stage n'est ac-

cordée qu'après la majorité au mineur marié et à celui qui sert ou a servi dans les armées de son pays d'origine, dans le projet de 1927 l'exercice de ce droit devient possible après l'âge de 18 ans.

L'article 8 ne subit pas de modifications de fond mais l'article 14 A, qui règle la situation de la femme qui a antérieurement à la loi nouvelle épousé un étranger, précise la faculté de recouvrer la nationalité française. C'est ainsi que les femmes divorcées ou veuves, d'origine française, ne seront plus obligées de se soumettre à la procédure de la réintégration, procédure qui nécessite l'obtention d'un décret.

Voici l'article 14 A dans sa nouvelle rédaction : « Toute Française qui aura épousé un étranger antérieurement à la mise en vigueur de la présente loi peut, si le domicile conjugal est fixé en France et si l'intéressée réside depuis 2 ans au moins en territoire français, recouvrer la nationalité française par une déclaration faite devant le juge de paix de son domicile* dans l'année de la promulgation de la présente loi.

Pendant la durée du mariage, cette faculté est subordonnée à l'autorisation maritale. Toutefois, en cas d'absence, de disparition, d'incapacité légale du mari ou de séparation de corps, l'intéressée peut sans aucune autorisation souscrire sa déclaration.

Ces déclarations seront souscrites conformément aux dispositions de l'article 5 de la présente loi. Leur enregis-

trement pourra être refusé pour cause d'indignité, conformément aux dispositions de l'article 3, alinéa 3.

Après l'expiration du délai susvisé ou en l'absence des conditions précitées de domicile et de résidence, la femme ayant perdu la qualité de Française par suite de son mariage avec un étranger ne peut être réintégrée que dans les termes de l'article 11 de la présente loi ».

L'article 15 a été remanié par la Chambre : il n'apparaissait pas, en effet, suffisamment précis. Sans doute le bénéfice du sénatus-consulte de 1865 et de la loi de 1919 était maintenu aux indigènes algériens vivant dans leur pays, mais devait-il en être de même pour ceux qui viennent dans la Métropole ? Le nouvel article est conçu sans ambiguïté : « La présente loi est applicable à l'Algérie, ainsi qu'aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion. Continueront toutefois, en ce qui concerne les indigènes algériens, à recevoir leur application, même sur le territoire métropolitain, les sénatus-consultes du 14 juillet 1865 et la loi du 4 février 1919 ».

Ce projet correspond donc, à part quelques variantes dans la rédaction, au texte voté par le Sénat en 1925. Le rapporteur, M. Mallarmé, a repris en détail les dispositions nouvelles, a précisé quelques expressions en leur donnant une forme plus juridique.

Mais, lors de la discussion devant la Chambre plusieurs modifications furent apportées. Sur l'intervention de M. Schuman, député de la Moselle, l'interdiction pendant 10

ans faite au naturalisé d'exercer des fonctions électives fut restreinte aux mandats purement politiques. Le danger signalé par M. Mallarmé n'était donc pas pris en considération. Les chambres et tribunaux de commerce, les chambres d'agriculture et de métiers devenaient accessibles à ces étrangers de la veille.

Nous savons (art. 9, paragraphe 4, 3°) que perd la qualité de Français celui qui remplit à l'étranger un emploi dans un service public et le conserve malgré l'injonction que lui a faite le Gouvernement français de le résigner dans un délai déterminé. Mais cette déchéance ne s'étend pas automatiquement à la femme et aux enfants mineurs de cet individu ; l'extension de cette mesure n'est possible qu'en vertu d'un décret rendu sur avis conforme du Conseil d'Etat. Ces garanties en faveur d'éléments qu'il peut être intéressant de conserver et qu'il serait injuste d'évincer ont paru insuffisantes à la Chambre. Désormais l'efficacité de la déchéance sera, à leur égard, subordonnée à une décision de justice rendue en des formes spéciales.

Second rapport Lisbonne : 10 juin 1927.

Ce rapport (1), assez court, signale les rectifications apportées par la Chambre et que le Sénat fait siennes. Toutefois, quelques différences de conception séparent les deux assemblées dans le domaine de la naturalisation et de la déchéance de la qualité de Français.

(1) Cf. Documents Parlementaires. Sénat, année 1927. Annexe au procès-verbal de la séance du 10 juin, n° 306.

M. Lisbonne s'exprime ainsi : « Le Sénat, qui a hardiment accru les possibilités d'accession des étrangers à la nationalité française, s'est prudemment préoccupé d'éviter que des naturalisations hâtives ne donnent des mécomptes au point de vue national et que, notamment, un afflux de naturalisés dans des régions où l'immigration est intense, n'y produise une brusque et dangereuse absorption des organismes électifs..... Aussi, le Sénat avait-il exigé un stage de 10 années avant que le naturalisé ne puisse être investi de fonctions ou mandats électifs ».

Le rapporteur se refuse donc à admettre l'amendement de M. Schuman et il se sert des mêmes arguments que M. Mallarmé avait employés devant la Chambre.

L'article 9, 4°, modifié dans le sens d'une garantie plus forte à l'égard de la femme et des enfants mineurs du Français déchu, est adopté par la Haute Assemblée. Il n'en est pas de même du 5° de l'article 9, qui est rétabli dans son texte primitif : « Le Français, qui, ayant acquis, sur sa demande ou celle de ses représentants légaux, la nationalité française est déclaré déchu de ladite nationalité par jugement ». En effet, dans le but de simplifier cette phrase, la rédaction suivante avait été admise : « Le Français nauralisé qui est déclaré déchu... ». Dès lors, seul le naturalisé de droit commun encourrait la déchéance judiciaire, à l'exclusion du Français par option. Aussi, est-ce avec raison que le rapporteur reprend la phrase un peu longue, mais sans ambiguïté, du texte précédent.

DEUXIEME PARTIE

LOI DU 10 AOÛT 1927

La Chambre admit en seconde lecture le texte du Sénat ; le sentiment de tous était d'aboutir et de ne pas prolonger un débat, alors que les deux Assemblées étaient d'accord sur les points essentiels de la nouvelle loi.

« Ce projet, dit en terminant M. Lisbonne, est la synthèse des propositions ou projets en chantier depuis 14 ans. Sans doute, cette longue gestation a-t-elle pu porter préjudice à des intérêts légitimes ; mais aussi a-t-elle heureusement permis de traverser des périodes fort dissemblables les unes des autres et d'en recevoir l'empreinte sans toutefois en subir l'emprise. La législation nouvelle est aujourd'hui trop impatiemment attendue pour que le Parlement, répondant au vœu du pays, ne désire lui donner une sanction définitive ».

La loi, datée du 10 août 1927 et promulguée à l'Officiel le 14 août, est suivie d'un décret déterminant la procédure à suivre et les formalités à remplir en vue de la naturalisation et de la réintégration. Des « Instructions aux préfets et aux parquets relatives à la loi sur la nationalité » commentent les textes.

CHAPITRE PREMIER

Vue d'ensemble sur la loi

Cette loi est substituée aux articles du chapitre premier, titre 1^{er} du code civil qui visent la jouissance et la privation des droits civils et aux dispositions de la loi du 26 juin 1889.

Nous nous trouvons désormais en présence d'un code spécial de la nationalité française, dont la lecture est facile par suite du groupement méthodique des textes et de leur rédaction simple et claire. Cette refonte générale s'imposait, car les modifications et additions successives s'étaient intercalées dans des articles qui les encadraient plus ou moins bien. D'ailleurs, ces matières se rattachent au droit privé et au droit public et leurs codifications ne font que plus nettement ressortir leur lien sans cesse plus étroit avec ce dernier. Les projets que j'ai étudiés montrent l'influence qu'ils ont subie de la situation démographique et de l'importance du mouvement d'immigration. Aussi l'intérêt croissant de ces deux facteurs a-t-il permis d'envisager avec un caractère d'urgence l'élargissement des dispositions de la loi de 89.

Incorporer de droit ou d'office dans la nation tous les

éléments étrangers facilement assimilables tant à raison de la naissance, d'une consanguinité de races, qu'à raison de liens avec des familles françaises ou d'une éducation reçue en France : tel a été le but que le législateur s'est efforcé d'atteindre. L'application plus étendue du « jus soli » se justifie par les résultats qui ont été acquis ; le pourcentage des fils d'étrangers nés en France qui ont répudié à leur majorité la qualité de Français est assez faible, il n'atteint pas cinq pour cent. Mais la véritable innovation de cette loi consiste dans la possibilité pour la femme française qui épouse un étranger de conserver sa nationalité. L'intérêt d'une telle disposition est double : la mère a sur l'éducation de ses enfants une influence prépondérante ; elle saura inculquer à leurs jeunes cerveaux l'amour de notre patrie, ce qui plus tard pourra les encourager à y demeurer ou à venir s'y fixer.

Le corollaire de ce droit laissé à la femme de rester Française est pour notre pays des plus intéressants. L'art. premier, paragraphe 3, dit que « tout enfant légitime né en France d'une mère française est Français ». Or, la plupart des étrangers qui épousent des Françaises restent sur notre sol ; ils y établissent leur foyer, car ce sont des immigrants que leur travail retient chez nous ; les enfants issus de cette union seront automatiquement de notre pays, sans faculté d'option, et ils seront inscrits sur les listes de recrutement avec leur classe d'âge.

La naturalisation proprement dite, c'est-à-dire sur la

simple demande de l'intéressé, va devenir plus subsidiaire, nombre d'étrangers devenant Français de plein droit sans manifestation de volonté ou par suite d'une déclaration faite en des formes simplifiées. Dans le but d'accroître le domaine de la naturalisation, la loi de 1889 avait timidement essayé d'appliquer en cette matière le principe des effets collectifs ; les enfants mineurs du naturalisé devenaient Français, mais ils pouvaient dans l'année de leur majorité décliner la qualité de Français. Le retrait de cette faculté consacre dans la loi nouvelle l'adoption plus large de ce principe. Sous l'empire de l'ancienne législation, la procédure de la naturalisation était compliquée ; la formalité de l'admission à domicile semblait une mesure destinée à décourager les demandes sincères, et elle créait deux classes d'étrangers. Nous lisons dans les « Instructions aux préfets et aux parquets » : « Le stage prolongé et ininterrompu de 10 ans impliquait dans la loi d'hier que l'assimilation de droit ne pouvait que suivre l'assimilation de fait. Ce point de vue a subi une modification profonde de la part du législateur de 1927 ; il a entendu, en présence d'un mouvement exceptionnellement important d'immigration, protéger le pays contre la cristallisation de noyaux étrangers dans certaines régions de la France... Il ne s'agirait donc rien moins désormais que de poursuivre parallèlement l'assimilation de droit et de fait d'étrangers immigrés..... Aux diagnostics d'hier les pronostics devront être parfois substitués demain ».

Néanmoins, ce n'est pas en aveugle que le législateur a ainsi accru les possibilités d'acquérir la qualité de Français. De sérieuses garanties ont été envisagées pour éviter de faux pronostics et si, malgré les précautions prises, les renseignements fournis par l'enquête avait été faussés, une procédure permanente de déchéance judiciaire permettra de rejeter hors de nous les éléments indésirables qui avaient été momentanément admis.

Voilà quelles sont, dans leur ensemble, les dispositions nouvelles de cette loi ; nous allons maintenant étudier chacune d'elles en détail et montrer l'étendue de leur application.

CHAPITRE II

De la Nationalité d'origine

§ 1. — Français de naissance sans faculté de réputation.

Qui est Français de naissance, sans faculté d'option pour une autre nationalité ? L'article premier répond à cette question.

1. — Tout enfant légitime né d'un Français en France ou à l'étranger. Cette disposition est traditionnelle et cette application du « jus sanguinis » s'étend à tous les individus nés d'un Français en quelque pays que ce soit ; peu importe leur séjour définitif hors de nos frontières, s'ils n'acquièrent par naturalisation une autre nationalité, ils demeurent Français eux et leurs descendants. Il est inutile de rappeler les conflits susceptibles de s'élever avec les pays qui adoptent intégralement le « jus soli » (1). Néanmoins, ces conflits pourront dans nombre de cas intéressants être solutionnés par l'application des dispositions très

(1) Cf. De la Nationalité d'origine, par M. Geouffre de Lapradelle, p. 333 et suiv.

heureuses de l'article 9, n° 3 ; le législateur n'a d'ailleurs fait que consacrer une pratique vraiment prétorienne de la Chancellerie.

Le texte ne parle que de l'enfant né d'un Français ; la nationalité de la mère avant la loi du 10 août 1927 n'influit d'aucune façon sur celle des enfants. Nous verrons que le paragraphe 3 de l'article 1 est une innovation du plus haut intérêt. Dans la pratique de la Chancellerie, la qualité de Français du père s'apprécie au jour de la naissance de l'enfant ; c'est d'ailleurs la solution admise par la majorité des auteurs, parce que la plus simple et la plus pratique (1). Si l'enfant est posthume on se base sur le statut national que possédait le père au jour de son décès.

2. — Est Français tout enfant légitime né en France d'un père qui lui-même y est né.

C'était là l'innovation principale de la loi de 1889. Avant cette loi, l'enfant conservait une faculté de répudiation ; le législateur a cru bon de poser une présomption irréfragable d'attachement à la nationalité française ; la France n'était-elle pas pour cet individu le pays où il a ses intérêts, ses relations, ses amitiés ?

3. — Est Français tout enfant légitime né en France d'une mère française.

Sous l'empire de la loi de 1893, si la mère est née en France, son enfant devient bien Français, mais avec fa-

(1) Cf. Weiss 2^e édition, t. 1, p. 61 ; Audinet 2^e édition n° 114 ; G. de Lapradelle, op. cit. p. 183 et suivantes.

culté de répudiation, et celle-ci peut lui être retirée par ses représentants légaux durant sa minorité.

Mais la qualité de Française de la mère, soit qu'elle la possédât encore lors de la naissance de l'enfant, soit qu'elle l'eût perdue par suite de son union à un étranger, n'influe pas sur la nationalité de l'enfant. On aboutissait ainsi à des résultats peu logiques ; la double naissance sur notre sol conférait le titre de Français, tandis que l'enfant né en France d'une mère française mariée à un étranger et née hors de nos frontières demeurait étranger.

L'appréciation de la nationalité de la femme se fait au jour de la naissance de l'enfant. Le cas tranché par ce paragraphe 3 se rencontrera souvent en pratique, l'article 8 permettant à la femme mariée à un étranger de conserver son statut national. Ces mariages entre Françaises et étrangers sont de plus en plus nombreux ; ils s'expliquent par l'excédent du chiffre des femmes en France au lendemain d'une guerre qui nous a pris 1.500.000 hommes et par les mouvements d'immigration suscités par la pénurie de main-d'œuvre.

Sans ce paragraphe 3 de l'article premier, l'article 8 eût manqué son but et il faut louer le législateur d'avoir rédigé sans ambiguïté un texte aussi capital.

Avant la promulgation de la loi du 10 août, un enfant est né en France d'une mère française mariée à un étranger, mais ayant conservé sa nationalité. Va-t-il désormais devenir Français ?... En d'autres termes, y a-t-il lieu d'ap-

pliquer ici le principe de non rétroactivité des lois ?... Sur ce point, la circulaire ministérielle s'exprime ainsi : « Il n'y a pas lieu de faire application à cette situation des dispositions de l'article 2 du code civil sur la non rétroactivité des lois, attendu que le caractère d'ordre public d'une loi sur la nationalité exige que tous les rapports de droit concernant cette matière en subissent la réglementation dès lors qu'il n'y a pas de droit acquis ». Mais quand y a-t-il droit acquis ?... D'après les principes du droit français, le statut national est définitivement fixé lorsque l'individu est âgé de plus de 21 ans. Il en résulte que l'enfant né dans les conditions indiquées, mineur lors de la mise en vigueur de la loi nouvelle, va devenir Français ; s'il est âgé de plus de 22 ans, son statut ne demeure susceptible d'aucun changement ; s'il est dans le cours de sa 22^e année, faculté lui est donnée d'exercer le droit de répudiation qui lui appartenait sous l'empire de l'ancienne législation.

4. — « Est Français tout enfant naturel dont la filiation est établie pendant la minorité, par reconnaissance ou par jugement, lorsque celui des parents à l'égard duquel la preuve a d'abord été faite est Français.

Si la filiation résulte à l'égard du père ou de la mère du même acte ou du même jugement, l'enfant suit la nationalité française de son père.

La légitimation d'un enfant mineur lui donne, s'il ne l'a déjà, la nationalité française de son père ».

Les deux premiers alinéas sont la reproduction de l'ar-

ticle 8, § 1, alinéa 2, du code civil ; le parent qui reconnaît le premier l'enfant lui donne sa nationalité ; en effet, l'enfant n'a d'attache légale qu'avec lui, sans faire de distinction entre les qualités de père et mère.

La reconnaissance opère-t-elle rétroactivement ?.. Aucun doute à ce sujet, l'article 1 débutant par ces mots : « Sont Français... » ; par conséquent, l'enfant naturel reconnu par un Français ou par un étranger né comme lui en France sera considéré comme ayant toujours été Français. Il reste à résoudre une difficulté : Supposons que l'auteur de la reconnaissance ait changé de nationalité (1), l'enfant prend-il la nationalité dont son père ou sa mère se trouve investi au jour de la reconnaissance, ou bien la nationalité que possédait son père ou sa mère au jour de sa naissance ?... A première vue, il peut sembler logique d'admettre la seconde solution, puisque le législateur attribue à la reconnaissance un effet rétroactif. Mais à la réflexion, elle est vite abandonnée pour la première. En effet, si l'enfant avait été reconnu lors de sa naissance, son statut national aurait suivi les changements apportés au statut national de son auteur ; il est donc raisonnable d'attribuer à l'enfant la nationalité actuelle du parent qui l'a reconnu. De plus, les remaniements territoriaux entraînés par la dernière guerre ne permettent pas d'envisager l'adoption du premier système, car son application aboutirait à don-

(1) Cf. Valéry : La Nationalité française, p. 31.

ner à des enfants reconnus une nationalité qui a aujourd'hui cessé d'exister.

Le code civil était muet sur les conséquences exercées par la légitimation sur le statut de l'enfant ; la doctrine faisait le raisonnement suivant, d'ailleurs des plus logiques : le but de la légitimation est en matière civile d'assimiler à tous points de vue l'enfant naturel à l'enfant légitime ; pourquoi refuser alors au mineur légitime la nationalité de son père, nationalité qui lui aurait été attribuée s'il était né d'une union légale ?

Malgré cet argument, la pratique de la jurisprudence et de la Chancellerie était nettement en sens contraire. Le dernier alinéa du paragraphe 4 modifie donc heureusement l'état de droit antérieur. Pour apprécier la légitimation, il est bien évident qu'il faut considérer ici les conditions posées par la loi française, même lorsque cette légitimation aurait pour résultat de conférer l'extranéité à l'enfant mineur issu d'un père étranger.

La loi ne prévoit pas le cas où l'enfant est légitimé par un père étranger et par une mère française. Sous l'empire du code civil, cette situation était fort rare ; elle se présentera couramment, puisque la femme française ne perd pas sa nationalité hors de son union à un étranger.

5. — « Est Français tout enfant naturel, né en France lorsque celui de ses père et mère dont il devrait suivre la nationalité aux termes du paragraphe 4, alinéa 1^{er}, est lui-même né en France. »

Cette disposition était tacitement admise ; elle résultait de l'art.8, n° 3, alinéa 2, du Code Civil ; pour plus de clarté et surtout pour plus de suite dans la lecture des textes, il a paru utile de la spécifier.

6.— « Est Français tout enfant naturel, né en France, lorsque celui de ses parents dont il ne doit pas suivre la nationalité, aux termes de la disposition précitée, est Français. »

C'est l'application à l'enfant naturel du principe posé au § 3 du même article ; de même que l'enfant légitime suit normalement la nationalité de son père, toutefois il en sera autrement s'il naît en France d'une mère française de même l'enfant naturel suit la nationalité de celui de ses parents qui le premier l'a reconnu, à moins que celui dont il ne doit pas prendre le statut ne soit Français.

7. — « Est Français tout individu né en France de parents inconnus ou dont la nationalité est inconnue.

Depuis 1889, le Code Civil, dans son article 8, § 2, admettait cette disposition. Refuser la qualité de Français, c'était en effet créer un « heimathlos » ; d'ailleurs, toutes les législations admettent la même solution, qu'elles se réclament du lien du sol ou du lien du sang. Pour tout pays, il y a intérêt à se prémunir contre les sans nationalité qui souvent, comme on l'a dit, sont l'écume d'une nation étrangère ; mais il est impossible de confondre avec eux ceux qui sont nés sur le territoire de parents inconnus ou dont la nationalité est inconnue, éléments facilement assi-

milables et généralement dignes de l'être. De plus, la sûreté intérieure des Etats exige que chaque individu ait un statut civil complet, condition rigoureusement nécessaire pour la mise en œuvre rapide de la police internationale.

Par identité de motifs, (1) demeurera Français l'enfant né en France et reconnu par un Anglais, un Grec ou un Roumain. Les législations anglaise, grecque, roumaine n'admettent pas la reconnaissance des enfants naturels ; dès lors, la loi française ne peut de cet enfant faire un « sans patrie » en lui donnant en théorie la nationalité de l'auteur de la reconnaissance. Les conséquences seraient regrettables ; des individus réputés chez nous étrangers et en fait « heimathlosen » continueraient à vivre en France, profitant de notre civilisation, mais échapperaient aux obligations militaires. Il est donc logique et prudent de considérer un tel individu comme possédant, par application de l'art. 1, alinéa 7, la nationalité du pays de sa naissance.

L'article 1 détermine donc les cas de nationalité française à titre originaire, sans aucune faculté d'opter. Mais certaines situations ne pouvaient permettre d'envisager une telle solution, soit parce que l'intéressé n'avait pas de liens d'attachement suffisamment forts avec notre pays, soit parce qu'il eût été trop rigoureux de lui imposer une nationalité en contradiction avec ses intérêts matériels ou moraux.

L'article 2 traite de ces cas et répond à la question suivante qu'il solutionne : qui est Français dès sa naissance et

(1) Cf. Valéry : La Nationalité française, p. 27-28.

conserve néanmoins un droit d'option dans l'année de sa majorité ?

§ 2. — Français d'origine avec faculté de répudiation.

1°) Tout enfant légitime né en France d'une mère étrangère qui y est elle-même née.

2°) Tout enfant naturel né en France de parents étrangers, lorsque celui dont il ne devrait pas suivre la nationalité aux termes de l'art. 1 est lui-même né en France.

Pour être admis à répudier la qualité de Français, l'intéressé devra prouver par une attestation en due forme de son Gouvernement, annexée à sa déclaration, qu'il a conservé la nationalité de ses parents ; le cas échéant, il devra produire en outre un certificat constatant qu'il a satisfait à la loi militaire dans son pays, sauf les exceptions prévues aux traités. Ces solutions sont traditionnelles et nous n'insisterons pas. La justification d'une nationalité étrangère se fait dans des conditions semblables à celles prévues à l'art. 8, 4° du Code Civil. Le droit d'option ne s'exercera qu'après avoir prouvé :

1°) Que l'on a conservé la nationalité d'origine des parents et cela par une attestation en due forme de son Gouvernement ;

2°) Que l'on a répondu à l'appel sous les drapeaux ; un certificat prouvera si l'individu a satisfait aux obligations militaires de son pays. Nous ne revenons pas sur cette

exigence créée par le législateur de 1889 et dont nous avons expliqué l'utilité lors de l'étude des projets antérieurs ;

3°) Que l'on a observé les formalités prescrites par le décret du 10 août 1927.

Les effets de la répudiation demeurent les mêmes, c'est-à-dire que le bénéfice de la naissance en France est perdu à jamais.

Alinéa 5 : « La faculté de répudiation cesse :

a) si au cours de la minorité de l'enfant, le père ou la mère survivant de l'enfant légitime, le parent survivant de l'enfant naturel ou le parent dont ce dernier suit la nationalité ont été naturalisés ou réintégrés ;

b) si une déclaration a été souscrite, suivant les formes prévues à l'art. 5 en vue de renoncer à cette faculté, soit par le mineur âgé de plus de 16 ans, habilité dans les conditions déterminées à l'art. 3 aliéa 2, soit en son nom avant cet âge ;

c) si le mineur a participé volontairement aux opérations de recrutement en conformité des dispositions des lois militaires.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux enfants nés des agents diplomatiques et des consuls de carrière de nationalité étrangère, qui, s'ils y sont domiciliés, auront la faculté, à partir de l'âge de 16 ans jusqu'à l'âge de 22 ans accomplis, de réclamer la qualité de Français aux conditions fixées par l'article 3 ».

Le premier paragraphe est la consécration du principe

des effets collectifs sur la famille du naturalisé. Si l'unité du statut est menacée lorsque l'on permet à la femme de conserver sa nationalité, ici au contraire elle est renforcée ; la faculté de répudiation n'a sa raison d'être qu'autant qu'elle permet de maintenir au sein d'une famille un même statut national. Il est tout naturel que les enfants mineurs du naturalisé ou du réintégré, qui doivent leur subsistance à l'activité de leur parent survivant, suivent sa nationalité et perdent la faculté de répudiation ; d'ailleurs, le second paragraphe explique de lui-même cette solution en montrant le rôle prépondérant attribué par le législateur au chef de famille dans la détermination de la nationalité des enfants ; l'aliéna a) n'a été que l'extension de l'idée traduite dans l'alinéa b) et qui figure au Code civil depuis 1909 à l'article 20, paragraphe 2.

Quant à l'alinéa c) il s'explique par la lecture de l'article 12 de la loi sur le recrutement du 1^{er} avril 1923 ; en effet, les fils d'étrangers nés en France peuvent souscrire, à partir de l'âge de 19 ans, une déclaration d'intention de devenir Français et ainsi sont autorisés à participer, avec les jeunes gens de leur classe, aux opérations de recrutement ; la faculté de répudiation ne pouvait évidemment pas subsister en face d'une telle manifestation de volonté.

Enfin, les dispositions relatives aux enfants des consuls et agents diplomatiques ne font que consacrer une pratique administrative, jusqu'ici uniquement basée sur des sentiments de courtoisie internationale.

CHAPITRE III

L'acquisition de la Nationalité française par le bienfait de la loi

D'après l'article 8, § 4, du Code Civil, l'enfant né en France de parents étrangers et domicilié en France à l'époque de sa majorité devenait Français s'il n'avait déclaré, dans le cours de sa 22^e année, vouloir conserver sa nationalité d'origine. Dans les articles 3 et 4 de la présente loi, le principe d'acquisition de plein droit de la qualité de Français est maintenu au profit de l'individu né en France de parents étrangers nés hors de France, pourvu que son domicile soit fixé sur notre territoire. Les deux premiers alinéas de l'article 3 sont ainsi conçus : « Peut, jusqu'à l'âge de 21 ans accomplis, devenir Français, tout individu né en France d'un étranger et domicilié en France, qui déclarera réclamer la qualité de Français.

S'il est âgé de plus de 16 ans, le déclarant doit être autorisé par le parent investi de la puissance paternelle, ou le cas échéant par son tuteur, après avis conforme du conseil de famille. S'il est âgé de moins de 16 ans, la déclaration peut être souscrite en son nom par son représentant légal, déterminé comme ci-dessus ».

La représentation légale revêt donc deux formes, suivant l'âge du mineur : celui-ci a-t-il moins de 16 ans, la déclaration peut être souscrite en son nom ; c'est le système du Code Civil, article 9, § 10, qui l'admettait pendant toute la durée de la minorité ; a-t-il plus de 16 ans, l'individu agira seul, mais dûment autorisé par le parent investi de la puissance paternelle, par le tuteur après avis du conseil de famille.

Nous voyons dans ces dispositions la réalisation d'une tendance dont le but est d'accroître le plus possible, par suite des nécessités d'une vie de jour en jour plus trépidante, la capacité du mineur ; désormais celui-ci pourra, de sa propre initiative, réclamer notre nationalité, et cela pour la satisfaction de ses intérêts personnels.

L'alinéa 3 vise les formalités de l'enregistrement : « l'enregistrement de la déclaration, souscrite conformément à l'article 5 ci-après, peut être refusé pour cause d'indignité. En ce cas, il est statué par décret rendu sur avis conforme du Conseil d'Etat. Le déclarant, dûment appelé, a la faculté de produire des pièces et mémoires. La décision doit intervenir six mois au plus après la déclaration, ou si la régularité de celle-ci a été contestée, six mois au plus après le jour où le jugement qui en a admis la régularité est devenu définitif » (1).

Le refus d'enregistrement pour cause d'indignité n'est

(1) Si l'Administration laisse passer le délai, son silence vaut enregistrement. — Cf. Cass. Req. 3 nov. 1925. Lirey 25-1-369.

pas une garantie nouvelle ; le seul point digne d'être signalé est l'accroissement du délai donné à l'Administration pour faire connaître sa décision. Avec l'ancien délai, seulement de trois mois, il était souvent impossible d'être renseigné sur l'individu et l'Administration se voyait enlever le bénéfice d'une importante prérogative. Désormais, la décision devant intervenir dans les six mois, cette garantie va cesser d'être théorique.

Alinéa 4 : « La participation volontaire aux opérations du recrutement, dans les conditions déterminées par les lois militaires pour les fils d'étrangers, nés en France, et, sous réserve de l'habilitation prévue à l'alinéa 2, tient lieu de la déclaration visée à l'alinéa premier. L'inscription sur les listes de recensement peut être refusée par le préfet, pour cause d'indignité, sur avis conforme émis par le Conseil d'Etat ».

Cet alinéa ne solutionne pas tous les cas embarrassants. Supposons un étranger mineur, né en France, porté par erreur sur les tableaux de recensement : il devient Français, car il résulte des travaux préparatoires que le législateur a entendu maintenir le système de l'article 9 du Code Civil.

Mais ce mineur devait être habilité, ainsi que l'exige la loi du 10 août 1927 ; or, en ne réclamant pas contre son inscription, l'étranger croyait sans aucun doute qu'il devait satisfaire aux obligations militaires ; on ne peut donc parler ici d'habilitation.

Ne serait-il pas juste d'accorder à cet étranger une faculté de répudiation qu'il pourrait exercer dès qu'il aurait la connaissance des conséquences de son silence ?

Le préfet, contrôleur des listes de recensement, pourra refuser l'inscription pour cause d'indignité, sur avis conforme émis par le Conseil d'Etat. Ainsi, tous les cas d'acquisition de la nationalité française se trouvent subordonnés à l'agrément du Gouvernement français : enregistrement susceptible d'être refusé quand il s'agit d'option expresse ; opposition du préfet à l'inscription sur les listes de recensement quand il s'agit d'une option tacite.

Enfin, cet article se termine par une disposition nouvelle, sur laquelle je me suis attardé lors de l'étude des divers projets sur la nationalité, disposition qui déclare les mesures envisagées à l'article 3 « non applicables à l'individu contre lequel a été pris un arrêté d'expulsion dont les effets n'ont pas été suspendus ». Ce texte de loi va faire cesser l'impuissance du Gouvernement à s'opposer par des mesures de police à l'entrée en France d'un individu expulsé qui veut se prévaloir de l'accomplissement des conditions auxquelles la loi subordonne l'acquisition de plein droit de la qualité de Français.

ART .4. — « Devient Français à l'âge de 21 ans, s'il est domicilié en France, tout individu né en France d'un étranger, à moins que dans l'année qui suit sa majorité il n'ait décliné la qualité de Français en se conformant aux pres-

criptions de l'article 2. Cette disposition n'est pas applicable :

a) aux enfants nés en France des agents diplomatiques et des consuls de carrière de nationalité étrangère, qui auront la faculté de réclamer la qualité de Français aux conditions fixées à l'article 3 ;

b) à l'individu contre lequel a été pris un arrêté d'expulsion dont les effets n'ont pas été suspendus ».

La dernière disposition est ici encore plus nécessaire que dans le cas précédent ; en effet, l'individu qui, pendant sa minorité, n'a pas manifesté de lui-même ou par l'intermédiaire de ses représentants légaux l'intention de devenir Français, demeure jusqu'à sa majorité un étranger ; il peut donc être expulsé ; cet indésirable ne doit pas pouvoir invoquer le bénéfice de la qualité de Français acquis seulement par sa résidence en France lors de sa majorité.

Cet article 4 ne prévoit pas les effets collectifs de l'acquisition de la qualité de Français. Il semble dans l'esprit de la loi d'admettre que la femme de l'intéressé peut être naturalisée sans condition de stage. Quant aux enfants majeurs la même solution s'impose ; il n'y a aucune raison de les traiter plus mal que les enfants du naturalisé.

L'article 7, alinéa 2 attribue formellement aux enfants mineurs la qualité de Français.

Il faut de même regretter que le législateur n'ait pas défini ce qu'il entendait par domicile en France. La jurisprudence et la Chancellerie ne sont pas en effet du même

avis sur ce point (1). Nos tribunaux donnent au mot domicile deux sens bien différents, dans le seul but de pouvoir absorber le plus possible d'étrangers. Tout d'abord domicile peut signifier simple présence en France ; nous rappelons pour mémoire le conflit qui existait entre les Chambres civile et criminelle, au sujet de l'individu expulsé ; le b) de l'article 4 met fin à cette dualité des solutions. Il est regrettable que l'on n'ait pas envisagé le cas de l'étranger qui purge en prison une peine grave ; la simple présence en France ne devrait pas nous obliger à admettre de tels éléments. Ou bien domicile sera pris dans un sens propre, dans son sens technique, par opposition à résidence ; il n'est guère possible d'être plus prétorien. Par conséquent, peu importe que ce domicile soit de fait ou non, s'il est légal, et il le sera dans deux cas : tuteur de l'enfant domicilié de droit en France, ou parents domiciliés de fait en France, l'étranger deviendra Français. La Chancellerie n'admet pas comme suffisante la simple présence en France ; elle exige une résidence normale, habituelle et non passagère.

ART. 5. — « Toute déclaration souscrite, soit en vue d'acquiescer, soit en vue de répudier la qualité de Français est reçue par le juge de paix du canton dans lequel le déclarant a son domicile ou à défaut sa résidence. En cas de résidence à l'étranger, elle est souscrite devant les agents

(1) Cf Nibayet, supplément au manuel de droit international privé, p. 40 et suivantes.

diplomatiques et consulaires. A défaut d'être enregistrée au Ministère de la justice, la déclaration sera considérée comme non avenue.

Elle doit après son enregistrement être insérée au Bulletin des Lois. Néanmoins, l'omission de cette formalité ne peut préjudicier aux droits du déclarant. L'enregistrement est refusé si le déclarant n'est pas dans les conditions requises par la loi. Ce refus et ses motifs sont, dans le délai de 3 mois à partir de la déclaration, notifiés au déclarant qui a droit de se pourvoir devant les tribunaux civils conformément aux articles 855 et suivants du code de procédure civile. A défaut de cette notification et lorsque le délai ci-dessus sera expiré, le Ministre de la Justice doit, à moins qu'il ne conteste la déclaration pour cause d'indignité, remettre au déclarant, sur sa demande, une copie de sa déclaration avec mention d'enregistrement.

La déclaration, dûment enregistrée, prend effet à partir du jour où elle a été souscrite ».

Cet article n'apporte pas de solutions nouvelles ; ses dispositions sont éparses dans l'article 9 du code civil ; les formes de la déclaration demeurent les mêmes. Celle-ci doit être faite par l'intéressé lui-même ; le magistrat : juge de paix, agent diplomatique ou consulaire dressera un procès-verbal en deux exemplaires sur papier timbré ; toutes les pièces justifiant l'état civil de l'individu seront déposées.

L'article 5 du décret prévoit une enquête menée par le

juge de paix, dont le but est de s'assurer de la moralité et du loyalisme du déclarant ; un bulletin n° 2 du casier judiciaire sera joint au dossier et ce dernier sera adressé au procureur de la République de l'arrondissement où la déclaration a été faite.

Après examen, le Procureur transmettra le dossier sans délai, avec son avis motivé, au Ministre de la Justice. L'enregistrement sera accordé ou refusé ainsi qu'il est dit à l'article 5 de la loi. Il convient de signaler le délai imparti au Ministère de la Justice pour refuser l'enregistrement de l'acte irrégulier qui de deux mois est porté à trois mois.

La notification du rejet de la demande doit donc être faite dans les 3 mois ou dans les 6 mois, suivant que le rejet est basé sur l'inobservation des conditions légales ou sur l'indignité de l'étranger ; sinon le silence de la Chancellerie vaudra enregistrement. Sous l'empire de l'ancienne loi, le refus d'enregistrement pour indignité était fort rare. Il est appelé à devenir désormais plus fréquent par suite de l'application de l'article 3, dernier alinéa ; cet article range en effet parmi les indignes l'étranger expulsé de France durant sa minorité, en vertu d'un arrêté dont les effets n'ont pas été suspendus.

CHAPITRE IV

De la Naturalisation

L'importance sans cesse croissante de la question démographique devait faire envisager la naturalisation sous un aspect nouveau. A l'assimilation de fait, basée sur la libre volonté des individus, se substitue une assimilation de droit que le législateur s'est efforcé d'étendre au plus grand nombre possible de cas. Un danger certain menaçait, en effet, notre pays ; par suite du manque de naissances, l'appel à la main-d'œuvre étrangère devenait de jour en jour plus impérieux ; de véritables colonies se formaient sur notre sol, se groupaient même sur certains territoires frontalières en petites communautés, éléments de conservation des traditions religieuses et morales du pays d'origine.

M. André Le Bret, qui relate dans les *Annales Politiques et Littéraires* (1) les résultats de son enquête entreprise dans les mines du Nord, s'exprime en ces termes au sujet de la main-d'œuvre étrangère : « Est-il besoin de dire que l'élément étranger domine ici comme ailleurs ? L'épais Oncle Sam et le marmoréen John Bull sont remplacés par

(1) Cf. N° du 15 septembre 1927.

les Polonais. Dans le Pas-de-Calais, le Nord, 60 % des mineurs sont Polonais et leur nombre, en comptant toute la population polonaise, dépasse 200.000 dans les deux départements. Il y a ici des quartiers entièrement polonais où la langue française n'est jamais parlée. Il suffit de faire quelques mètres pour être aussitôt transporté à Poznań ou à Cracovie... Les Polonais ont ici leurs institutions, leurs écoles libres, leurs églises, leurs prêtres. Ils ont leurs cafés, leurs hôtels, leurs banques nombreuses... »

Aussi nombre d'économistes se sont-ils inquiétés de l'ampleur d'une telle immigration et ont-ils poussé le cri d'alarme, traduit dans de nombreuses revues sous ce titre : La France va-t-elle devenir un pays de minorités nationales ? L'assimilation de fait, que l'on considérerait comme une sorte d'épreuve, comme une étape nécessaire vers la naturalisation, ne répondait plus aux nécessités de l'ordre public et de la conservation sociale.

Il fallait, tout en conservant des moyens efficaces de garanties, admettre un stage relativement bref pour le futur naturalisé. L'admission à domicile était dans l'ancien système précieuse à l'étranger dont le siège des intérêts était la France. Mais avec la satisfaction de ses intérêts disparaissait souvent la cause même de la demande de naturalisation ; des éléments intéressants nous échappaient ainsi. Les avantages de l'admission à domicile seront maintenus avec l'application du nouveau système ; l'étranger demandera l'octroi de la nationalité française et il fera

d'autant mieux que ce nouveau statut lui facilitera ses transactions commerciales ou autres. L'œuvre d'assimilation de droit pourra, en soustrayant à la tutelle des agents des gouvernements étrangers ces éléments assimilables, en les contraignant au service militaire, activer considérablement l'assimilation de fait et permettre une absorption plus complète.

Une double préoccupation a influencé le législateur : 1°, simplifier les formalités de la naturalisation en les rendant moins coûteuses ; 2°, favoriser l'acquisition de notre nationalité en réduisant le délai de stage et en fixant en cette matière la majorité à l'âge de 18 ans.

Texte de l'art. 6. — « Acquièrent la qualité de Français les étrangers naturalisés. La naturalisation est accordée par décret rendu après enquête sur l'étranger. Peuvent être naturalisés, sous réserve d'autorisation expresse du mineur par son représentant légal, dans les termes de l'art. 3, alinéa 2 :

1°) Les étrangers âgés de 18 ans révolus, qui peuvent justifier d'une résidence non interrompue pendant 3 années en France.

Est assimilé à la résidence en France, le séjour en pays étranger pour l'exercice d'une fonction conférée par le Gouvernement français ou le séjour dans un pays en union douanière avec la France ;

2°) Les étrangers âgés de 18 ans révolus, après une année de résidence ininterrompue en France ou dans les

conditions d'assimilation ci-dessus déterminées, s'ils ont rendu des services importants à la France, s'ils y ont apporté des talents distingués, s'ils y ont introduit soit une industrie, soit des inventions utiles, s'ils y ont créé soit des établissements industriels ou autres, soit des exploitations agricoles, s'ils ont servi dans les armées françaises ou alliées, s'ils ont acquis des diplômes délivrés par les facultés françaises, s'ils ont épousé une personne de nationalité française ou si, nés en France, ils y ont établi leur domicile à une date postérieure à leur majorité ;

3°) Tout individu, né à l'étranger, soit d'un Français dont, en conformité des dispositions de l'article 1, paragraphe 4, alinéa premier, il ne suit pas la nationalité, soit d'une Française, ou né en France ou à l'étranger de parents dont l'un a perdu la qualité de Français, et ce à tout âge et sans condition de stage, pourvu qu'il soit domicilié en France. Il en est de même des descendants des familles proscrites lors de la révocation de l'édit de Nantes.

Dans les cas prévus au présent paragraphe, si la demande de naturalisation concerne un mineur, elle est faite par son représentant légal tel qu'il est déterminé dans l'art. 3, alinéa 2, s'il est âgé de moins de 16 ans, ou avec son autorisation par l'intéressé lui-même s'il est âgé de plus de 16 ans

L'étranger naturalisé jouit de tous les droits civils et politiques attachés à la qualité de citoyen français. Néanmoins il ne peut être investi de fonctions ou mandats élec-

tifs que 10 ans après le décret de naturalisation, à moins qu'il n'ait accompli les obligations militaires du service actif dans l'armée française ou que, pour des motifs exceptionnels, ce délai n'ait été abrégé par décret rendu sur rapport motivé du Garde des Sceaux ».

Cet article débute en disant que la naturalisation est accordée par décret rendu après enquête sur l'étranger. Cette formule très simple ne précise aucune des formalités à suivre pour mener à bien cette enquête ; le Gouvernement ne se trouve plus limité dans ses recherches ; pas de publicité spéciale, pas de consultation à demander à un organisme déterminé, mesures qui avaient été envisagées dans certains projets (1). Depuis le règlement du 6 décembre 1923, les décrets de naturalisation et de réintégration sont insérés au Journal Officiel ; c'est du jour de la publication qu'est calculé le délai de 2 mois du pourvoi pour excès de pouvoir en violation de la loi devant le Conseil d'Etat, ainsi que le délai de 10 ans relatif à l'action en déchéance de la nationalité française.

Sous l'empire de l'ancienne législation, peuvent être naturalisés les individus qui ont atteint leur majorité, c'est-à-dire 21 ans. Pendant la guerre, tous les hommes de 18 ans furent appelés sous les drapeaux, certains combattants pouvaient avoir intérêt à se réclamer de notre nationalité ; aussi dans les traités qui ont terminé les hostilités

(1) Voir projets de 1916 et de 1922.

l'âge de 18 ans a été considéré en matière de nationalité comme celui de la majorité. Désormais, sous réserve d'autorisation expresse du mineur par son représentant légal, tout postulant à la nationalisation pourra faire valoir ses droits lors de ses 18 ans révolus et, conséquence très intéressante, servira en France avec sa classe d'âge. C'est là une innovation qui met fin à une controverse de doctrine ; sous l'empire de l'ancienne loi, l'individu majeur, c'est-à-dire capable, pouvait solliciter sa naturalisation ; mais comment apprécier cette capacité ?... Était-ce conformément à la loi nationale de l'intéressé ou conformément à la loi française ? La question ne se posera plus, puisque la loi française détermine l'âge auquel l'étranger pourra demander sa naturalisation ; c'est une dérogation formelle au principe qui veut que la capacité des individus soit déterminée par leur loi nationale.

Ce principe a été posé dans le but d'éviter d'accroître le nombre des « sans patrie ». Son inobservation dans ce cas est de la plus haute importance ; cette majorité de 18 ans est inférieure à celle qui est admise dans les autres pays ; aussi ne peut-on craindre que les naturalisés de 18 ans révolus ne prennent notre nationalité tout en conservant leur statut d'origine. Ces individus pourront se voir fermer à jamais les frontières du pays natal ; ils seront exposés aux mesures particulièrement rigoureuses qui s'appliquent aux insoumis.

Néanmoins, il ne faut pas s'exagérer les inconvénients

de la fixation à 18 ans de cette nouvelle majorité. L'étranger qui sollicite notre nationalité, le fait dans le but de satisfaire ses intérêts personnels, et la France étant devenue le centre de ses occupations matérielles, les mesures prises contre lui dans son pays d'origine l'inquiéteront peu.

L'admission à domicile est supprimée, pour éviter cette division des étrangers en 2^e classes ; d'ailleurs, la raison déterminante de cette suppression est la réduction même du délai du stage exigé ; l'étranger jouira désormais, dans un court laps de temps, de tous les droits privés inhérents à la nationalité française. Il n'y aurait pour lui qu'un intérêt au maintien de l'ancienne procédure : si dans le délai de 5 ans il avait épuisé tous les avantages d'une telle situation, il pouvait renoncer à demander la naturalisation et se soustraire ainsi aux charges qui incombent au citoyen français. Un tel résultat est heureusement écarté.

Le stage requis n'est pas uniforme, sinon l'on confondrait dans une même masse des éléments très divers, les uns ayant des liens avec notre pays sont facilement assimilables, les autres sont douteux, et il semble difficile de se renseigner sur leur compte. Graduer le stage suivant la situation, le mérite, les services rendus, telle est l'idée dont s'est inspiré le législateur.

Le principe est que peut être naturalisé tout étranger qui justifie d'une résidence non interrompue pendant 3 ans en France. Nous avons signalé, lors de l'étude du projet Lisbonne, l'intérêt de l'adoption de ce chiffre, qui consiste

dans l'unification des législations métropolitaine et coloniale (1).

Est assimilé à la résidence en France le séjour en pays étranger pour l'exercice d'une fonction conférée par le Gouvernement français, ou le séjour dans un pays en union douanière avec la France, c'est-à-dire la Sarre et Monaco.

Il faut se montrer assez large, lors de l'appréciation de la résidence ; celle-ci doit être en principe ininterrompue ; en fait il n'y a pas interruption si l'étranger quitte momentanément notre pays soit pour satisfaire à des obligations militaires, soit pour vaquer à ses affaires ; il suffit que la France soit demeurée le siège de ses intérêts.

Le numéro 2 cite les étrangers qui, âgés de 18 ans révolus peuvent être naturalisés après une année de résidence en France. Il y a lieu de signaler 3 catégories nouvelles, non comprises dans l'énumération de l'article 8, paragraphe 5 du Code Civil, à savoir : ceux qui ont servi au cours des hostilités dans les armées alliées, ceux qui ont acquis des diplômes délivrés par les facultés françaises ou ceux qui, nés en France, ont établi leur domicile à une date postérieure à leur majorité.

Quels sont les diplômes susceptibles de faire profiter l'étranger de cette naturalisation de faveur ? Il est bien difficile de répondre de façon catégorique ; un décret qui nous apporterait quelques précisions serait le bienvenu ;

(1) Voir *Supra*, p. 21.

les instructions officielles reflètent en effet cette indécision ; on y peut lire : « Peuvent être considérés comme diplômes délivrés par les facultés françaises ceux qui confèrent les grades de docteur ou licencié, voire même le diplôme de pharmacien ». Ces derniers mots nous étonnent. Les études de pharmacien exigent 5 ou 6 années de travail et le diplôme qui les couronne ne devrait pas être considéré comme un diplôme minimum, admis ici avec une sorte d'indulgence. Néanmoins, il ressort de ces instructions que la Chancellerie exigera un diplôme d'enseignement supérieur, quitte à se montrer assez libérale lorsqu'elle aura à solutionner des cas délicats.

La dernière disposition demande quelques explications. L'article 9, paragraphe 1^{er}, du Code Civil, disait ceci : « Tout individu, né en France d'un étranger et qui n'y est pas domicilié à sa majorité, pourra jusqu'à l'âge de 22 ans accomplis, faire sa soumission de fixer en France son domicile et, s'il l'y établit dans l'année à compter de l'acte de soumission, réclamer la qualité de Français, par une déclaration qui sera à peine de nullité enregistrée au Ministère de la Justice ». Pourquoi faire une telle faveur à cet étranger ? Le lien qui l'unit à notre pays est bien faible. Sa naissance sur notre sol n'a pu être que l'effet du hasard et l'enfant quittera la France pour être élevé à l'étranger. On comprend les difficultés rencontrées par la Chancellerie pour se renseigner sur la jeunesse de tels individus ; la sécurité nationale n'était pas sauvegardée. Le législateur a

compris que cette faveur était exorbitante et il a ouvert à cet étranger la voie normale de la naturalisation. Néanmoins, prenant en considération le fait de sa naissance sur notre territoire, il a réduit le stage préalable et l'a ramené à un an. Le renforcement apporté au contrôle du Gouvernement ne présente en fait qu'un faible intérêt pratique ; les statistiques prouvent que, sous l'empire de l'article 9 du Code civil, les déclarations prévues à cet article étaient très rares et que certaines années pas une seule ne put être signalée.

Le mariage passé entre une personne étrangère et une personne française permet au conjoint étranger d'être naturalisé au bout de un an de séjour en France. Le cas devient de plus en plus actuel, par suite de l'application de l'article 8 ; la femme française conservant sa nationalité lors de son mariage et les enfants issus de cette union et nés en France devenant Français, l'étranger aura souvent tout intérêt à prendre notre nationalité.

La Chancellerie devra veiller, comme sous l'empire de l'ancienne loi à ce que des mariages ainsi conclus ne soient un moyen pour se soustraire à des mesures administratives.

Nous arrivons maintenant à une classe encore plus privilégiée de postulants ; le n° 3 de l'article 6 prévoit la naturalisation de tout individu né à l'étranger, soit d'un Français dont il ne suit pas la nationalité, soit d'une Française, ou né en France ou à l'étranger de parents dont l'un

a perdu la qualité de Français et ce à tout âge et sans condition de stage, pourvu qu'il soit domicilié en France. Il en est de même des familles proscrites lors de la révocation de l'Edit de Nantes. L'unique condition que l'étranger doit remplir est donc la fixation en France de son domicile ; aucun stage n'est exigé. Le privilège est fondé sur le lien du sang qui existe entre l'étranger et l'un de ses parents dont il ne doit pas suivre la nationalité. Si l'on se reporte au Code Civil, la même solution n'est admise qu'au profit de l'individu né en France ou à l'étranger de parents dont l'un a perdu la qualité de Français ; il n'est pas question du 2^e cas envisagé au 3^e de l'article 6 ; l'exclusion de cette catégorie d'individus ne s'explique pas ; le législateur a vu le parallélisme de ces deux situations et c'est avec raison qu'il les a traitées de façon identique.

Cette solution présente, en vertu de l'article 8, un intérêt pratique jadis inexistant.

La loi du 10 août 1927 n'a pas abrogé la loi sur le recrutement du 1^{er} avril 1923 ; or, les articles 3 et 12 disposent que les jeunes gens qui résident en France sans pouvoir justifier d'aucune nationalité et ceux qui, sans famille, ont été élevés dans des familles ou écoles françaises pendant au moins 8 ans doivent être inscrits sur les tableaux de recensement de leur classe d'âge et incorporés dans un régiment étranger, et cela à condition d'avoir déclaré à partir de 18 ans leur intention de réclamer la nationalité française.

Avec la faculté désormais reconnue à l'étranger de réclamer sa naturalisation dès l'âge de 18 ans révolus, il semble logique d'admettre que cet étranger peut acquérir le titre de Français sans avoir à justifier d'aucune condition de stage.

L'article 6 apporte enfin quelques restrictions au statut juridique de l'étranger. En effet, celui-ci ne peut être investi de fonctions ou mandats électifs que 10 ans après le décret de naturalisation, à moins d'avoir accompli les obligations du service actif dans l'armée française ou d'avoir obtenu un décret rendu sur rapport motivé du Garde des Sceaux par suite de services exceptionnels.

Je ne rappelle pas ici la discussion qui eut lieu, à cette occasion (1), les uns se refusant à admettre une telle exception, les autres voulant la limiter aux seuls mandats législatifs, comme le décidait l'article 3 de la loi de 1889. En face de l'immigration sans cesse croissante, qui aurait pu placer à la tête d'assemblées politiques ou professionnelles des éléments mal assimilés, l'exception est admise avec toutes ses conséquences. Néanmoins le texte législatif prévoit deux cas où l'exception ne jouera pas ; lorsqu'elle est opposée aux naturalisés qui ont accompli en France leur service militaire actif ou à des individus qui ont rendu à notre pays des services importants. Un individu qui se naturalise après l'âge de 30 ans ne peut prétendre avoir

(1) Cf. Projets de 1922 et 1925.

satisfait aux obligations militaires en France, en arguant de ce qu'il est désormais dégagé de tout service militaire actif. Ce serait lui accorder une faveur non méritée et le texte de la loi doit être interprété dans un sens strict.

Le délai de 10 ans ne sera abrégé pour motifs exceptionnels que par décret rendu sur rapport motivé du Garde des Sceaux. Nous voilà redevenus à la « Grande Naturalisation ». Il faut espérer que le Gouvernement saura user avec équité de cette mesure, qu'il n'en fera pas une procédure expéditive pour permettre à des éléments cosmopolites d'acquérir notre nationalité dans le seul but d'avoir les coudées franches pour mener à bien leurs spéculations en France.

De plus, cet article tranche un point de droit mal déterminé ; la restriction des droits civiques ne s'applique qu'aux étrangers d'origine ayant bénéficié de la naturalisation de droit commun ; en effet, l'article 6 traite spécialement de la naturalisation proprement dite et ce serait un peu arbitraire de vouloir étendre ses solutions aux bénéficiaires des déclarations de nationalité. Si le naturalisé a des enfants mineurs ceux-ci, par l'accomplissement de leur service militaire, se libéreront automatiquement de cette incapacité temporaire.

ART. 7. — « Peuvent obtenir la naturalisation, sans condition de stage, la femme majeure ou mineure mariée à un étranger qui acquiert postérieurement au mariage la nationalité française et les enfants majeurs de cet étranger.

Deviennent Français les enfants mineurs, légitimes ou légitimés, non mariés, d'un père ou d'une mère qui se fait naturaliser Français ou acquiert la nationalité française par application des articles 3 et 4.

Deviennent Français les enfants naturels mineurs, non mariés, quand le parent qui se fait naturaliser Français ou acquiert la nationalité française, conformément aux dispositions des articles visés à l'alinéa précédent, est celui dont ils devraient aux termes de l'article 1, paragraphe 4, premier alinéa, suivre la nationalité.

Les dispositions des deux précédents alinéas ne sont pas applicables :

1°) aux individus qui âgés de moins de 21 ans, auraient fait l'objet d'un arrêté d'expulsion dont les effets n'ont pas été suspendus;

2°) à ceux qui serviraient ou auraient servi dans les armées de leur pays d'origine ; toutefois, ces derniers ont la faculté de solliciter la naturalisation française sans condition de stage après l'âge de 18 ans. Les enfants mineurs mariés ont la faculté de solliciter la naturalisation sans condition de stage après l'âge de 18 ans ».

Jusqu'ici nous avons étudié les conditions et les effets de la naturalisation, n'ayant en vue que l'étranger lui-même ; il s'agit maintenant de considérer les répercussions de cette naturalisation sur les membres de la famille dont celui-ci est le chef.

Les conséquences de l'acquisition de la qualité de Fran-

çais sont successivement envisagées dans cet article 7. Le premier alinéa ne maintient pas la solution donnée dans le Code Civil à l'article 12, paragraphe 2 ; celui-ci disait : « La femme de l'étranger qui, postérieurement au mariage, acquiert la qualité de Français et ses enfants majeurs ne peuvent acquérir la même nationalité qu'à condition de formuler leur réclamation en même temps que le chef de famille ; désormais ils solliciteront sans condition de stage et à leur gré la nationalité française.

L'enfant mineur, légitime ou légitimé, non marié, suit la condition de son père pendant la durée du mariage ; tel est le principe : le père est le chef de famille et il impose son statut à ses enfants. Mais si celui-ci vient à mourir, que la mère survive et se fasse naturaliser Française, il est juste que les enfants mineurs suivent la nationalité de la personne qui est à leur égard dotée de la puissance paternelle ; l'alinéa 2 décide que le mineur devient Français si le survivant de ses parents acquiert cette qualité. La même solution devait être logiquement admise pour l'enfant naturel mineur non marié qui est dans une situation identique lorsque celui de ses parents dont il suit la nationalité se fait naturaliser Français.

Si nous comparons ces trois premiers alinéas de l'article 7 à la législation antérieure, nous voyons que l'innovation essentielle consiste dans la suppression de la faculté pour les enfants mineurs de décliner la qualité de Français dans l'année de leur majorité. Le but poursuivi par le

législateur tend, en effet, à conserver en France le plus grand nombre possible des individus qui exercent sur notre sol leur activité ; les assimiler eux et leurs enfants est une nécessité nationale pour le pays qui se dépeuple. C'est cette conception d'ordre pratique qui a dicté les dispositions précitées. Néanmoins, la naturalisation automatique des enfants mineurs pouvait, dans certains cas, présenter de graves inconvénients, lorsque ceux-ci étaient nettement indésirables. Aussi, les précédents alinéas ne sont-ils pas applicables :

1°) aux individus qui âgés de moins de 21 ans auraient fait l'objet d'un arrêté d'expulsion dont les effets n'ont pas été suspendus ;

2°) à ceux qui serviraient ou auraient servi dans les armées de leur pays d'origine ; ceux-ci pourront solliciter la naturalisation française, sans condition de stage, après l'âge de 18 ans.

La première exception s'explique d'elle-même. Quant à la seconde, elle est basée sur la présomption d'attachement du mineur à son pays d'origine, dont il accepte librement les charges. M. Lisbonne s'expliquait en ces termes devant le Sénat : « La loi ne saurait leur accorder d'autorité une faveur qu'ils peuvent ne pas être libres d'accepter ; elle leur marque alors sa sympathie en leur donnant la faculté de solliciter leur naturalisation sans condition de stage aussitôt qu'ils auront atteint l'âge de 18 ans.

L'article 7 in fine dispose que les enfants mineurs ont

la faculté de solliciter la naturalisation française, sans condition de stage, après l'âge de 18 ans. Cette disposition est basée sur la même présomption que précédemment. Par son mariage le mineur sort du groupement familial, pour fonder à son tour un foyer dont il sera le chef ; ses intérêts deviennēnt différents de ceux de ses parents et il est généralement intéressé à conserver sa nationalité d'origine ; de plus, si le législateur l'avait assimilé au mineur marié, la sécurité nationale aurait pu en souffrir ; des renseignements spéciaux sont en effet nécessaires pour connaître exactement les antécédents de l'individu soumis à des influences nouvelles. Il était juste de leur permettre de solliciter la naturalisation française dès qu'ils auraient atteint l'âge de 18 ans.

Cet âge de 18 ans, nous l'avons dit plus haut, a été admis comme date de la majorité légale, mais seulement pour l'obtention de notre nationalité. Jusqu'à 21 ans, les enfants mineurs suivront la nationalité du chef de famille : la majorité de 18 ans n'est prise en considération que s'il s'agit d'individus tombant dans le cadre des exceptions prévues à l'article 7, c'est-à-dire de mineurs qui ont contracté mariage ou ont pris du service dans leur pays d'origine. Ces deux majorités doivent donc être envisagées séparément et leur choix est fonction de la situation juridique du mineur.

CHAPITRE V

Influence du mariage sur la Nationalité de la femme

Permettre à la femme française qui épouse un étranger de conserver sa nationalité était une idée depuis longtemps à l'ordre du jour. Nous avons vu, lors de l'étude de l'article 19 du projet Lhopiteau (1), les raisons données par le rapporteur pour le maintien à la femme de sa nationalité : distinction entre l'intérêt matériel et moral, disparition des difficultés lors de l'ouverture des successions auxquelles la femme sera appelée ; le sentiment national reste avivé par la conservation de la qualité de Française, etc.... D'où il conclut que cette transformation, loin de compliquer, simplifierait au contraire les rapports entre époux.

L'article 8 est ainsi conçu : « La femme étrangère qui épouse un Français n'acquiert la qualité de Française que sur sa demande expresse ou si, en conformité des dispositions de sa loi nationale, elle suit nécessairement la condition de son mari.

La femme française qui épouse un étranger conserve

(1) Voir Supra, p. 9.

la nationalité française, à moins qu'elle ne déclare expressément vouloir acquérir, en conformité des dispositions de la loi nationale du mari, la nationalité de ce dernier.

Elle perd la qualité de Française si les époux fixent leur premier domicile hors de France après la célébration du mariage, et si la femme acquiert nécessairement la nationalité du mari, en vertu de la loi nationale de ce dernier ».

La lecture de ce texte montre le libéralisme, inspiré par la préoccupation d'être juste, du législateur français. Nombre de législations ont récemment admis la même solution, mais se sont cantonnées dans un étroit égoïsme en refusant la réciprocité aux femmes étrangères qui épousent leurs nationaux. Il en est ainsi en Belgique, en Esthonie et en Roumanie, où les femmes étrangères qui épousent des Belges, Esthoniens et Roumains prennent automatiquement la nationalité de leur mari (1). Ce n'est pas qu'en France la discussion ait été facile; les partisans de la vieille théorie de l'unité du statut familial n'ont pas été sans soulever nombre d'objections, basées en majeure partie sur l'état démographique du pays.

Enfin, il apparut aux yeux de tous combien il était étroit de vouloir limiter une mesure que le plus élémentaire sentiment d'équité demandait de généraliser; l'ancienne suprématie de la conscience ou de la pensée est donc supprimée, qu'il s'agisse d'une femme française ou étrangère.

(1) Cf. Calbairac : La Nationalité de la femme mariée, Paris, 1926.

D'ailleurs, pour respecter la libre volonté des parties, l'article 8 envisage la possibilité d'adopter l'ancien système qui, de régime de droit commun, devient régime d'exception. En d'autres termes, le droit nouveau admet que la femme française ou étrangère peut acquérir la nationalité de son mari, au regard de la loi française, par une déclaration expresse ; la présomption de la loi est renversée ; la femme est censée demeurer fidèle à sa patrie d'origine.

Faut-il louer sans réserve cette innovation capitale qui rompt l'unité du statut familial ? Avant de porter un jugement, il est bon d'essayer d'envisager les conséquences d'une telle modification de principe. Dans les rapports entre époux, des complications certaines vont apparaître (1). Supposons deux époux, l'un Français, l'autre Italien ; ils se sont mariés sans contrat ; quel est leur régime matrimonial ?... En France, le régime légal est celui de la communauté et en Italie celui de la séparation de biens ; on ne peut appliquer respectivement les deux systèmes. Alors, pour quelles raisons adopter l'un plutôt que l'autre ?

Les droits successoraux varieront suivant que la mort frappera le mari ou la femme.

Puis, si la loi nationale de l'un des conjoints admet l'irrévocabilité des donations entre époux, on pourra voir l'autre conjoint, dont la loi reconnaît la révocabilité, réclamer la restitution de ses libéralités et cela, sans contrepartie possible.

(1) Cf. Valéry : La Nationalité française, p. 13 et suivantes.

Laissons de côté les cas où s'agitent seulement des intérêts matériels et envisageons ceux où des intérêts moraux sont en présence. Notre droit français consacre le principe de la fidélité conjugale ; en Russie soviétique, ce devoir réciproque n'est pas sanctionné ; dès lors l'épouse russe pourra impunément tromper son conjoint français.

Qu'un conflit survienne avec une nation voisine, les femmes de ce pays mariées à des Français et ayant conservé leur nationalité seront-elles internées ? Nous verrions le mari partir se battre sur les champs de bataille et la femme gagner un camp de concentration.

Ou bien ce serait un homme d'Etat, jouissant d'une haute situation, qui se verrait soupçonné par suite de son union et qui serait obligé de se démettre.

Enfin, les conséquences les plus graves qui résultent de cette innovation se produisent en matière de divorce. Certains pays n'admettent pas le divorce et restent fidèles au principe de l'indissolubilité du mariage. Parmi ces pays l'Italie et l'Espagne nous envoient tous les ans un fort contingent d'émigrants ; les mariages avec des Français sont fréquents. Soit une Italienne mariée à un Français : celui-ci demande et obtient le divorce ; mais à l'égard de sa femme, soumise à des lois qui n'admettent pas le divorce, le jugement n'a aucune valeur. D'où il résulte que le mari seul est délié de toutes obligations, qu'il peut légalement se marier. La femme, au contraire, demeure engagée

dans les liens du mariage ; elle ne peut prendre époux, reste soumise au devoir de fidélité et si elle passe outre est passible de poursuites pour adultère. Que la femme vienne à décéder, et le mari pourrait se trouver parmi les héritiers de son ex-femme !

Il y a là un ensemble de difficultés tenant à cette dualité de nationalité et pour les résoudre il faut, si l'on veut éviter des solutions absurdes, envisager la naturalisation d'un des deux époux, afin de ramener l'unité dans le statut familial.

Enfin, les formalités exigées par la loi sont-elles vraiment heureuses, et peut-on affirmer qu'elles ne créent que des entraves négligeables en face de garanties certaines ?

Le décret du 10 août 1927 distingue : le mariage a-t-il lieu sur un territoire français, l'officier de l'état-civil invite le futur époux à produire un certificat de coutume précisant, au regard de sa loi nationale, les effets du mariage contracté avec un étranger sur la nationalité de la femme. Avant la célébration du mariage, l'étrangère doit manifester son intention de devenir française et, à cet effet, elle souscrit devant l'officier d'état-civil une déclaration établie en double exemplaire. L'un des exemplaires est envoyé au Procureur de la République, qui le transmet à la Chancellerie, l'autre est remis à l'intéressé.

Le mariage a-t-il lieu hors de France, la déclaration doit être faite devant un agent diplomatique ou consulaire français, avec production du certificat de coutume.

La loi ne précise pas qui doit délivrer les certificats de coutume, quelles sont les autorités compétentes ; il est à craindre que ce certificat devienne une pure formalité et que le maire accepte, surtout dans les campagnes du Midi où les immigrants latins sont nombreux, n'importe quel certificat délivré par des hommes d'affaires peu scrupuleux.

De plus, certaines femmes pourront se heurter à des administrations peu désireuses de les dénationaliser, et qui leur refuseront tout certificat ; dans ce cas, pour s'éviter les frais de démarches réitérées, les futurs époux renonceraient au mariage légal pour se contenter de l'union libre ; le but de la loi sera manqué.

Si le mariage a lieu hors de France, les futurs conjoints auront tout intérêt à s'unir selon la loi du pays où ils se trouvent ; le ressort de nos consulats à l'étranger étant souvent fort étendu, les formalités prescrites par le décret seraient la source de dépenses élevées.

Le législateur, dans le but de parer à des cas de double nationalité, dispose dans le dernier alinéa de l'art. 8 que la femme mariée à un étranger perd sa qualité de française si les époux fixent leur premier domicile hors de France, après la célébration du mariage, et si la femme acquiert nécessairement la nationalité du mari, en vertu de la loi nationale de ce dernier. Le cumul de nationalités a-t-on dit, serait pour la femme une cause de gêne lors du règlement de ses intérêts pécuniaires et il est ainsi heureusement évité.

Mais en fait, cette option tacite soumise à la réunion des deux conditions précitées ne contribuera-t-elle pas, souvent, à augmenter le nombre des cas où la nationalité de la femme sera incertaine. Cette mesure, pour être efficace, est en effet subordonnée à la bonne foi des parties ; si la déclaration du domicile faite par le futur époux est mensongère, qu'en résultera-t-il ? Il sera souvent bien difficile de prouver quel a été le premier domicile de fait des époux. Soit encore un premier domicile établi en France, mais quelques jours après leur union, l'étranger est l'objet d'un arrêté d'expulsion et il quitte alors avec sa femme notre pays. Peut-on dire que le premier domicile se situe vraiment en France ? La réponse est délicate, et il faudra se baser sur des circonstances de fait pour se prononcer sur chaque cas particulier.

L'article 14 a) règle la situation de la Française qui a épousé un étranger antérieurement à la mise en vigueur de la loi du 10 août 1927 : « Toute française qui aura épousé un étranger antérieurement à la mise en vigueur de la présente loi peut, si elle réside habituellement depuis 2 ans au moins en territoire français, recouvrer la nationalité française par une déclaration faite devant le juge de paix de son domicile ou à défaut de sa résidence, dans l'année de la promulgation de la présente loi.

Pendant la durée du mariage, cette faculté ne pourra être exercée qu'avec l'autorisation du mari, si le domicile conjugal est fixé sur le territoire national. Toutefois, ces 2

conditions ne seront pas exigées en cas d'absence, de disparition, d'incapacité légale du mari en cas de séparation de corps, ou si les époux étant séparés de fait depuis un an, une instance en séparation de corps ou en divorce est déjà engagée.

Ces déclarations seront souscrites conformément aux dispositions de l'art.5 de la présente loi.

Leur enregistrement pourra être refusé pour cause d'indignité, conformément aux dispositions de l'art. 3, alinéa 3.

Après l'expiration du délai susvisé, ou en l'absence des conditions précitées de domicile et de résidence, la femme ayant perdu la qualité de française par suite de son mariage avec un étranger ne peut être réintégrée que dans les termes de l'art. 11 de la présente loi.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent également aux alsaciennes et lorraines ayant épousé un ressortissant étranger avant le 11 novembre 1918 et qui, par suite de leur mariage, n'ont pas été réintégrées de plein droit dans la nationalité française, en vertu du paragraphe 1^{er} de l'annexe à la Section V partie III du traité de Versailles. »

La loi a donc un certain effet rétroactif ; les femmes veuves ou divorcées antérieurement au 10 août 1927, pourront obtenir leur réintégration, non par voie de décret, mais par une simple déclaration, à condition toutefois que sa souscription intervienne dans l'année de la promulgation de la présente loi.

Mais si la femme s'est mariée sous l'empire de l'ancien système et vit avec son mari, va-t-elle pouvoir se réclamer de la nationalité française par une simple déclaration alors que légalement, par son mariage avec un étranger, elle a acquis la nationalité de ce dernier. Lui permettre de son seul gré de changer son statut aurait entraîné parfois de graves conséquences, en particulier des querelles de ménage peut-être sans issue.

Depuis son union, la femme est devenue incapable, et l'alinéa 2 de l'art. 14 a) prévoit avec raison la nécessité de l'habitation maritale pour que la femme puisse redevenir Française. Cette habilitation ne peut venir de la justice, dans le cas où la volonté de la femme se heurterait au refus du mari ; l'article 219 du Code civil est inapplicable ici dans l'intérêt même de la bonne entente entre époux. Il en sera autrement si le mari est absent, disparu, atteint d'incapacité légale ; dès lors la femme souscrira sa déclaration sans aucune autorisation. Enfin, la même solution est donnée lorsque la femme est dans l'impossibilité matérielle d'obtenir l'habilitation requise, c'est-à-dire dans le cas où les époux étant séparés de fait depuis un an, une instance en séparation de corps ou en divorce est déjà engagée.

M. Mallarmé parlant de ces déclarations disait devant la Chambre : « Il peut se présenter des cas dans lesquels ces renationalisations seront dangereuses ou indésirables ; il s'agit souvent de femmes qui ont été mariées à des étran-

gers depuis longtemps et qui ont pu vivre à l'étranger pendant des années avant de venir se fixer en France, aussi peuvent-elles avoir acquis une mentalité et des sentiments qui rendront suspect leur désir de redevenir Françaises. Sans doute le Gouvernement aurait ultérieurement l'arme de la déchéance judiciaire prévue par l'article 9, 5°. Mais ne vaut-il pas mieux dans de pareils cas, prévenir plutôt que réprimer ? D'ailleurs il peut se produire des cas d'indignité que la procédure de déchéance judiciaire ne permettrait pas d'atteindre.

Nous proposons donc de donner ici au Gouvernement le droit de refuser, conformément à l'article 3, alinéa 3 et avec les mêmes garanties, l'enregistrement de la déclaration pour cause d'indignité ».

L'avant dernier alinéa de l'article 14 a) prévoit formellement ce refus d'enregistrement pour cause d'indignité, ce qui laissera au Gouvernement toute liberté pour écarter les éléments dangereux et indésirables.

Quant aux formalités auxquelles est soumise la déclaration, l'article 14 a) renvoie à l'article 5 ; par conséquent le juge de paix se livrera à une enquête sur la moralité et le loyalisme de la femme, puis, par l'intermédiaire du Procureur de la République, il transmettra au Ministère de la Justice l'ensemble du dossier. Le Ministre admettra ou refusera l'enregistrement, dans les conditions prévues à l'article 3, alinéa 3 ; dans le premier cas, la femme recouvrera pour l'avenir seulement la nationalité française.

La production du certificat de coutume pourra dans le cas de l'article 14 a) présenter de sérieuses difficultés. Ou bien l'obtention en sera impossible parce que les autorités constituées auxquelles s'adressent l'intéressée représentent des Etats nouveaux, qui n'existaient pas au jour du mariage : il en sera ainsi de la Française mariée avant guerre à un Polonais qui alors était Russe. Ou bien l'obtention du certificat sera très délicate : on a cité dernièrement le cas d'une Française mariée à un Russe, réfugié chez nous ; en s'adressant au Gouvernement des Soviets elle livrait à cette autorité le secret de la retraite de son époux et exposait la famille de ce dernier à des représailles les plus rigoureuses. Ou enfin la femme se heurtera à un refus catégorique de délivrer ce certificat, le pays du mari n'admettant pas ce changement de nationalité.

CHAPITRE VI

De la perte de la qualité de Français

ART. 9. — « Perdent la qualité de Français :

1°) le Français naturalisé à l'étranger ou celui qui acquiert sur sa demande une nationalité étrangère par l'effet de la loi, après l'âge de 21 ans.

Toutefois, jusqu'à l'expiration d'un délai de 10 ans à partir soit de l'incorporation dans l'armée active, soit de l'incorporation sur les tableaux de recensement en cas de dispense de service actif, l'acquisition de la nationalité étrangère ne fait perdre la qualité de Français que si elle a été autorisée par le Gouvernement français ;

2°) le Français qui a répudié la nationalité française dans le cas prévu à l'article 2 ;

3°) le Français, même mineur, qui, possédant par l'effet de la loi, sans manifestation de volonté de sa part, une nationalité étrangère, est autorisé sur sa demande par le Gouvernement français à la conserver ;

4°) le Français qui, remplissant à l'étranger un emploi dans un service public, le conserve nonobstant l'injonction de le résigner dans un délai déterminé qui lui aura été

faite par le Gouvernement français. Cette mesure ne pourra être étendue à la femme et aux enfants mineurs que par décision des tribunaux civils rendue dans les formes prévues à l'article 10 ;

5°) le Français qui, ayant acquis sur sa demande ou celle de ses représentants légaux la nationalité française, est déclaré déchu de cette nationalité par jugement.

Cette déchéance peut être encourue :

a) pour avoir accompli des actes contraires à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat français ;

b) pour s'être livré, au profit d'un pays étranger à des actes incompatibles avec la qualité de citoyen français ;

c) pour s'être soustrait aux obligations résultant pour lui des lois de recrutement ».

Le 1° de l'article fixe à 21 ans l'âge auquel le Français peut perdre la qualité de ressortissant de notre pays ; cette précision ne fait que confirmer une jurisprudence bien établie.

Dans l'article 17 du Code civil, au premier alinéa, il est dit que si l'individu est encore soumis aux obligations du service militaire dans l'armée active, la naturalisation à l'étranger ne fera perdre la qualité de Français que si elle a été autorisée par le Gouvernement français.

Avant la loi de recrutement du 1^{er} avril 1923, on entendait par armée active le contingent faisant le service actif, soit 3 ans ; puis les réserves d'active d'une durée de 11 ans ; en somme la naturalisation demeurait interdite.

pendant 14 ans si ce n'est avec l'autorisation du Gouvernement. Depuis 1923, les anciennes divisions ont été profondément modifiées : service actif : un an et demi ; disponibilité : 2 ans ; première réserve : 16 ans 1/2 ; seconde réserve : 8 ans. La première réserve est à cheval sur le temps du service actif et d'armée territoriale de l'ancienne loi ; il n'y avait donc moyen d'admettre par analogie une période qui pût cadrer avec le précédent système.

Le législateur a heureusement solutionné cette question ; désormais l'autorisation gouvernementale est limitée à un délai de 10 ans à partir de l'incorporation dans l'armée active, ou de l'inscription sur les tableaux de recensement en cas de dispense du service actif.

La circulaire ministérielle conclut en ces termes : « Ce texte réalise ainsi, en ne maintenant pas en fait dans une allégeance perpétuelle le Français soumis aux obligations militaires, une juste conciliation entre les intérêts de la défense nationale et ceux de l'individu qui, après s'être effectivement libéré de sa dette de sang, peut légitimement désirer acquérir une nationalité étrangère et servir parfois utilement au dehors de notre influence ».

Le paragraphe 2° dit que cesse d'être Français celui qui a répudié la nationalité française dans le cas prévu à l'article 2. Or, dans ledit article, il est question de l'enfant légitime né en France d'une mère étrangère qui y est elle-même née, et de l'enfant naturel, né en France de parents étrangers dont l'un, celui qui ne lui donne pas son statut

national, est né en France. La loi accorde à ces enfants l'exercice, lors de la majorité, du droit de répudiation. Mais n'est pas visée l'hypothèse de l'article 4 : devient Français à l'âge de 21 ans, s'il est domicilié en France, tout individu né en France d'un étranger, à moins que dans l'année qui suit sa majorité il n'ait décliné la qualité de Français. Ainsi est résolue la question de savoir si cet individu doit ou non être considéré comme Français pendant sa minorité ; le caractère énumératif, donc limitatif, du paragraphe 2 exclut nécessairement dans le domaine de la nationalité la théorie de la condition suspensive ; il devra donc être considéré comme n'ayant jamais été Français.

Le paragraphe 3° permet de dégager des liens de la nationalité française les enfants mineurs qui nécessairement acquièrent, dans le pays où ils se trouvent et cela de plein droit, la qualité de ressortissant dudit territoire. La loi n'envisage la naturalisation que de l'individu majeur, et, sans cette disposition, on se serait inévitablement heurté à un cumul de nationalité.

Par conséquent, perd la qualité de Français l'individu, même mineur, qui possédant par l'effet de la loi, sans manifestation de volonté de sa part, une nationalité étrangère, est autorisé sur sa demande par le Gouvernement français à la conserver. Qu'il s'agisse d'un Français d'origine ou d'un fils d'étranger possédant « jure soli » notre nationalité, il pourra être dégagé dans toutes les hypothèses de sa citoyenneté française ; c'est bien là une solution nou-

velle, si l'on essaie d'établir un parallèle avec la législation antérieure.

L'article 17, § 1 du Code civil est, en effet, ainsi conçu : « Perd la qualité de Français, le Français naturalisé à l'étranger ou celui qui acquiert sur sa demande la nationalité étrangère par l'effet de la loi.

S'il est encore soumis aux obligations du service militaire pour l'armée active, la naturalisation à l'étranger ne fera perdre la qualité de Français que si elle a été autorisée par le Gouvernement français ».

Il est question ici du mineur du sexe masculin, et la naturalisation dont traite l'article est celle que l'on qualifie naturalisation de droit commun. Néanmoins, par suite des nécessités internationales, la Chancellerie avait, de la façon la plus arbitraire, étendu les dispositions précitées au cas de naturalisation de plein droit. La doctrine sera maintenant en complet accord avec le Gouvernement pour mettre fin au cumul de nationalité qui, comme on l'a dit, est une anomalie du droit des gens, à laquelle toute législation moderne doit pouvoir remédier.

Jusqu'ici nous avons étudié trois cas de perte de la nationalité qui n'ont aucun caractère pénal, mais dont le seul but est d'éviter une double nationalité. Les paragraphes 4 et 5 envisagent au contraire comme une peine civile le retrait de la qualité de Français.

La première cause de déchéance est la conservation par un Français, malgré l'injonction de résigner faite par le

Gouvernement, d'un emploi rempli à l'étranger dans un service public.

Dans le Code Civil, l'art. 17, § 3, employait des termes moins extensifs ; il n'y était question, en effet, que de l'exercice de fonctions publiques. La nouvelle formule, plus large, s'applique à toute activité déployée à l'étranger au bénéfice d'un service dont dépend la sécurité nationale, tel que chemins de fer ou canaux, même exploités par des sociétés privées.

Pour apprécier l'activité déployée par le Français à l'étranger, il faut se baser sur notre conception du service public ; de plus, certains emplois répondant à la même appellation qu'en France revêtent à l'étranger un caractère très différent ; aussi, dans chaque cas particulier, il sera bon d'étudier les conditions dans lesquelles s'exerce la profession.

Cette disposition permet-elle de dire que le Gouvernement est en mesure de parer aux conséquences dangereuses d'une activité mal dirigée de ses nationaux ? La déchéance de la qualité de Français ne peut malheureusement s'appliquer à celui qui mène à l'étranger une campagne nettement antifrançaise soit par le moyen de la presse, soit en dirigeant des sociétés secrètes. Il est regrettable que cet individu puisse, sans crainte d'être déchu de son statut national, continuer impunément à déployer une telle activité.

L'ancien article 17 n° 3 stipulait que l'emploi devait être

accepté par le Français ; une fonction publique imposée n'entraînait pas la déchéance. Bien que la loi nouvelle ne reproduise pas cette solution, celle-ci doit être maintenue, étant par trop évidente.

Enfin, si la loi ne spécifie pas les formes de l'injonction du Gouvernement français, c'est que l'on est ici dans le domaine gouvernemental le plus gracieux qui soit : le Gouvernement agit dans le sens où l'intérêt du pays se trouve satisfait : tantôt il se montrera très large, ignorera l'activité déployée par ses nationaux si elle est bienfaisante ; tantôt il agira au contraire avec rigueur.

L'opportunité de l'injonction échappe donc à tout recours. Les tribunaux apprécieront seulement si les conditions exigées sont ou non remplies.

Si nous avons vu que la naturalisation entraîne des effets collectifs, il n'en va pas de même lors de la perte de la qualité de Français, mesure qui demeure individuelle. Le paragraphe 4 se termine en précisant que la déchéance ne peut être étendue à la femme et aux enfants mineurs de l'intéressé qu'en vertu d'une décision de justice, rendue dans les formes prévues pour la déchéance de la qualité de Français des individus naturalisés. Le Gouvernement gardera ainsi toute sa liberté d'appréciation, pouvant, par l'intermédiaire du ministère public, intenter une demande de déchéance pour tous les membres de la famille, si ceux-ci ont donné des preuves d'un loyalisme douteux.

Ce paragraphe 4 est venu se substituer à la disposition du Code civil qui déclarait déchu celui qui, sans autorisation du Gouvernement, avait pris du service militaire à l'étranger.

Nous avons précédemment montré combien cette mesure donnait des résultats contraires au but poursuivi : au lieu d'être une peine, elle faisait échapper certains individus aux obligations militaires si lourdes en France ; son maintien sous l'empire de la loi nouvelle eût permis de rendre inefficace le § 1 de l'article 9, qui exige pour toute naturalisation de Français à l'étranger, l'autorisation gouvernementale, et cela pendant les 10 années qui suivent l'accomplissement du service actif.

Pour éviter que certains intéressés arguent du principe de non rétroactivité, l'article 14 b) est ainsi conçu : « La prise du service militaire à l'étranger, même antérieure à la promulgation de la présente loi ne peut entraîner la déchéance de la qualité de Français, à moins que cette déchéance n'ait été constatée par une décision passée en force de chose jugée ». Comme le dit le rapporteur au Sénat, la pratique franchement frauduleuse permise par l'ancienne disposition législative devant immédiatement cesser, l'intérêt public l'exigeait.

Enfin, le dernier paragraphe déclare : perd la qualité de Français celui qui, ayant acquis sur sa demande ou celle de ses représentants légaux, la nationalité française, est déclaré déchu de ladite nationalité par jugement.

Nous nous sommes attardés, lors de l'étude du second rapport de M. le sénateur Lisbonne (1), sur la discussion qui a fini par aboutir à la substitution à une formule très vague d'une énumération de trois cas dans lesquels la déchéance peut être encourue.

On avait, en effet, compris la nécessité de préciser, dans la mesure du possible, les actes vraiment incompatibles avec la qualité de Français. Avec une formule trop large, on risquait de priver certains individus de leur nationalité pour des faits seulement répréhensibles, et l'on créait ainsi des « heimathlosen ».

Désormais la déchéance peut être encourue :

a) pour avoir accompli des actes contraires à la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat français ;

b) pour s'être livré, au profit d'un pays étranger à des actes incompatibles avec la qualité de citoyen français, et contraires aux intérêts de la France ;

c) pour s'être soustrait aux obligations résultant pour lui des lois de recrutement.

Le texte dit que le tribunal civil peut » dans ces cas prononcer la déchéance ; il n'est donc pas lié par la loi, mais ces dispositions seront pour lui une leçon de prudence, car elles témoignent du souci du législateur de tempérer l'ancienne procédure.

Malgré ces précisions, le juge sera généralement fort

(1) Cf. p. 35 et suivantes.

embarrassé, car l'article 9 est bien loin de nous fournir un caractère du bon Français ; il hésitera à appliquer la déchéance de la nationalité française à des individus qu'il rendrait ainsi sans patrie ; des sanctions civiles et pénales eussent été plus efficaces et plus proportionnées à la faute commise. De plus, il est regrettable que ces trois cas de déchéance ne s'appliquent pas à tous les Français sans exception ; nous aurions eu une arme précieuse pour réduire au silence les quelques éléments de trouble réintégrés, qui poursuivent dans les provinces recouvrées une campagne antinationale.

L'article 10 corrobore la tendance à plus de libéralisme de l'article 9. Il est ainsi conçu : « L'action en déchéance doit être exercée dans un délai de 10 ans à partir de l'acquisition de la qualité de Français, délai qui court seulement à dater de la promulgation de la présente loi, si l'acquisition de cette qualité est antérieure à sa mise en vigueur.

Pour les personnes qui ont acquis la nationalité française antérieurement à la mise en vigueur de la présente loi, la déchéance ne pourra être encourue que pour des faits postérieurs à cette mise en vigueur.

L'action est intentée, sur la demande du Ministre de la Justice, par le ministère public, devant le tribunal civil du domicile, ou à son défaut de la résidence de l'intéressé. Lorsque son domicile et sa résidence sont inconnus ou se trouvent en un pays étranger, l'action est intentée devant

le tribunal du dernier domicile ou de la dernière résidence connus.

La procédure, les voies de recours et les frais de justice, ainsi que les effets de la décision définitive, sont réglés suivant les formes prévues par les articles 2 à 12 inclus de la loi du 18 juin 1917, exception faite de l'alinéa 2 de l'article 11 de ladite loi ; toutefois le juge commis s'il y a lieu, par le tribunal, aux fins d'enquête, doit, à peine de nullité de l'acte et de la procédure ultérieure, se conformer aux articles 3, 9 et 10 de la loi du 8 décembre 1897 ».

Le dernier paragraphe traite de la procédure qui doit se dérouler dans les formes tracées par la loi du 18 juin 1917 ; nous les résumons rapidement :

Le tribunal est saisi par une requête que lui adresse le Procureur de la République, et dans laquelle celui-ci demande la nomination d'un juge enquêteur. Le Président rend une ordonnance à cet effet, et celle-ci est signifiée à l'intéressé ; à noter le délai de 15 jours au moins entre la citation et la comparution si l'individu est domicilié ou réside en France ou dans les Colonies, et de 2 mois s'il réside à l'étranger.

L'enquête suit son cours : les témoins et le naturalisé sont entendus ; ce dernier aura le droit de se faire assister d'un défenseur qui recevra communication de la procédure la veille de chacun des interrogatoires ; le caractère pénal de la déchéance explique cette exigence de la loi.

L'enquête une fois close, le dossier est transmis au

Procureur de la République ; le Procureur peut arrêter l'affaire, s'il ne juge pas la déchéance suffisamment conditionnée ; s'il croit de son devoir de requérir la déchéance il cite l'intéressé devant le tribunal siégeant en Chambre du Conseil, en se conformant aux délais précités.

Au jour fixé dans la citation, le juge rapporteur donne en chambre du conseil les résultats de son enquête ; le Procureur de la République est entendu en ses réquisitions ; l'intéressé et son défenseur font toutes observations qu'ils jugent utiles.

Ou bien le tribunal décide de poursuivre l'enquête, ordonne la comparution de certains témoins ; ou bien il rend immédiatement son jugement. Celui-ci doit être rendu en audience publique.

Les voies de recours sont les suivantes : pas d'opposition possible ; appel dans les 10 jours du prononcé du jugement, ou de la signification à personne ou à domicile en cas de défaut.

Dans le mois de l'appel, la Cour statue sur citation du Procureur général. Dans le mois qui suit le jour de la signification de l'arrêt à personne ou à domicile ou de l'insertion au Journal Officiel, les parties peuvent former un pourvoi en cassation, qui est porté devant la Chambre Civile.

Dans son rapport M. Lisbonne, après avoir examiné les articles 9 et 10, conclut en ces termes : « Dans ces limites et sous ces garanties, la dénaturalisation ne cons-

tituera pas un danger pour les nouveaux Français et donnera à l'Etat la protection nécessaire contre ceux qu'il aurait trop hâtivement et imprudemment accueillis ».

Ces paroles sont caractéristiques de la crainte qu'éprouvait le législateur de nationaliser des éléments indésirables. Avec la nouvelle loi, qui admet si largement la naturalisation, le Gouvernement voulait se réserver le pouvoir de révoquer sa libéralité pendant un certain temps. Théoriquement, ce retrait de nationalité se conçoit mal, puisque, pour demander la qualité de Français, l'individu a dû renoncer à son statut d'origine ; dès lors cette mesure va le rendre « heimathlos », résultat en contradiction avec les principes du droit des gens.

L'Administration, dit-on, ne peut s'en prendre qu'à elle-même, elle aurait dû procéder à l'enquête préalable avec plus de diligence et refuser la faveur demandée si elle jugait insuffisant le loyalisme du postulant.

En fait, si cette mesure se justifie, encore faut-il que des faits d'un caractère vraiment grave permettent seuls le déclenchement d'une telle procédure. En France, le législateur l'a compris ; en d'autres pays, le souci d'éliminer tout nouveau sujet à moralité douteuse aboutit à une législation particulièrement égoïste ; ainsi en est-il en Angleterre, où est déchu le naturalisé qui a été condamné dans les 5 années qui suivent la délivrance du certificat de naturalisation, à un emprisonnement de 12 mois ou à la peine de la servitude, ou bien encore à une amende de 100 livres

au moins. Ces condamnations ne prouvent pas l'absence de loyalisme chez le naturalisé, puisque des peines similaires peuvent être prononcées contre des nationaux d'origine. Pendant la guerre, nous avons à faire face aux ennemis du dehors et, dans l'intérieur, certains individus anciens ressortissants de pays ennemis avaient acquis notre nationalité, mais dans le but de pouvoir mener à bien leur espionnage. Il fallait être en mesure de parer à de telles éventualités ; les lois de circonstance de 1915 et 1917 sont établies sur la présomption de conservation de la nationalité d'origine et, par conséquent, sur l'acquisition frauduleuse du titre de Français.

La circulaire adressée aux préfets s'exprime ainsi : « Sur ce terrain de la fraude, le principe de la déchéance judiciaire nous semble légitime. Pourquoi ne ferait-on pas ici, dans l'intérêt de l'Etat, une application du vieil adage « *frans omnia corrumpit* », à condition toutefois que cette présomption ne s'étende pas indéfiniment après la naturalisation et qu'elle soit basée sur des signes certains ».

C'est donc la même idée qui a inspiré le législateur, lors de la rédaction des articles 9 et 10, d'autant que l'importante réduction du délai de stage pouvait faire craindre des naturalisations demandées seulement dans le but de satisfaire des intérêts personnels momentanés.

De plus, une catégorie toute spéciale de naturalisés rendait cette mesure indispensable ; le traité de Versailles envisage, en effet, l'acquisition de la qualité de Français

par les conjoints des alsaciens-lorrains. « Si la déchéance judiciaire, dit M. Mallarmé, est admissible pour les naturalisés dont la demande a fait l'objet d'une enquête individuelle, puis d'un décret spécial de naturalisation, on doit l'admettre a fortiori pour des individus qui profitent de la clause d'un traité en vue de réclamer, par dizaine de mille, une nationalité, et dont, manifestement, il a été impossible d'examiner individuellement les antécédents de vie ou la sincérité de sentiments ».

La menace d'une semblable mesure sera sans doute efficace ; encore fallait-il nécessairement limiter de façon étroite les cas où une telle procédure pût entrer en jeu ; sinon, les naturalisés auraient pu craindre d'être à la merci des mouvements d'opinion.

L'article 9, en précisant les possibilités de déchéance, apporte aux nouveaux Français des garanties certaines ; le juge ne subira que faiblement l'influence momentanée des foules. Par suite de cette fixation plus précise des cas qui entraînent la déchéance, le juge s'efforcera de faire cadrer avec le texte législatif les faits reprochés à l'accusé. Il faudra donc apporter en justice la preuve matérielle de la déloyauté dudit individu. Sinon l'accusation ne portera pas.

De plus, l'assimilation complète, au bout de 10 ans, du naturalisé au Français d'origine montre le souci du législateur de ne plus troubler ces nouveaux éléments et

d'appliquer dans son intégrité le principe des droits régulièrement acquis.

Il faut également noter que l'action en déchéance sera désormais intentée devant le tribunal civil, et non plus devant la Chambre du Conseil et, s'il y a lieu à enquête, le tribunal devra, à peine de nullité de l'acte et de la procédure, se conformer à la loi du 8 décembre 1897 sur l'instruction criminelle.

CHAPITRE VII

De la réintégration dans la qualité de Français

ART. 11. — « L'individu qui a perdu sa qualité de Français peut la recouvrer à tout âge par décret, pourvu qu'il réside en France et que, dans le cas de minorité, il soit dûment représenté ou autorisé dans les conditions déterminées à l'article 3, alinéa 2. En cas de réintégration, il acquiert immédiatement tous les droits civils et politiques.

La qualité de Français peut être accordée à la femme et aux enfants majeurs, s'ils en font la demande.

Les enfants mineurs, non mariés, du père ou de la mère survivant réintégré, deviennent Français, à moins qu'ils ne tombent sous le coup de la disposition de l'article 7, alinéa 4.

Les enfants naturels, non mariés, deviennent Français, aux conditions fixées par l'article 7, alinéa 3 et sauf les dispositions de l'article 7, alinéa 4 ».

L'article 11 ne distingue pas entre les hommes et les femmes ; le législateur semble avoir commis un oubli dont les conséquences sont peu juridiques ; nous avons signalé, lors de l'étude de l'article 14 a), que la femme mariée à

un étranger, sous l'empire de l'ancienne loi, ne pouvait valablement demander sa réintégration si elle n'était munie de l'autorisation maritale. Cette exigence a pour but d'empêcher la femme de reprendre sa nationalité d'origine malgré la volonté contraire de son mari, alors que celui-ci a pu conditionner son mariage de l'unité du statut familial. L'article 11 ne prévoit pas la nécessité de l'autorisation maritale, pour la femme mariée sous l'empire de la nouvelle loi qui désire se faire réintégrer. Cet oubli est profondément regrettable.

Soit un étranger, employé en France dans la succursale d'une maison de commerce de son pays, qui épouse une Française ; prévoyant un séjour de quelques années en France, suivi de retour dans son pays, il exige que sa future femme prenne sa nationalité. Ainsi leurs enfants à naître sur le sol de France ne deviendront pas Français. L'article 11, en ne répétant pas la disposition de l'article 14 a), permet à la femme de revenir sur sa décision quand bon lui semble et de manquer délibérément à ses engagements.

Dans le Code civil, la réintégration était traitée aux articles 18 et 19 (1).

D'après l'article 18, la réintégration peut être accordée, par le même décret, à la femme et aux enfants majeurs, s'ils en font la demande. Les enfants mineurs du père ou

(1) Cf Manuels de droit international privé : Pillet et Weiss.

de la mère réintégrés deviennent Français à moins que, dans l'année qui suit leur majorité, ils ne déclinent cette qualité.

L'article 19, dernier alinéa, dit que dans le cas où le mariage est dissous par la mort du mari, la qualité de Français peut être accordée, par le même décret de réintégration, aux enfants mineurs, sur la demande de la mère, ou par un décret ultérieur, si la demande en est faite par le tuteur, avec l'approbation du conseil de famille. Ces solutions admises au regard des enfants majeurs et mineurs sont bien peu logiques, et ces distinctions dans le cadre même de la réintégration ne se comprennent pas.

Aussi, l'article 11 fait-il œuvre utile en unifiant les conséquences de la réintégration. Les deux premiers alinéas reproduisent les dispositions antérieures qui consacrent la reprise immédiate pour le réintégré de la faculté d'exercice de ses droits civils et politiques. Le 3^e alinéa va s'inspirer des réformes admises au sujet des effets collectifs de la naturalisation. L'article 7, en effet, accorde à la femme et aux enfants majeurs du naturalisé la possibilité d'acquérir la nationalité française sans condition de stage sur leur demande, ou bien par le même décret, ou bien ultérieurement ; les enfants mineurs légitimes ou légitimés prennent automatiquement, sous réserve d'un droit de réadmission, l'état de leur père ou mère survivant.

Il était naturel d'adopter pour la réintégration les mêmes solutions que pour la naturalisation, le principe des

effets collectifs de l'attribution au chef de famille d'une nouvelle nationalité devant, dans les deux cas, recevoir application.

L'harmonie entre les articles 7 et 11 donne à notre législation un aspect de continuité et de logique.

Le bénéfice de la jouissance des droits civils et politiques est aussitôt accordé au réintégré ; il n'en va pas de même pour la femme et les enfants, lorsque ceux-ci n'ont jamais joui de la qualité de Français ; ils doivent être assimilés à des naturalisés ; dès lors, joueront les dispositions de l'article 6, dernier alinéa, qui, comme nous l'avons vu, apportent quelques limitations momentanées au libre exercice de tous les droits du citoyen.

La loi de recrutement du 1^{er} avril 1923 soumet le réintégré aux obligations militaires, comme le naturalisé, cette mesure qui jusqu'à 30 ans exige des intéressés le service actif éloignera beaucoup d'éléments de la réintégration.

CHAPITRE VIII

Dispositions diverses et transitoires

ART. 12. — « Les individus qui acquièrent la qualité de Français dans les cas prévus par les articles 3 et 4, ou qui la recouvrent dans le cas prévu à l'article 11, ne peuvent s'en prévaloir que pour les droits ouverts à leur profit depuis cette époque ».

Cet article fixe donc le point de départ des effets de l'acquisition volontaire de la nationalité française par le bienfait de la loi et de la réintégration dans la nationalité française.

Une fois la qualité de Français acquise, l'individu ne pourra pas arguer de son nouvel état pour des droits ouverts à son profit antérieurement à cette époque. Voilà donc très nettement rejetée en matière de nationalité la théorie de la condition suspensive ou résolutoire. En effet, sous l'empire du Code civil la discussion sur ce point de droit demeure incertaine. L'article 20, 1^{er} alinéa, était ainsi conçu : « Les individus qui acquerront la qualité de Français dans les cas prévus par les articles 9, 10, 18 et 19 ne pourront s'en prévaloir que pour les droits ouverts à leur

profit depuis cette époque ». Or, nous ne voyons pas mentionné dans ce texte énumératif l'article 8, § 4, qui renferme le cas envisagé dans l'article 4 de la loi du 10 août 1927.

Cette omission permettait à la théorie de la condition suspensive de s'accréditer, c'est-à-dire d'envisager comme ayant toujours été Français, l'individu né en France d'un étranger et qui, domicilié en France à sa majorité, ne s'est pas réclamé de sa nationalité d'origine dans l'année qui suit sa majorité. Désormais l'article 12 rejette définitivement cette théorie dans la détermination des rapports en matière de nationalité.

L'article 13 vise l'abrogation des articles du Code civil et de la loi de 1889 : « L'article 8 du Code civil, à partir des mots : « Sont Français... » et les articles 9, 10, 12, 13, 17, 18, 19, 20 et 21 du même Code, ainsi que la loi du 26 juin 1889 sont abrogés.

Les dispositions de l'article 7, alinéa 2, de la loi du 3 juillet 1917 sont abrogées en ce qui concerne les individus ayant servi dans les armées françaises ou alliées durant la période légale des hostilités ».

Le second paragraphe demande quelque explication. La loi du 3 juillet 1917 disposait que tout fils d'étrangers, né en France, ayant décliné la qualité de Français à l'âge de 18 ans, lors de la période légale des hostilités, se verrait supprimer à jamais la faculté d'acquérir par voie de naturalisation la nationalité française. Or, cette exclusion pouvait devenir singulièrement arbitraire, si l'étranger n'avait

rejeté notre nationalité que pour répondre à l'appel sous les drapeaux de son pays d'origine et combattre à nos côtés dans une armée alliée. Il est bien évident qu'il eût été profondément injuste de maintenir à son égard une interdiction dont la raison d'être n'existait plus.

Nous avons étudié l'article 14 a) et b) en même temps que les articles 8 et 9 auxquels ils se rattachent ; nous n'y reviendrons pas.

L'article 14 c) stipule que les étrangers naturalisés antérieurement à la promulgation de la présente loi ne sont frappés de l'inéligibilité prévue à l'article 6 qu'en ce qui concerne les assemblées législatives.

ART. 15. — « La présente loi est applicable à l'Algérie ainsi qu'aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion.

Continueront toutefois, en ce qui concerne les indigènes algériens, à recevoir leur application, même sur le territoire métropolitain, le sénatus-consulte du 14 juillet 1865 et la loi du 4 février 1919 ».

L'application en Tunisie de la loi du 10 août 1927 va continuer à hâter la résolution du problème démographique. Nous disons à hâter, parce que la loi du 13 décembre 1923 avait permis la naturalisation des nombreux colons étrangers établis à demeure dans le pays.

Avant la loi de 1923, les décrets de 1887, 1889 et 1920 exigeaient un ensemble de conditions tel qu'en plus de 30

ans, de 1891 à 1922, il n'avait été accordé en Tunisie que 3.740 naturalisations.

En 1921 les statistiques accusent les chiffres suivants :

Français : 54.476

Italiens : 84.795

Anglo-Maltais : 13.520

Européens d'origines diverses : 2.320

En 1926 :

Français : 71.020

Italiens : 89.216

Anglo-Maltais : 8.396

Européens d'origines diverses : 4.649.

Plusieurs causes expliquent un tel accroissement de l'élément français ; la principale est certainement l'application de la loi du 13 décembre 1923 qui a facilité l'accès de notre nationalité à des éléments étrangers, assimilés en fait ; de plus, il faut noter l'afflux de colons venant de la métropole, afflux qui semble vouloir prendre chaque année une importance croissante.

On peut donc dire que les craintes qui semblaient ressenties à juste titre, de voir la Tunisie se peupler d'Italiens, seront heureusement d'ici peu du domaine du passé.

Les négociations qui se poursuivent entre la France et l'Italie aboutiront, il faut l'espérer, à une solution où le point de vue français ne sera pas entièrement rejeté. La thèse italienne de la pérennité de la nationalité de ses res-

sortissants établis en Tunisie ne saurait être admise dans son intégralité.

Quoi qu'il en soit, l'application de la loi du 10 août 1927 produira ici ses effets les plus heureux, en aidant à solutionner un problème particulièrement grave pour notre pays.



CONCLUSION

Notre nouvelle loi s'est largement inspirée des idées émises dans les conventions internationales et surtout dans les congrès féministes.

Cette tendance, si nettement affirmée, d'abolir les incapacités qui frappent les femmes mariées se manifeste ici par la reconnaissance du droit pour la femme de conserver sa nationalité lors de son union à un étranger.

Les conséquences d'une telle innovation sont multiples et nous avons envisagé les difficultés pour lesquelles il semble difficile de prévoir une solution.

Il eût été fort heureux de voir consacrer une mesure que la Convention de La Haye du 12 juin 1902 avait prévue ; cette convention décidait que les époux ne pouvaient former une demande en divorce ou en séparation de corps que si leur loi nationale et la loi du lieu où la demande est introduite permettaient l'une et l'autre le divorce et la séparation de corps.

Nous avons montré les effets du silence de la loi sur ce point. L'adoption d'une solution analogue à celle précitée eût permis d'éviter les résultats plus que fâcheux,

signalés plus haut, du divorce prononcé à la demande d'un Français contre sa femme italienne.

A Londres s'est tenu, le 4 octobre 1925, la 33^e Conférence de l'« International Law Association » ; après une longue discussion un projet de convention internationale fut rédigé et obtint le complet assentiment des organisations féminines.

C'est en vain que l'on cherche dans ce projet, dont notre code sur la nationalité se rapproche dans ses principes, une solution au mode de règlement des droits et devoirs des époux relatifs à leurs biens. Sans doute la convention consacre la liberté des parties pour choisir les lois auxquelles elles désirent se soumettre.

Mais en cas de désaccord entre époux, ou de silence de leur part, à quelle loi faudra-t-il donner la préférence ? C'est là une question fort complexe, malheureusement non tranchée.

Plusieurs systèmes ont été proposés.

On a dit : appliquons simplement la loi du lieu, le juge statuera ainsi en connaissance de cause et il n'aura pas à étudier les législations étrangères ; solution simpliste, car la « lex fori » n'est pas faite pour trancher des questions de droit international.

Bien plus juridique la solution qui applique la loi du domicile ; il y a au moins un lien et un lien solide entre les époux et cette loi. Mais c'est établir une présomption de volonté des parties, ce qui est quelque peu arbitraire.

Pour régler de la façon la plus simple ce conflit de lois on a proposé d'adopter soit la loi du mari soit la loi de la femme.

Il est bien évident qu'opter pour l'une ou l'autre c'est revenir ou bien à l'ancien système, en ne conservant à la femme qu'un statut civil réduit, ou bien au système du matriarcat qui relève de l'histoire ancienne.

M. Kapralik (1) pose un critérium qui serait capable de résoudre facilement un tel conflit : il suffirait de se demander quel est le principal intéressé, la femme ou le mari ? On appliquerait dès lors la loi du pays auquel appartient le principal intéressé. Supposons des intérêts égaux : nous voilà sérieusement embarrassés ; ici l'auteur fait prédominer la loi du mari ; mais il écrivait avant l'application du code sur la nationalité et cette solution ne s'explique plus.

Il nous semble que le juge devra se baser sur la loi du domicile, ce domicile étant le siège des intérêts communs des époux.

Ce cas particulier de conflit de lois est intéressant, car il montre les difficultés vraiment très grandes que le juge devra vaincre quand il aura à statuer sur les conséquences de la dualité du statut familial.

Les revendications féminines prennent chaque jour une ampleur sans cesse accrue ; permettre à la femme étrangère

(1) Cf. Kapralik : De la nationalité de la femme mariée, p. 40 et suivantes.

qui épouse un Français de déclarer qu'elle entend prendre la nationalité de son mari, n'est-ce pas conférer immédiatement à cet élément l'ensemble des droits attachés à une telle qualité. Sans doute le législateur n'a pas encore accordé à la femme française la totalité des droits politiques, mais il est aisé de prévoir que la France devra adopter une législation où la femme jouira des mêmes droits que l'homme.

La loi du 22 septembre 1922, qui a modifié aux Etats-Unis les règles concernant le statut de la femme mariée, n'accorde à la femme étrangère devenue américaine par son mariage l'exercice des droits civils qu'après une résidence de 1 an ou de 5 ans. Il eût peut-être été sage de nous inspirer de cette mesure de prudence, bien que la reconnaissance des droits politiques soit seulement partielle en France et qu'une telle disposition ne présente pas un caractère immédiat d'urgence.

Le législateur aurait dû refuser toute faculté de répudiation à l'individu né en France d'une mère étrangère née elle-même en France, lorsqu'à sa majorité il est domicilié chez nous. Il est vraiment paradoxal que cet étranger, élevé chez nous, ait pu profiter de toutes nos institutions et que pour nous remercier de notre libéralisme il décline notre nationalité afin de se soustraire aux obligations militaires. M. Charles Lambert se propose de faire réformer la loi sur ce point (1). Cette modification peut, en effet, pré-

(1) Cf. Charles Lambert : La France et les Etrangers, p. 117.

sentir d'ici peu un intérêt certain ; pour s'en rendre compte, il suffit d'étudier la nature de l'immigration en France. Dans le Sud-Ouest, comme nous le montrerons plus loin, des familles italiennes sont venues s'établir ; à force de ténacité, elles ont su remettre en culture cette partie du pays qui se mourait faute de bras. L'immigration italienne a été fortement réduite par suite des mesures prises par le Gouvernement de Rome. Pour passer outre à de telles prohibitions, les habitants de la péninsule, qui veulent s'expatrier, emploient des procédés indirects assez astucieux, tels que pèlerinages à Lourdes. Ce sont moins des familles qui essaient maintenant de venir par ces moyens immigrer chez nous que des éléments isolés. Dans une quinzaine d'années, ceux qui viendront s'installer en France pourront épouser des jeunes filles italiennes nées en France ; il sera dès lors fort intéressant de voir attribuer la qualité de Français sans faculté de répudiation aux enfants issus de cette union.

Astreindre au service militaire les étrangers naturalisés est une mesure qui apparaît de toute justice. Il serait profondément immoral de les libérer de cette obligation, alors que le Français d'origine assumerait à lui seul la défense du territoire. Mais disposer que jusqu'à 30 ans le naturalisé sera tenu de ce devoir, si lourd en France, n'est-ce pas le priver d'éléments jeunes, particulièrement souhaitables ? Trente ans, c'est l'âge où l'homme a fondé une famille ; il doit en assurer la subsistance et souvent les

débuts sont durs ; l'homme ne se sent guère le cœur d'accomplir un service qui, pendant de longs mois, le privera de toutes ressources.

Nous nous trouvons à un moment de notre histoire où il faut faire litière de considérations plus théoriques que pratiques et se soucier uniquement de franciser tous les éléments susceptibles d'assimilation. Il serait heureux, croyons-nous, d'abaisser à 25 ou 26 ans l'âge à partir duquel l'étranger pourrait demander son entrée dans notre grande famille sans se voir condamné à plusieurs mois de caserne.

De plus, tout service militaire actif dans son pays d'origine devrait valoir en France pour le naturalisé. Depuis la guerre l'instruction du soldat est à peu de chose près la même partout, et l'homme a vite fait de savoir se servir d'un fusil d'un autre modèle.

Ainsi le spectre de la caserne s'estomperait et nous pourrions compter parmi les nôtres des jeunes gens pleins d'activité et de force.

Lors de l'étude des divers projets, nous avons signalé combien il était regrettable de constater des droits fiscaux de naturalisation, généralement hors de proportion avec les facultés de paiement des immigrés. Ces droits, avec le double décime et l'insertion au Journal Officiel, atteignent en effet la somme de 1.299 francs.

La Chancellerie peut consentir des dégrèvements ; s'inspirant du but de la loi, elle se montre de la plus grande

bienveillance et tient compte des charges de famille, des moyens de chacun.

La loi du 10 août 1927 demeure dans son ensemble une loi des plus opportunes. Mais il faut faciliter son efficacité, et la tâche du Gouvernement se résume en ces quelques mots : pratiquer une politique intelligente de l'immigration. Or cette politique ne peut être logiquement pratiquée, car deux éléments font défaut : des idées directrices et des organismes spéciaux pour traduire en pratique lesdites idées.

Il est urgent pourtant d'en établir les bases. La France est devenue le second pays d'immigration du monde, ainsi l'Italie qui jette ses hommes sur les marchés nous a envoyé en 1926, 111.000 individus, sur les 263.810 qu'elle a exportés.

Ce qui rend particulièrement difficile le choix d'un programme, c'est la diversité des éléments qui franchissent nos frontières. Il est nécessaire de tenir compte de la race, de la nationalité, de la profession de ces étrangers, et encore celles-ci doivent-elles être envisagées en fonction des conditions sociales et démographiques des régions françaises. On ne peut confondre l'Espagnol qui entre en France pour se placer comme ouvrier d'usine et l'Espagnol qui vient pour cultiver la terre ; à une époque de chômage, dans notre industrie, il sera bon de fermer les vannes de l'immigration ouvrière ; mais comme il serait imprudent

d'éloigner de nous, par la même mesure, les travailleurs agricoles.

Une pareille erreur a été commise en février 1927 ; à cette époque, le nombre des sans-travail augmentait à Paris, et le Gouvernement décida aussitôt de suspendre l'entrée des éléments étrangers. Cette interdiction fut malheureuse, car elle s'appliquait sans distinction à tous les immigrants. C'est ainsi que des Italiens qui, par familles entières, venaient rendre un peu de vie à notre Gascogne, se voyaient brutalement fermer nos frontières ; mesure du plus détestable effet, parce qu'inattendue, et l'on a vu des Italiens ayant réalisé tous leurs biens obligés de gagner d'autres pays. Le Gouvernement, par cette décision trop hâtive, retardait même la fin de la crise industrielle en diminuant les possibilités de la production agricole.

Comme le dit M. Marcel Rémond (1), « l'erreur est d'abord dans le principe qui a fait considérer jusqu'ici l'immigration comme une pure question de main-d'œuvre, la France se contentant de puiser hors de ses frontières les travailleurs dont elle avait besoin. Or, le but d'une politique française doit être beaucoup moins de s'assurer des concours temporaires que d'intégrer dans la population française, et de préférence dans les milieux ruraux, des familles étrangères susceptibles d'être assimilées avec profit.

(1) Cf. Marcel Rémond : l'Immigration italienne dans la France du Sud-Ouest (Dallos 1928) p. 30 et suivantes.

Mais elle nous révèle en même temps que l'erreur est aussi dans l'organisation des services. Sept ministères s'occupent des questions concernant les étrangers ».

Cette division des efforts est regrettable, et il eût été souhaitable de voir aboutir le projet de loi présenté par M. Poincaré le 12 octobre 1922, projet qui instituait un Office National de l'Immigration, centralisant tous les renseignements sur les étrangers et canalisant l'immigration suivant les besoins du moment.

M. Herriot avait repris, en juillet 1926, cette politique de cohésion, et l'avait traduite en pratique en instituant un Haut-Commissariat de l'Immigration et des Naturalisations ; cette institution eut son sort lié à celui des ministères et fut des plus éphémères.

Quel doit donc être le rôle de cet Office ?... Aura-t-il à se substituer aux syndicats d'initiative privée qui se sont créés et fonctionnent avec satisfaction ?... Certes non, les organismes régionaux demeurent, en effet, les juges les plus avertis pour la sélection et la répartition des immigrants.

Dans son livre : « l'Immigration », M. Paisant montre de coordination de l'Office, qui doit centraliser tous renseignements et surtout veiller à l'application d'une politique d'immigration ; celle-ci comprend 4 étapes successives : sélectionner, accoutumer, assimiler, naturaliser.

La sélection doit être sanitaire, morale, professionnelle, ethnique.

Les Italiens qui entrent en France passent la frontière à Modane ; là ils subissent un examen médical, mais quel examen !

L'année dernière, nous dirigeant sur l'Italie, nous nous étions arrêtés quelques jours à Modane, et nous fûmes étonnés de voir parmi les immigrants des spécimens de la race humaine qui certes ne devaient guère faire honneur à notre pays. Le contrôle est, en effet, illusoire, car les pouvoirs du médecin sont nettement insuffisants ; le rachitisme, la tuberculose non aiguë ne suffisent pas pour éliminer ceux qui en sont atteints.

Que n'avons-nous les mêmes exigences que les Américains, si difficiles pour le bon équilibre physique des immigrants. La sélection morale, nous l'avons vu, a été facilitée par la loi de 1927.

Il importe, sans renoncer à notre tradition séculaire de pays hospitalier, de se montrer sévère à l'égard d'étrangers venus en France dans le but de poursuivre en toute sécurité leur action politique. A cet égard, il serait bon de nous inspirer des mesures énergiques que prend le Gouvernement anglais lorsque des étrangers font de son territoire le siège de leurs complots.

Si l'on désire canaliser l'immigration, en fonction de nos besoins de main-d'œuvre, dans les diverses branches de notre production, un examen approfondi des contrats

de travail permettra d'éliminer les éléments qui viendraient en France pour exercer leur activité dans des carrières déjà encombrées.

Enfin, il ne faut pas oublier la sélection ethnique ; chaque race a ses qualités et ses défauts et possède des facultés spéciales dues à de longues traditions. Savoir orienter la main-d'œuvre étrangère, sans la dépayser, tout est là ; une rapide acclimatation détruit souvent toute idée de retour au pays d'origine et permet à l'individu de consacrer tous ses efforts à la tâche qu'il a entreprise.

Etablir dans nos campagnes des ouvriers de Lodz ou de Cracovie donnera les pires résultats ; la nostalgie de leur ville leur fera quitter les champs et ils laisseront nos terres plus désertes que jamais.

Mieux vaut adresser au contraire à des Catalans ou à des Bretons, dont l'art de la culture est inné chez eux, voilà une bonne politique. Aimant la vie simple, durs au travail, ils repeupleront notre Sud-Ouest, pays jadis renommé pour ses produits et la richesse de ses fermiers.

Mais il ne suffit pas d'attirer des étrangers, encore faut-il les accoutumer. Ce problème n'est pas d'une réalisation toujours très facile. Prenons l'exemple des Lombarde : que veulent-ils ?... Un bon logement, assez grand, bien aéré convenablement meublé ; néanmoins, et cela peut sembler paradoxal, ils se soucient fort peu de propreté ; les enfants courent pieds nus et leurs vêtements sont mi-

séreux. Ils n'ont qu'une exigence, a-t-on dit, de l'air et du soleil.

Les propriétaires gascons se sont vite aperçus de ces besoins ; ils ont dû ouvrir de grandes fenêtres dans leurs fermes et fournir une aisance matérielle suffisante.

Ces colons, s'ils apportent souvent d'excellents procédés de culture, ignorent les usages du pays basés sur une longue expérience. Il serait fort utile de les guider dès le début de leur exploitation, pour les empêcher de se ruiner. Ainsi, c'est vraiment un miracle que les premières familles immigrées dans le Sud-Ouest aient pu réparer les pertes des premières années : ces pertes venaient de ce qu'elles avaient emblavé presque toutes leurs pièces de terre, sans tenir compte du vent Sud-Est qui, lorsqu'il souffle au mois de juin, couche les blés et réduit la récolte. A force de privations, elles revinrent à meilleure fortune ; mais on doit regretter que des Ingénieurs agricoles n'aient pu leur servir de conseillers de ces braves gens ; le mécontentement de la première heure laisse une empreinte durable et empêche l'assimilation tant désirée.

Maintenant que nous avons créé une ambiance favorable à l'assimilation, il s'agit de hâter le plus possible la francisation des éléments immigrés. Ici nous nous heurtons inévitablement à la volonté contraire des Gouvernements étrangers ; il est, en effet, profondément humiliant, pour les pays à forte natalité, de constater que la partie la plus saine de la population, dès qu'elle atteint l'âge de l'action

quitte le sol natal sur lequel elle a été nourrie, pour faire bénéficier un pays voisin de son intelligence et de son travail. Ce sentiment a été traduit d'une façon fort expressive par le Pr. Bertorelli de l'Université de Pavie : « En admettant que les Italiens passés en France s'y trouvent bien, il est certain que ce ne sera pas l'esprit italien qui sera répandu parmi eux dans une vingtaine d'années, non par la faute de la France, mais par une fatalité inexorable exercée par les civilisations bien évoluées et bien définies. Les Nations policées telles que la France, non seulement naturalisent légalement les étrangers en un clin d'œil, mais surtout dénaturalisent automatiquement les tendances nationales... Servir de pépinière à une nation voisine peut, tout d'abord, piquer l'amour-propre, mais c'est en réalité travailler pour produire uniquement la matière première du bonheur d'autrui ».

Il est bien naturel que le pays d'origine des immigrants de garder le contact avec ses nationaux. Le maintien de relations étroites apparaît comme une source de profits fort intéressants ; le but poursuivi est d'attirer dans la métropole les économies réalisées, capitaux qui facilitent l'activité de ceux qui sont demeurés dans la mère-patrie. Puis, pourquoi ne pas espérer le retour au pays natal, où le rapatrié viendrait dépenser ce qu'il a précieusement amassé chez le voisin.

La politique de l'Italie est, à cet égard, particulièrement caractéristique : la colonisation du Sud-Ouest de la

France s'est faite méthodiquement. Alors que nous demeurions passifs, l'Italie a pris soin de ses nationaux ; pour leurs débuts assez durs par suite de leur inexpérience, le Gouvernement italien créa en France des succursales de banques italiennes. Tandis que le crédit agricole n'est chez nous qu'à l'état embryonnaire, il fonctionne très normalement en Italie ; les banques qui font les prêts ne limitent pas leur action à l'avance de sommes d'argent, elles se font les conseillères de leurs débiteurs ; c'est ainsi que des agents surveillent les exploitations créant, là où ils le jugent utile, des organismes agricoles.

Voici par exemple les buts du « *Consortio agrario* » d'Agen énumérés à l'article 2 de ses statuts (1) : « Acheter ou éventuellement produire pour son propre compte ou celui des tiers, et distribuer aux cultivateurs associés, des engrais, des semences, des outils, des machines, du cheptel vif et mort, et en général tout ce qui peut servir à l'agriculture. Acquérir, vendre ou entreposer dans ses magasins généraux, pour son propre compte ou celui des tiers, les produits agricoles des cultivateurs. Mettre en rapport les propriétaires avec ceux qui veulent acheter, louer ou prendre en métayage. Enfin, instituer et développer les organismes qui peuvent faciliter le crédit aux membres du consortium ».

Une politique agricole d'aussi large envergure néces-

(1) Cf. Marcel Rémond, op. cit. p. 105.

site des agents d'une compétence certaine, et ceux-ci seront à même de discerner l'utilité des prêts et de veiller au remboursement des fonds avancés.

Le Gouvernement français a compris enfin les résultats de son inaction, et désormais des prêts à long terme peuvent être consentis par les caisses locales aux familles italiennes présentant toutes garanties de moralité. Nous devons souhaiter le vote rapide du projet de loi sur les warrants agricoles : nous pourrions nous montrer plus larges dans l'octroi de nos crédits.

La réalisation des besoins matériels ne suffit pas aux individus ; ils désirent satisfaire leur idéal moral. Les éléments étrangers les plus intéressants qui viennent cultiver notre sol sont de sang latin : Italiens et Espagnols, sincèrement catholiques, sont habitués chez eux à une observance rigoureuse de leur religion. Aussi serait-ce une faute de contrecarrer brutalement leurs besoins de pratique religieuse. Les Italiens établis en Gascogne ont souffert du manque de prêtres ; ils se sont plaints à Rome et des missionnaires de leur pays d'origine se sont mis à parcourir nos contrées pour porter à ces exilés les secours de leur religion.

Pareils faits sont pour nous profondément regrettables, les missionnaires ravivant au cœur de leurs fidèles l'amour de la patrie. Nous savons par expérience quels précieux propagandistes sont, pour la France, nos prêtres qui vont, à travers le monde, répandre la parole de l'Évangile ; nous

aurions dès lors mauvaise grâce à reprocher aux missionnaires italiens le zèle qu'ils déploient loyalement, mais nous devons agir, d'accord avec les autorités ecclésiastiques, pour rendre inutile leur présence en France, en assurant les services religieux par des prêtres français. Ce que nous devons éviter, ce sont les mesures vexatoires qui, prises en vue de franciser les éléments étrangers, manquent leur but en les dépayasant et en leur laissant au fond du cœur l'amer regret du pays natal.

Retenir les immigrants en France, en leur créant une atmosphère à laquelle ils sont accoutumés, élever leurs enfants dans nos écoles en les soumettant à notre influence morale immédiate, tels sont les moyens d'assimilation rapide. Et encore cette œuvre exige-t-elle beaucoup de doigté. Nos écoles seront très accueillantes et elles se garderont bien de froisser, de quelque manière que ce soit, les sentiments religieux et politiques des familles. Dans le cadre de la plus stricte neutralité, elles feront connaître notre histoire tout en s'efforçant d'éveiller l'amour de la France.

Nos instituteurs se sont montrés à la hauteur de leur tâche ; les rapports des Inspecteurs d'Académie montrent que l'assimilation s'aspire facilement et dans un temps relativement très court. Voici un extrait du rapport de l'Inspecteur primaire de Condom : « L'on a soin d'encadrer autant que possible les petits étrangers, et l'on évite de les isoler soit en groupe, soit individuellement. En cette tâche, les écoliers sont les plus actifs collaborateurs du

maître, qu'il s'agisse des élèves indigènes ou des étrangers déjà assimilés qui servent de modèles et d'entraîneurs.

La vie scolaire en général, mais particulièrement les jeux en commun, les relations de camaraderie complètent l'action enseignante proprement dite. Au bout de quelques mois, l'assimilation, étonnamment rapide, est si complète qu'un léger accent seulement différencie les petits Italiens ou Espagnols de leurs camarades Français ; encore cette distinction n'est-elle pas toujours commode. J'ai entendu, dans un cours moyen, une jeune italienne, très intelligente et la première de sa division, dont l'assimilation en un an était tellement achevée qu'elle gasconnait plus que ses petits voisins ».

Ces résultats semblent pleins de promesses. Que les immigrants après avoir travaillé de longues années en France, sentent le désir de retourner au pays natal pour y finir leurs vieux jours, leurs enfants devenus Français de cœur et de sentiment s'y opposeront, et la France gardera sur son sol des jeunes gens vigoureux et sains de même qu'elle réalisera des économies réalisées par le travail des immigrants.

Nous pouvons conclure que les meilleurs effets naissent d'une politique d'immigration s'inspirant des principes que nous venons d'énumérer rapidement.

En effet, si le Gouvernement n'a pas encore adopté une ligne de conduite vraiment logique, néanmoins son attitude bienveillante à l'égard des étrangers a suffi pour

montrer au Gouvernement italien que sa sollicitude à l'égard de ses nationaux ne donnerait pas les résultats attendus.

La France, de tout temps, s'est très rapidement assimilé les éléments étrangers, et la cause fort simple s'exprime par ces quatre mots : *ubi bene, ubi patria*. La variété des cultures et des industries françaises font que tout individu peut trouver l'emploi de son art, de ses talents ; si l'on s'ingénie à lui procurer une atmosphère de bien-être moral et matériel, la francisation est inévitable.

Voilà ce que Rome a fort bien compris et, découragée par les résultats obtenus, sa politique d'émigration s'est modifiée dans un sens directement opposé. Au lieu de favoriser l'exode vers la France agricole, l'Italie met toutes sortes d'entraves à la sortie de ses nationaux.

Nous voilà bien loin du programme tracé par Mussolini en 1923 :

« Soutenir les humbles et courageux pionniers italiens avec l'appui de techniciens italiens et avec l'aide de capitaux italiens empruntés partiellement à l'épargne de l'étranger lui-même ; faire que le fruit du travail italien, soigneusement garanti, devienne une force pacifique de l'expansion morale et économique de la Patrie. Car les noyaux italiens à l'étranger, compacts, conscients et économiquement bien pourvus, sont des moyens puissants d'irradiation des idées italiennes et des produits italiens ».

Le beau rêve de colonisation pacifique des régions françaises qui se dépeuplent est abandonné et l'Italie veut retenir ses enfants chez elle, vexée de se voir une pépinière pour nations à faible natalité.

Vu et Permis d'imprimer :

Le Doyen,

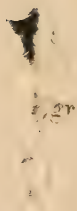
BERTHÉLÉMY.

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLÉTY.

Le Président de la thèse,

GEOUFFRE DE LAPRADELLE.



BIBLIOGRAPHIE

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Proposition de loi présentée par M. Louis Marin, tendant à modifier les articles 8 et 13 du code civil annexé au procès-verbal de la séance du 20 juillet 1920.

Proposition de loi tendant à modifier le paragraphe 5, 2^e alinéa de l'article 8 du code civil relatif à la nationalisation des étrangers, présentée par MM. Paul Denise et Ricomfi, annexé au P.V. de la séance du 22 décembre 1921.

Rapport fait par M. G. Lhopiteau, annexé au P.V. Sénat séance du 24 janvier 1922.

Projet de loi adopté par le Sénat : annexe au P.V. séance du 31 mars 1922.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 12 du Code civil. présentée par M. Louis Marin, Annexe Sénat P.V. séance du 6 juillet 1922.

Rapport fait par M. Eccard au Sénat P.V. séance du 7 décembre 1922.

Rapport fait par M. Raynaldy, Annexe au P.V. Chambre des députés. Séance du 7 juin 1923.

Rapport fait par M. Maranget, Annexe P.V. Sénat, séance du 21 juin 1923.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 11 du Code civil. Annexe P.V. séance du 13 novembre 1923.

Projet de loi : Annexe P.V. Sénat. Séance du 26 juin 1924.

Rapport fait par M. Lisbonne. Annexe P.V. Sénat. Séance du 5 novembre 1925.

Discussion sur projet de loi sur la nationalité. Débats parlementaires, 20 novembre 1925.

Rapport fait par M. Mallarmé, nouvelle rédaction des art. 5 et 14. Annexe P.V. séance Chambre 18 mars 1927.

Journal Officiel : lois et décrets : 31 mars 1927.

Projet de loi : Annexe au P.V. Sénat. 17 mai 1927.

Rapport fait par M. Lisbonne. Annexe P.V. séance Sénat du 10 juin 1927.

Débats parlementaires : séances des 15 juin 1927 et 8 juillet 1927.

Journal Officiel du 14 août 1927 :

- 1) Texte de la loi sur la nationalité.
 - 2) Instructions aux préfets et aux parquets relatives à la loi du 10 août 1927.
 - 3) Décret réglant les formalités relatives à l'instruction des demandes des naturalisations et des déclarations de nationalité.
-

OUVRAGES ET REVUES

ALVAREZ. — La Natalité dans le dr. intern. américain.

CLUNET E. — La Française devenant étrangère par le mariage (ClUNET 1919 p. 69 et 71).

DESPAGNET. — Précis de droit international privé.

DE FOLLEVILLE. — Traité pratique et théorique de la naturalisation (Paris Maresq. 1880).

GOGORDAN. — La nationalité au point de vue des rapports internationaux (Paris 1890).

GRUFFY. — De l'unité de nationalité dans la famille (Paris 1893).

JORDAN C. — De la perte de la nationalité française par la Française qui épouse un étranger (Revue Lapradelle 1920, p. 363 et suiv.)

LAURENCE. — The French Law of marriage and conflict of law (Paris 1885).

LEFEBVRE R. — Une législation communiste (Paris 1920).

LAPRADELLE A. GEOUFFRE DE — De la nationalité d'origine. Cours du 9 octobre 1924 (Semaine juridique internationale).

LEFEBVRE R. — Races, nationalités, Etats, Alcan. 1922.

LEFEBVRE R. — La nationalité dans les principaux Etats du Globe (1909).

LEVY ULLMANN M. — Rapport sur le projet de loi portant refonte des textes relatifs à l'acquisition de la nationalité française (Bulletin de la Société d'Etudes Législatives. 1917-18, p. 256 et suiv.).

MARCEL RÉMOND. — L'immigration Italie dans la France du Sud-Ouest (Daloz 1928).

NIBOYET. — Commentaires de la loi du 10 août 1927.

PILLET et NIBOYET. — Manuel de droit international privé.

SAUTERAND M. — Du cangement de la nationalité en France par le mariage (J. ChUNET 1918, p. 494 et suiv.)

SURVILLE et ARTHYS. — Cours de

TRAVERS M. — La convention de La Haye relative au mariage, ses effets principalement en France, en Belgique, et dans le Luxembourg (1912).

VALERY. — Manuel de droit international privé.

Commentaires de la loi du 10 août 1927.

WEYSS. — Traité théorique et pratique de droit international privé.

ZEBALLOO. — Manual de derecho internacional privado.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

Aperçu historique sur le « Jus Soli »

CHAPITRE I. — Projet de 1913	22
CHAPITRE II. — Projet de 1916	25
CHAPITRE III. — Projet de 1922	27
Art. 8.	
Art. 9.	
Art. 10.	
Art. 12.	
Art. 17.	
Art. 18.	
Art. 19.	
Art. 20 et 21.	
Articles nouveaux.	

CHAPITRE IV. — Projet de 1925 : ses 15 articles 39

Art. 1 : Sont Français...

Art. 2 : » » » sauf faculté de
répudiation...

Art. 3 et 4 : peut devenir Français...
devient Français...

Art. 5 : procédure de la déclaration.

Art. 6 : acquièrent la qualité de Fran-
çais...

Art. 7 : peuvent obtenir la qualité de
Français...

Art. 8 : nationalité de la femme. >

Art. 9 : perte de la nationalité.

Art. 10 : déchéance de la qualité de
Français.

Art. 11 : réintégration.

Art. 12 : point de départ des effets
l'acquisition de la nationalité
française.

Art. 13 : des dispositions abrogées.

Art. 14 : dispositions transitoires.

Art. 15 : champ d'application de la loi.

CHAPITRE V. — Projets de 1927 70

DEUXIÈME PARTIE

Loi du 10 Août 1927

CHAPITRE I. — Vue d'ensemble sur la loi	78
CHAPITRE II. — De la nationalité d'origine	82
§ 1 ^{er} . — Français de naissance sans faculté de répudiation : Art. 1.	
§ 2. — Français de naissance avec faculté de répudiation : Art. 2.	
CHAPITRE III. — Acquisition de la nationalité française par le bienfait de la loi	93
Art. 3 et 4.	
Procédure de la déclaration :	
Art. 5.	
CHAPITRE IV. — De la naturalisation :	101
Art. 6.	
Art. 7.	
CHAPITRE V. — Influence du mariage sur la nationalité de la femme	118
Art. 8.	
Art. 14 a).	
CHAPITRE VI. — De la perte de la qualité de Français	129
Art. 9.	

CHAPITRE VII. — De la réintégration dans la nationalité française	145
Art. 11.	
CHAPITRE VIII. — Dispositions transitoires	149

CONCLUSIONS

De quelques modifications possibles à apporter à la loi sur la nationalité	155
La politique d'assimilation.	

IMPRIMERIE « LES PRESSES MODERNES »
45, rue de Maubeuge, Paris
(Ateliers à Troyes — Aube)



